

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

AMNESTY INTERNATIONAL



**52^e congrès
de Lutte
ouvrière
Textes
et discussions**

Au sommaire de ce numéro

Le 52 ^e congrès de Lutte ouvrière	1
Le capitalisme en crise vers le chaos	2
Crise, guerres et changements des rapports de force	4
La guerre en Ukraine, une étape majeure dans l'escalade vers la troisième guerre mondiale	11
Combativité des masses et direction révolutionnaire	17
Situation intérieure	19
Discussion sur les textes d'orientation	24
Interventions des groupes invités	40

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 –
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Le 52^e congrès de Lutte ouvrière

Ce numéro rassemble les textes et discussions du 52^e congrès de Lutte ouvrière, qui s'est réuni en région parisienne, les 3 et 4 décembre.

Nous publions cinq textes d'orientation, qui étaient soumis à la discussion et au vote des délégués :

- Le capitalisme en crise vers le chaos
- Crise, guerres et changements des rapports de force
- La guerre en Ukraine, une étape majeure dans l'escalade vers la troisième guerre mondiale
- Combativité des masses et direction révolutionnaire
- Situation intérieure

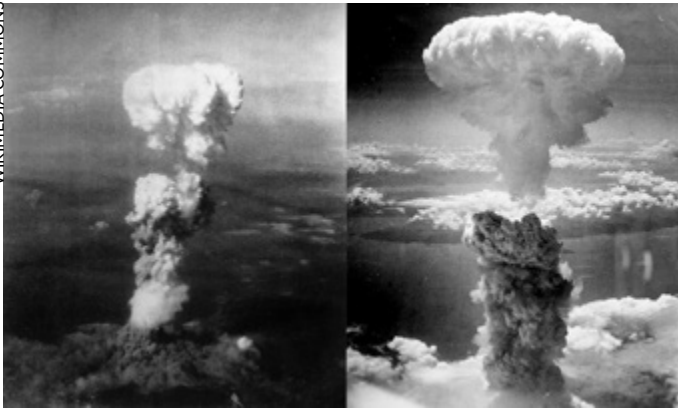
Ces textes, ainsi qu'une motion sur la guerre en Ukraine, que nous publions également, ont été adoptés à l'unanimité des délégués, des votes qui reflètent la cohésion politique de notre organisation.

Le congrès a dressé un bilan de notre activité au cours de l'année écoulée, évoqué les comptes de notre parti et la diffusion de notre presse. Nous reproduisons également ci-dessous des extraits des discussions du congrès.

Par ailleurs, le congrès a entendu les interventions d'organisations sœurs de Lutte ouvrière, au sein de l'Union communiste internationaliste (trotskyste), et qui militent en Martinique et en Guadeloupe, à l'île de La Réunion, en Haïti, en Côte d'Ivoire, aux États-Unis, en Turquie, en Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique et Italie. Nous reproduisons ci-après de larges extraits de leurs interventions.

Enfin, le congrès a élu les organes de direction de Lutte ouvrière, son comité central et son comité exécutif.

6 décembre 2022



Le capitalisme en crise vers le chaos

La bourgeoisie est aussi aveugle aujourd'hui, aussi perdue devant la crise de son propre système, aussi désarmée qu'elle l'était dans la crise qui a conduit à la Deuxième Guerre mondiale.

Au forum des banquiers centraux du monde impérialiste, qui sont en quelque sorte les têtes pensantes de la grande bourgeoisie impérialiste, en 2021, ceux-ci ont applaudi le principal d'entre eux, le président de la Fed (Réserve fédérale américaine). Ce dernier considérait alors l'inflation comme un phénomène passager et préconisait le maintien des taux d'intérêt au plus bas, mettant à la disposition du grand capital du crédit bon marché, voire gratuit.

À la réunion des mêmes banquiers centraux, fin août 2022, le même Jerome Powell, toujours président de la Fed, a été applaudi en proposant exactement le contraire, la fermeté pour augmenter les taux d'intérêt des banques centrales. « Union sacrée des banques centrales contre l'inflation », titraient *Les Échos* du 29 août.

Même succession de décisions contradictoires dans une multitude de domaines aussi bien économiques que politiques ou diplomatiques. La crise de l'énergie, outre son caractère dramatique pour les classes populaires, est une véritable danse de Saint-Guy entre des choix contradictoires, pour ou contre le nucléaire, pour ou contre le charbon, pour ou contre l'éolien...



Une brochette de dirigeants de banques centrales, de gauche à droite, du Japon, de l'Union Européenne, des États-Unis, et du Royaume-Uni.

Commentant la « *rentrée incertaine de Macron* », *Le Monde* rapporte des réflexions critiques de quelques personnes de l'entourage du président, qui lui reprochent un « *manque de projections stratégiques* » ou qui s'agacent « *d'un pouvoir qui patauge* ».

L'erreur serait de considérer que le reproche est suscité par la seule personne de Macron ou par l'affaiblissement de la position du président de la République, que les législatives ont privé d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale.

Le personnage Macron a bien peu d'importance. Il « patauge », comme pataugent, chacun à sa manière, ses confrères d'Allemagne, du Royaume-Uni, d'Italie ou d'ailleurs. Que l'on songe à la minable aventure de la

nouvelle Première ministre de Grande-Bretagne : à peine avait-elle annoncé une réduction de l'imposition des catégories les plus riches de la bourgeoisie, qu'elle était obligée de faire marche arrière et de se désavouer ! C'est toute la classe bourgeoise qui patauge, ne maîtrise rien, avec cependant le même cap : « tant qu'il y a du profit, peu importe ». C'est « après nous, le déluge ».

« *La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue* », commentait Trotsky en 1938, dans le *Programme de transition*, à propos de l'attitude de la classe capitaliste face à la précédente grande crise de son économie celle commencée en 1929 : « *Tous les partis traditionnels du capital se trouvent dans une situation de désarroi qui frise par moment* ».

la paralysie de la volonté», écrivait-il à une époque où, comme aujourd'hui, «*Les crises conjoncturelles dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit à son tour une crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés.*»

Trotsky n'était ni devin ni cartomancien pour annoncer ce qui allait se dérouler huit décennies après sa mort!

C'est le capitalisme décadent qui a perduré et qui aujourd'hui bégaie.

Le seul domaine où il n'y a pas de «paralysie de la volonté», c'est la distribution des dividendes, qui ont battu tous les records cette année.

Pas de paralysie de la volonté non plus pour s'attaquer aux conditions d'existence des masses exploitées, en commençant par le chômage, la généralisation de la précarité et la destruction insidieuse ou brutale de tout ce qui dans les services publics concerne les exploités.

On sait à quoi a conduit la crise de 1929: la Deuxième Guerre mondiale, avec ses 50 millions de morts sur les champs de bataille, 100 millions en comptant les civils qui ont péri sous les bombes, de privations, de faim, ou qui ont été exterminés.

Même aveuglement dans le domaine des relations internationales. «*Sous la pression croissante du déclin capitaliste, écrit Trotsky, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Éthiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe, Europe centrale) doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial.*»

Aujourd'hui, la guerre qui focalise l'attention est celle qui oppose la Russie à l'Ukraine

soutenue par le camp des puissances impérialistes. Cette guerre elle-même, les sanctions et contre-sanctions qu'elle provoque, s'ajoutant aux nombreux conflits armés qui perdurent du Moyen Orient à l'Afrique et à l'Asie, la recherche fiévreuse d'alliances, la course aux armements, témoignent de la même course aveugle vers l'incendie mondial.

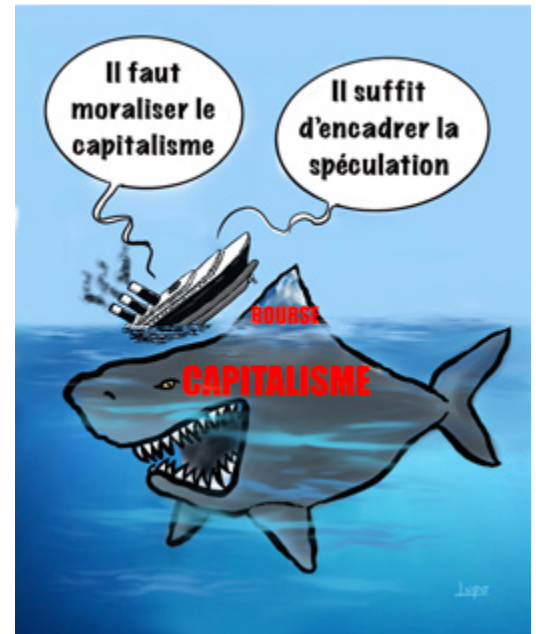
C'est Poutine qui a pris l'initiative d'envahir l'Ukraine, mais c'est l'impérialisme américain qui alimente la guerre et la prolonge. Manifestement, ses dirigeants considèrent qu'il a tout intérêt à ce qu'elle dure. L'impérialisme américain y a déjà gagné de ressusciter et de renforcer l'OTAN, diagnostiqué par Macron, il y a peu, comme «*en état de mort cérébrale*».

C'est l'impérialisme américain qui tire profit de l'affaiblissement de la Russie, mais aussi des difficultés entraînées par la guerre en Ukraine pour ses alliés et néanmoins rivaux d'Europe, l'Allemagne principalement.

Contrairement aux guerres menées au Vietnam ou, plus récemment, en Afghanistan, les États-Unis n'ont même pas à envoyer des hommes dans cette guerre: ils la mènent avec la peau des Ukrainiens et des Russes. Et les armes généreusement envoyées offrent un nouveau marché pour leurs marchands de canons.

Même les États-Unis cependant, la principale puissance impérialiste, ne sont pas sûrs, avec leur politique guerrière, de ne pas se tirer des rafales dans le pied.

Le développement économique du passé, la mondialisation ont tissé tant de liens entre économies nationales, leurs classes dirigeantes sont si inter-pénétrées, rivales et en même temps complices, que bien malin serait celui qui pourrait dé mêler à qui nuirait le plus le jeu des sanctions et contre-san-



ctions. À part la certitude que ce sont les moins puissants qui en pâtiront le plus.

C'est l'ensemble du monde qui est en train de plonger dans un chaos sanglant.

En son temps, Trotsky résumait «*la situation politique mondiale dans son ensemble*» en affirmant qu'elle «*se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat*». Depuis, cette «*crise historique de la direction du prolétariat*» s'est achevée par le naufrage complet des directions successives social-démocrate et stalinienne.

La principale, sinon la seule conclusion à en tirer, c'est qu'il faut que le prolétariat, au lieu de chercher à redonner vie aux zombies que sont devenues ses anciennes directions social-démocrate et stalinienne, se donne une nouvelle direction révolutionnaire. Avec pour objectif, non pas d'aménager ou d'améliorer un capitalisme qui sombre dans la crise et dans le sang, mais de renverser le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie sur le monde. Construire le parti mondial de la révolution prolétarienne reste la tâche fondamentale de notre époque.

10 octobre 2022



Crise, guerres et changements des rapports de force

Bien au-delà des statistiques sur le recul de la production de biens matériels et des échanges internationaux, la menace d'une crise financière ; bien au-delà des morts et des destructions de la guerre en Ukraine, sur le sol même de ce continent privilégié qu'est l'Europe, des masses de plus en plus larges sont confrontées aux conséquences de l'aggravation de la crise du capitalisme.

Même dans les pays impérialistes, riches du pillage et de l'exploitation de la majorité pauvre de la planète et malgré les gestes de charité de leurs États pour tenter de prévenir et de désamorcer des explosions de colère, les masses populaires sont poussées vers une pauvreté semblable à celle qui a prévalu pendant la précédente guerre impérialiste.

Quant aux pays pauvres, où les classes populaires sont privées du nécessaire même en temps ordinaire, ils sont déjà

frappés par des famines.

Le retour aux pires calamités du Moyen Âge, à une époque où l'humanité dispose des moyens scientifiques, techniques, productifs du 21^e siècle, est une des expressions les plus révoltantes de la pourriture d'une organisation sociale anachronique

La crise du capitalisme, en s'aggravant, intègre la guerre comme une forme d'existence permanente de la vie sociale.

Pour caractériser la période qui est ouverte, même une pu-

blication aussi représentative du conformisme bourgeois que le journal *Les Échos* hésite entre des dénominations comme « la nouvelle guerre froide », « les prémisses de la troisième guerre mondiale » ou « l'ère du chaos ».

La production de biens matériels et l'offre de services utiles à toute la population reculent partout ; le coût de la vie augmente alors même que le chômage s'aggrave et que les échanges internationaux stagnent.

L'envolée des prix de l'énergie asphyxie la métallurgie européenne, qui a « perdu la moitié de ses capacités de production en quelques semaines » (*Les Échos* du 22 août 2022). « Il faudra peut-être dix à vingt ans pour que l'Allemagne retrouve sa compétitivité d'antan » (*Les Échos* du 4 août). « La grande peur d'une pénurie de métaux » (*Les Échos* du 26 septembre). « Énergie : les prix flambent, des usines s'arrêtent » (*Le Monde* du 21 septembre).

Dans les pages économiques des quotidiens, la liste de grandes entreprises qui arrêtent leur production ou qui ferment s'allonge, de l'Allemagne à la Grande-Bretagne, de la Suède à la Slovaquie. En France, on parle plutôt de « ralentisse-



ment» ou d'«arrêt temporaire». Mais, en même temps, «*Londres enregistre une activité record sur le marché des changes*» (*Les Échos*).

La crise financière latente, avec des soubresauts spasmodiques, est de nouveau lourde de menaces, cette fois du fait de la hausse du taux d'intérêt du dollar. Cette décision du gouvernement américain entraîne une fuite de capitaux des pays pauvres ou semi-développés, qui entraîne à son tour la dégringolade de leurs devises.

Parmi les pays frappés, il y a le Kenya, la Tunisie, l'Égypte, le Ghana, la Mongolie, mais aussi le Chili ou la Hongrie. Pour cette dernière, un analyste affirme même que sa situation pourrait reproduire ce qui s'est passé en Argentine il y a quelques années. La chute des monnaies de ces pays aggrave la cherté de la vie et la dette extérieure.

Le capitalisme mêle de tout temps étroitement les aspects économiques et politiques, qui tantôt se conditionnent, tantôt s'opposent, et sont en mouvement permanent. Ce sont cependant les périodes de crise et de violence accrue entre classes sociales et entre nations qui éclairent de la façon la plus crue les contradictions du capitalisme sénile. En reflet de la concurrence exacerbée entre groupes capitalistes et entre nations capitalistes, les relations internationales se tendent à l'extrême. Les tensions internationales et les guerres qui en sont l'expression militaire et les réactions qu'elles entraînent – sanctions, boycotts, etc. – sont des facteurs économiques majeurs.

La guerre en Ukraine entre la Russie et les puissances impérialistes regroupées dans l'alliance militaro-politique OTAN et les sanctions économiques qui l'accompagnent sont de puissants révélateurs des tendances économiques engagées, bien antérieures à son déclenchement,

révélateurs aussi des rapports de force et de leurs modifications. Les guerres sont des accoucheuses de l'histoire, comme les révolutions.

GUERRE EN UKRAINE ET CHANGEMENT DES RAPPORTS DE FORCE

Le rapport de force que la guerre est susceptible de bouleverser le plus directement est celui entre la Russie et la coalition des puissances impérialistes occidentales. Mais pas seulement celui-là. Un renforcement du rapport de force en faveur de ces dernières se répercutera inévitablement sur le rapport de force entre les États-Unis et la Chine. Ce n'est pas pour rien que cette dernière témoigne d'une certaine solidarité avec la Russie de Poutine, fortement freinée cependant par les liens tissés au fil des dernières années entre l'économie chinoise et l'économie américaine. Ce n'est pas pour rien non plus qu'un certain nombre de pays sous-développés, y compris parmi ceux qui ont les moyens – économiques, démographiques ou monopoles miniers – de postuler à une certaine autonomie par rapport aux pressions de l'impérialisme américain, hésitent à emboîter le pas aux États-Unis quant aux sanctions contre la Russie, les contournent, voire refusent franchement de les appliquer.

Par ses conséquences économiques, la guerre modifie également le rapport de force entre puissances impérialistes elles-mêmes, à l'avantage de l'impérialisme américain et au détriment de la principale puissance d'Europe, l'Allemagne, avec des conséquences inéluctables pour l'Union européenne.

Le poids économique croissant de l'Allemagne, protégée au temps de la guerre froide militairement et diplomatiquement par les États-Unis, repo-

sait après l'éclatement de l'URSS sur trois piliers: le gaz russe, le marché chinois et l'existence d'un hinterland dans les pays de l'Est européen – hinterland historique de l'impérialisme allemand, reconstitué après la dislocation de l'URSS en États indépendants et l'écroulement des ex-Démocraties populaires. Cette partie pauvre de l'Europe, qui fournit de la main-d'œuvre à la fois compétente et nettement moins chère qu'en Europe occidentale, a permis au grand capital allemand de délocaliser toute une partie de sa sous-traitance, voire toute une partie de sa production vers une région proche (donc a priori avec l'avantage de ne pas subir certains aléas d'un transport lointain). «*De 1991 à 1999, les flux des investissements directs allemands vers les pays de l'Europe de l'Est sont multipliés par vingt-trois*», rapportait *Le Monde diplomatique* (février 2018), pour préciser: «*Les usines d'équipementiers automobiles, de plasturgie, d'électronique, poussent comme des champignons, car, de Varsovie à Budapest, les salaires moyens représentent un dixième de ceux qui sont pratiqués à Berlin en 1990.*» Voilà comment les entreprises capitalistes des puissances impérialistes d'Europe maintiennent la partie pauvre de l'Europe dans une économie de sous-traitance et de subordination, c'est-à-dire de sous-développement.

Si les Mercedes et autres BMW ou Audi portaient le tampon Made in Germany, nombre de leurs pièces étaient produites en Hongrie, en Slovaquie ou en Pologne (dans ce dernier cas, souvent par des ouvriers ukrainiens, plus chichement payés encore que les ouvriers polonais). Derrière les grands discours sur la «démocratie» ou sur le «droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même», voilà les véritables raisons de l'intérêt des puissances impérialistes d'Europe à l'égard de l'Ukraine.

MARCIN SYSKA



En Pologne, à proximité de la frontière allemande, la nouvelle usine de Jawor fabrique des moteurs pour Mercedes-Benz.

Le profit tiré des pays de l'Est européen par le grand capital allemand, mais aussi français, notamment par PSA et Renault, est perturbé, en Ukraine, par la guerre et, en Russie, par les sanctions qui la frappent pour en avoir déclenché le tout dernier épisode

Les États-Unis, en revanche, y gagnent la valorisation de leur gaz de schiste, que la hausse des prix rend compétitif sur le marché international. Leurs entreprises capitalistes sont avantagées par le fait que les prix auxquels elles couvrent leurs besoins en gaz ou en énergie ont nettement moins augmenté que ceux de leurs concurrents européens.

Étant donné le poids de l'Allemagne dans l'Union européenne, son affaiblissement ne peut pas ne pas avoir de conséquences sur la solidité, voire sur le maintien même de cette union. Il est possible que les États-Unis, qui ont porté naguère le Marché commun sur les fonts baptismaux, soient derrière l'enterrement de sa forme actuelle, l'Union européenne.

Pendant la pandémie, les bagarres à la Clochemerle autour des masques et des doses de vaccins ont déjà illustré à quel point la simple solidarité était limitée entre les pays de l'Union européenne.

La bronca soulevée dans plusieurs États de l'Union par

les 100 milliards par an d'aide promis par l'État allemand à ses groupes capitalistes est significative. Ceux qui protestent considèrent qu'il s'agit là d'une distorsion de concurrence favorisant les capitalistes allemands aux dépens de leurs capitalistes nationaux. La plupart des États, dont les finances sont moins bien pourvues que celles de l'Allemagne, réclament bruyamment que ce genre de subventions soit mutualisé à l'échelle de l'Union. Malgré sa dénomination pompeuse, l'Union ne résiste pas à la rivalité, attisée par la crise, entre États à l'intérieur même de l'Europe.

DÉPENSES MILITAIRES, GASPILLAGE ET RATIONNEMENT

Les dépenses militaires, qui se sont envolées surtout en Allemagne suite à l'alignement des pays européens derrière les États-Unis, représentent des prélèvements supplémentaires au détriment des dépenses collectives indispensables. Les difficultés d'approvisionnement dues aux soubresauts de l'économie, en matière d'énergie notamment, se traduisent par le rationnement pour les classes populaires. Les dirigeants allemands annoncent déjà à leur peuple qu'il doit se préparer au rationnement du gaz.

Rationner le gaz pour les consommateurs lambda n'affecte pas outre mesure la bourgeoisie. Les gouvernements sont payés pour gérer ce genre d'affaires et inventer les justifications des mesures qu'ils prennent.

Mais comment faire pour la puissante industrie allemande? Elle a un besoin vital du gaz, et pas seulement comme source d'énergie, mais aussi comme matière première. *Les Échos* du 14-15 août rappellent que «rien que pour le géant de la chimie BASF et les 45 000 produits qui sortent de ses chaînes de production, comment arbitrer?» Et de donner la parole à un haut responsable du patronat de la chimie qui «rappelle que son secteur, qui avale 15% des réserves de gaz, est au centre du modèle économique allemand», indispensable à l'agriculture, la pharmacie, le bâtiment mais aussi à la construction automobile».

PUCES ÉLECTRONIQUES ET AUTOMOBILE : DEUX INDUSTRIES DANS LA CRISE

L'opinion publique a découvert pendant l'année que deux entreprises de Taïwan disposaient d'un quasi-monopole dans la fabrication d'un certain type de puces électroniques performantes, dont plusieurs branches industrielles, l'automobile notamment, ne peuvent pas se passer. «En 1990, les États-Unis représentaient pourtant 44% de la production mondiale de puces et l'Europe 37%». «Aujourd'hui, le trust taïwanais TSMC assure à lui seul 53% de la fabrication mondiale des semi-conducteurs». «Avec UMC, le n° 2 taïwanais, la part de marché grimpe à 60%». (*Le Figaro*, 12 août 2022).

Pour les capitalistes américains ou européens du secteur qui détiennent les brevets, il était plus profitable à une certaine époque de sous-traiter

leur production dans un pays comme Taïwan, où la main-d'œuvre qualifiée coûtait nettement moins cher qu'aux États-Unis et où, de surcroît, le régime autoritaire était capable de peser pour maintenir les salaires bas!

Les choix privés des entreprises capitalistes de l'industrie des semi-conducteurs se sont traduits par un mouvement collectif: leurs compères et clients en aval ont fini par subir une des lois de leur économie.

À peine les groupes capitalistes de l'industrie automobile, de la téléphonie, les fabricants d'ordinateurs, etc. souffraient-ils du blocage venu du monopole des semi-conducteurs spécialisés, que leurs États respectifs intervenaient pour mettre en œuvre sur leurs propres territoires la fabrication des composants électroniques concernés.

«*L'électronique mondiale serait-elle en train de basculer de la pénurie au trop-plein?*», se demandait *Le Monde* du 20 septembre 2022.

Les gouvernements des États qui en avaient les moyens ont volé au secours de leurs capitalistes.

La spéculation financière s'en est mêlée. S'attendant à ce que ces subventions étatiques se traduisent par de nouvelles usines et, par conséquent, par une surcapacité de la fabrication, les spéculateurs parient déjà sur ce retournement de l'offre!

Le Monde a publié une photo illustrant bien plus clairement ce problème que bien des explications: Biden annonçant, le 9 septembre, le cadeau de 52 milliards de dollars promis à la branche, devant des engins de chantier défrichant un terrain appartenant à Intel pour poser la première pierre d'une future usine dans l'Ohio. Même si l'usine se monte très vite, elle commencera peut-être à vendre lorsque le marché sera saturé!

L'histoire économique de la

France capitaliste des dernières décennies se souvient encore de la construction de hauts fourneaux dans la région de Fos-sur-Mer, au début des années 1970, à un moment où on s'attendait à une demande accrue d'acier de la part de l'automobile en expansion. Mais la demande avait atteint son maximum, la construction d'une gigantesque usine sidérurgique en bord de mer avec quatre hauts fourneaux fut stoppée en cours de réalisation, aboutissant à un site industriel à deux hauts fourneaux démesuré et incomplet.

L'intervention étatique, outre le fait que ce sont les classes exploitées qui sont obligées de financer un investissement qui ne rapporte qu'aux capitalistes, ne supprime pas les crises. Elle peut en revanche contribuer à les amplifier. L'exemple des hauts fourneaux de Fos, aussi bien qu'à une plus grande échelle celui des puces électroniques, l'illustrent.

La prédominance de Taïwan dans le domaine des semi-conducteurs est l'expression de la poussée de la centralisation, de la concentration, dans lesquelles Marx et plus tard Lénine (*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*) avaient vu un des aspects fondamentaux de l'évolution du capitalisme vers l'impérialisme. Mais aussi de la nécessité d'une planification à l'échelle du monde.

La mondialisation et la concentration à l'échelle du monde sont aussi puissantes que la loi de la gravité, tant que dure le capitalisme. Les causes de cette évolution fondamentale, dont les capitalistes eux-mêmes et leurs dirigeants politiques déplorent certaines conséquences, sont dans les lois d'un système économique anarchique.

À la nécessité d'une planification internationale qui suinte de tous les pores du capitalisme s'opposent deux de ses caractéristiques fondamentales: la propriété privée des

moyens de production et leur morcellement en États. L'une comme l'autre rendent impossible d'aller jusqu'au bout de ce qu'exige l'évolution capitaliste elle-même: la planification à l'échelle internationale de l'activité des principaux moyens de production.

La déréglementation du marché de l'énergie voulue par les requins de la finance se retourne contre les capitalistes eux-mêmes et illustre la même contradiction fondamentale qui, sous le capitalisme, impose une coordination croissante, mais sans pouvoir aller jusqu'au bout pour répondre à cette nécessité.

Même la grande bourgeoisie demande que l'État intervienne et régule. Elle veut des prix administrés pour l'énergie. Elle est d'accord pour que l'État orchestre et planifie la distribution de l'énergie. Elle préfère encore cela au black-out. C'est l'aveu que les lois du marché et de la concurrence ne sont plus compatibles avec la concentration. C'est l'aveu que la loi du profit est absurde. Comme sont absurdes les frontières.

Trotsky affirmait, en 1934, en pleine Grande dépression: «*Si les frontières des États pouvaient être effacées d'un seul coup, les forces productives, même sous le capitalisme, pourraient continuer à s'élever – au prix, il est vrai, d'innombrables sacrifices – à un niveau supérieur.*» Il concluait: «*Avec l'abolition de la propriété privée des moyens de production, les forces productives peuvent, comme le montre l'expérience de l'URSS, atteindre un niveau plus élevé, même dans le cadre d'un seul État. Mais seule l'abolition de la propriété privée, avec celle des frontières d'État entre nations, peut créer les conditions d'un système économique nouveau, la société socialiste.*»

C'est une évidence plus encore aujourd'hui qu'en 1934, dans nombre de domaines où les problèmes pour l'humanité

se posent à l'échelle planétaire, comme le réchauffement climatique, la gestion rationnelle du vivant dans les océans, etc.

Et cela devient une nécessité même dans les domaines où le capitalisme lui-même a été contraint de réaliser un ersatz caricatural de concentration par des tractations entre États nationaux, chacun cherchant à faire prévaloir ses propres intérêts. Il en est ainsi dans le domaine de l'énergie, où il a fallu des décennies pour mettre en place un système qui tienne compte des intérêts divergents de ceux qui ont plus facilement accès, les uns au gaz et au pétrole, les autres au charbon, d'autres à l'hydroélectrique ou encore à l'éolien.

Les crises financières, les pénuries, les tempêtes économiques ne sont pas des aberrations accidents dans le fonctionnement du capitalisme, elles en sont les conséquences inévitables.

La société est mûre pour le socialisme, mûre pour la planification, mûre pour la collectivisation et l'organisation rationnelle des moyens de production.

La controverse opposant voiture thermique et voiture électrique, chère aux écologistes, sert d'écran de fumée à de grandes manœuvres impliquant trusts de l'automobile et trusts du pétrole.

Le journal *Les Échos* du 9 août 2022 exprime son admiration pour le patronat de l'industrie automobile dans un article qui porte un titre évocateur : « Sept ans après le « dieselpgate », la voiture a fait sa révolution ». Après avoir cité les problèmes qui ont frappé cette industrie – effondrement des ventes, en particulier des voitures diesel, manque de composants, perturbations dans la chaîne de production, etc. – « *le plus frappant dans tout cela, c'est que les constructeurs automobiles ont transformé ces difficultés en aubaine. Ils en ont profité pour basculer d'un modèle économique à l'autre. Et à*

leur avantage, passant d'une logique de course aux volumes à une recherche exclusive de profitabilité. [...]

« C'est un changement de paradigme. Les industriels se battaient pour des parts de marché. Désormais, la marge opérationnelle dictant sa loi, ils donnent priorité aux véhicules à forte rentabilité. »

Voilà le grand tournant qui se dessine dans l'automobile : miser sur le haut de gamme, aussi bien en thermique qu'en électrique.

Quant aux voitures thermiques, elles auront toujours leur marché, ne serait-ce que dans les pays sous-développés.

Les voitures thermiques répondent à l'impératif de profit depuis plus d'un siècle, entraînant le développement de la demande de pétrole. On n'a pas le même type de certitude pour les voitures électriques pour de nombreuses raisons, parmi lesquelles il y a tous les impératifs d'équipements collectifs pour les trajets longue distance (recharger les batteries, etc.).

Les groupes capitalistes peuvent compter en la matière sur les États. Dans le passé, aux États-Unis notamment, la fordisation de la production et la démocratisation de la consommation n'ont pas été gênées par l'insuffisance d'infrastructures, et pour commencer par le manque de routes carrossables et de réseaux denses de distribution de carburant !

Pour les voitures électriques, les investissements dans la fabrication des batteries sont en retard, comme l'est le réseau des bornes de recharge rapide le long des routes. Surtout, personne n'a la certitude que les matières premières nécessaires (lithium, nickel, cobalt, terres rares...) permettent un développement aussi illimité que celui des voitures thermiques jusqu'à présent. De surcroît, les terres rares sont concentrées surtout

en Chine, en Russie...

Alors, faute de certitude en la matière, les intérêts des capitalistes de l'automobile et ceux du pétrole coïncident pour refaire une opération du même type que celle qu'avaient exécutée les trusts du pétrole lors de la crise que l'on sait, au début des années 1970 : profiter d'une situation de monopole pour vendre moins mais plus cher. Avec cet avantage supplémentaire qui va avec : faire payer par les consommateurs dès à présent et à l'avance les investissements présents et futurs que cela implique.

Sans même connaître encore l'avenir de la voiture électrique, la rivalité entre trusts a déjà commencé autour de pays dont on peut supposer qu'ils disposent des métaux nécessaires à sa fabrication. « L'industrie automobile dans la course aux matières premières », titrait *Les Échos* du 26 septembre 2022. Elon Musk a déjà mis la main sur certaines régions de l'Indonésie.

La guerre pour les matières premières est un des aspects de l'impérialisme. Les affrontements entre grandes puissances, les uns, ouverts, d'autres, discrets, pour un nouveau partage de l'Afrique en sont l'illustration.

Depuis la première conférence de Berlin (en 1884-1885) en effet, le progrès des sciences et des techniques a engendré des besoins en matières premières dont on ne soupçonnait même pas l'usage il y a plus d'un siècle. Depuis, certains sont déjà exploités. D'autres, pas encore. Mais les trusts savent anticiper et chercher à mettre la main sur des réserves minières, ne serait-ce que pour empêcher un concurrent de s'en emparer. C'est le cas du Congo-Kinshasa, pays auquel les géologues accolent le qualificatif de « miracle géologique » vu sa richesse en métaux rares. Certains, comme le cobalt, sont déjà exploités dans des conditions infectes, d'autres déjà appropriés grâce à des concessions.



Des mineurs sortent un sac de minerai de cobalt d'une mine à Kasulo, près de Kolwezi, au sud du Congo-Kinshasa.

À ce propos, plus continue la guerre en Ukraine, plus l'actualité éclaire le fait que l'intérêt des États-Unis pour ce pays ne tient pas seulement de leur volonté de le faire basculer du côté de l'Occident sur les plans politique et militaire, mais aussi des intérêts économiques sonnants et réverbérants. Le journaliste Marc Endeweld a montré, dans son ouvrage *Guerres cachées. Les dessous du conflit russo-ukrainien*, l'intérêt que le trust spécialisé Westinghouse ainsi que le géant du BTP américain Bechtel portent aux centrales nucléaires de l'Ukraine depuis des années.

LE COMBAT FONDAMENTAL

La seule fois où l'ordre bourgeois a été menacé dans son existence, c'était lors de la vague révolutionnaire commencée en octobre 1917 par la victoire du prolétariat en Russie, mais pas achevée.

Cette vague a été contenue. La révolution prolétarienne internationale a été vaincue. Pas dans la guerre ouverte entre la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat, mais d'une autre manière, non prévue par Marx : par la dégénérescence bureaucratique de l'État ouvrier créé par le prolétariat russe.

Cette première grande bataille entre les classes, avec pour enjeu : quelle classe exercera le pouvoir à l'échelle internationale, a marqué l'histoire des années suivantes.

Entre les deux guerres, la lutte de classe a continué à être particulièrement exacerbée. La bourgeoisie impérialiste en est sortie victorieuse, au prix du fascisme, de régimes autoritaires, et finalement d'une guerre mondiale.

La crainte profonde de la bourgeoisie envers le prolétariat, inspirée par la menace incarnée par la vague révolutionnaire d'après la Première Guerre mondiale, a duré une génération. Elle a motivé les

bombardements de Dresde et de Hiroshima et Nagasaki.

Crainte justifiée car la Deuxième Guerre mondiale a été suivie, comme la précédente, d'une nouvelle vague révolutionnaire, la révolution coloniale. Mais cette révolution-là, aussi ample, aussi déterminée que la première vague, n'était plus dirigée par le prolétariat avec pour objectif de renverser l'ordre capitaliste, mais par des bourgeoisies nationales dont l'objectif était limité à défendre leur droit à l'existence contre la mainmise directe de l'impérialisme.

Ces dirigeants, même les plus déterminés et les plus combattifs, de Mao à Castro en passant par Ho Chi Minh et bien d'autres, n'avaient pas pour objectif la destruction de l'impérialisme en mettant fin au capitalisme, mais seulement l'aménagement de cet ordre social pour qu'il leur laisse une petite place au soleil.

L'ordre capitaliste a fini par absorber toutes ces tentatives,

par les intégrer dans son ordre social. Le grand capital impérialiste est resté maître sur la planète. Ce n'est cependant pas la « fin de l'histoire ».

Le capitalisme triomphant restait le capitalisme, et les maux qui le minent de l'intérieur lui sont consubstantiels.

Sans même que le règne de la bourgeoisie soit contesté en un moment donné par le prolétariat, nouvelle classe capable d'incarner une forme sociale supérieure dans le développement humain, le capitalisme continue à être rongé de l'intérieur.

La construction d'un parti communiste révolutionnaire, ayant pour objectif le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, n'est pas un pronostic, mais un objectif de combat.

ACTUALITÉ DU PROGRAMME DE TRANSITION

Ce texte rédigé en 1938 est d'une actualité brûlante. À bien des égards, il semble avoir été écrit tout récemment afin d'analyser la crise présente et d'en tirer des indications pour un programme de combat permettant au prolétariat de reprendre sa lutte fondamentale visant le renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Il est impossible de militer aujourd'hui pour la révolution prolétarienne sans s'appuyer sur ce texte.

Bien qu'écrit il y a quatre-vingt-quatre ans, dans un contexte différent de la situation internationale actuelle, il s'appuie sur une compréhension pour ainsi dire intime de la crise du capitalisme et de l'intensification de la lutte de classe qu'elle entraîne ou est susceptible d'entraîner.

S'appuyant sur « les prémisses objectifs de la révolution socialiste », la plupart des revendications restent d'une brûlante actualité. Comme le précise le

chapitre du programme consacré aux soviets : « Aucune des revendications transitoires ne peut être complètement réalisée avec le maintien du régime bourgeois. » Elles supposent toutes « une pression croissante des masses » susceptible de conduire à ce que le mouvement entre « dans un stade ouvertement révolutionnaire ».

Ce n'est pas une juxtaposition de recettes, mais un programme de combat. Il serait vain d'essayer de deviner le cheminement de la mobilisation ouvrière et, par conséquent, celui des revendications exigées par l'évolution de la situation. Il faut cependant être conscient que, dans une période de montée ouvrière, les situations changent avec une extrême rapidité et exigent de définir avec la même rapidité les revendications et les mots d'ordre à mettre en avant. L'analyse et la compréhension des étapes concrètes de la mobilisation des travailleurs doivent être à la base du raisonnement des militants communistes révolutionnaires.

Que l'on songe seulement qu'avant même que les travailleurs se mettent en mouvement, certains mots d'ordre du *Programme de transition*, à défaut de pouvoir être suivis, étaient compréhensibles au-delà du nombre modeste de militants révolutionnaires qui les propageaient.

Face à la montée du chômage, le mot d'ordre de « répartition du travail entre tous sans diminution de salaire » était un outil utile sur le plan de la propagande et même, dans certaines circonstances, de l'agitation. L'envolée récente des prix et la prise de conscience de la cherté de la vie ont rendu perceptible la revendication d'échelle mobile des salaires. L'irruption de la guerre sur le sol européen vient de rendre compréhensibles les chapitres du *Programme de transition* sur « la guerre et le combat contre l'impérialisme ».



Il n'est pas difficile d'imaginer avec quelle rapidité une vague de grèves – et même de grèves durables – pose immédiatement le problème des piquets de grève et, partant, des milices ouvrières. Comme il posera dès le départ la question des comités de grève, c'est-à-dire « ces comités d'usine » qui sont « un élément de dualité du pouvoir dans l'usine ».

Il ne sert à rien de spéculer pour savoir dans quel ordre toutes ces revendications peuvent être mises en avant. Tous les objectifs avancés par le *Programme de transition* sont entrelacés entre causes et effets.

On pourrait être tenté de considérer que le chapitre sur « l'URSS et les tâches de l'époque de transition » est aujourd'hui dépassé. Il l'est, mais par son objet – l'URSS est aujourd'hui disloquée –, et non pas par la méthode de raisonnement, ni par le parti pris de Trotsky de considérer la révolution russe comme un passé dont le prolétariat peut être fier.

Malgré l'évolution de la bureaucratie soviétique, disons depuis les années 1930 qui marquent la consolidation de son pouvoir pour un temps, ce sont toujours les analyses de Trotsky qui permettent de saisir au plus près la réalité russe.

10 octobre 2022



La guerre en Ukraine, une étape majeure dans l'escalade vers la troisième guerre mondiale

Un des derniers textes de Trotsky, peu avant son assassinat par un sbire de Staline, a été écrit en mai 1940, alors que la Deuxième Guerre mondiale était déjà commencée. C'est le *Manifeste d'alarme de la IV^e Internationale*.

Chassé d'Union soviétique, isolé, Trotsky s'adresse directement aux travailleurs par ces mots : « *La présente guerre – la deuxième guerre impérialiste – n'est pas un accident, ne résulte pas de la volonté de tel ou tel dictateur. Elle a été prédite depuis longtemps. Son origine dérive inexorablement des contradictions des intérêts capitalistes internationaux. Contrairement aux fables officielles destinées à droguer le peuple, la cause principale de la guerre comme des autres maux sociaux – le chômage, le coût élevé de la vie, le fascisme, l'oppression coloniale – est la propriété privée des moyens de production et l'État bourgeois qui repose sur ces fondements.* »

Tant que le système capitaliste et sa phase sénile, l'impérialisme, ne sont pas détruits, l'état de paix n'est qu'une période intermédiaire entre deux guerres mondiales.

Le courant communiste révolutionnaire, aussi faible qu'il ait été au cours des dernières décennies, a toujours dénoncé l'illusion que le capitalisme pouvait être porteur de la paix universelle.

Même les périodes dites de



paix n'avaient pas d'autre signification que l'absence de guerre mondiale impliquant, directement ou indirectement, toute la planète. Des guerres n'ont jamais cessé en différents endroits du globe. Guerres menées par les puissances impérialistes pour maintenir des peuples dans l'esclavage colonial ou dans le pillage économique. Guerres régionales avec implication, directe ou indirecte, des puissances impérialistes. Guerres locales, nationales ou ethniques, armées ou encouragées par les grandes puissances, au temps de la guerre froide entre les deux blocs, etc.

Il y a un siècle, la révolution prolétarienne victorieuse en Russie semblait pouvoir donner un coup d'arrêt à ce qui, sous la domination impérialiste, apparaissait comme une fatalité. Elle se voulait le premier pas sur le chemin de la transformation de l'organisation sociale de l'humanité par le renversement du capitalisme, c'est-à-dire en mettant fin à « *la propriété privée des moyens de production et l'État bourgeois qui repose sur ces fondements* ».

Cette première grande bataille entre la bourgeoisie et le prolétariat pour la direction de la société n'a pas entraîné la

guerre de classe généralisée, dans la seule arène où le prolétariat peut la gagner : l'arène internationale.

Le premier État ouvrier n'a été l'instrument de la révolution prolétarienne mondiale que pendant ses premières années d'existence, avant de se retrouver isolé et de donner naissance à la bureaucratie. Pendant ses quelques années révolutionnaires, l'État ouvrier encore balbutiant a donné une idée et un avant-goût de ce que pouvait être la transformation de la société sur le plan économique et social. Il a posé les premières pierres d'une économie où les grands moyens de production n'étaient plus entre des mains privées ; où le prolétariat au pouvoir se donnait les moyens de réorganiser la production non pas en obéissant au marché aveugle, à la concurrence pour le profit privé, mais consciemment, avec pour objectif de satisfaire les besoins en planifiant la production. Le prolétariat international peut être fier de cette première tentative, de ce qu'il a fait en parvenant à arracher le pouvoir à la bourgeoisie et en faisant la démonstration de la validité de la perspective socialiste non seulement dans la théorie mais sur un sixième de la planète.

C'est l'élan de la révolution pour l'émancipation sociale des classes opprimées qui put unir dans un même creuset les composantes multiples de cette prison des peuples qu'avait été la Russie tsariste. C'est cet élan qui créa les conditions de la formation de l'Union soviétique en tant que concrétisation de l'union entre peuples égaux. C'est ce même élan qui donna l'impulsion nécessaire aux formidables transformations de l'économie de l'Union soviétique qui lui permirent non seulement de survivre, mais aussi de s'industrialiser à un rythme rapide, alors qu'au même moment les pays impérialistes, bien plus

développés, sombraient dans la crise de 1929.

La bureaucratie est née de la retombée de cet élan. Elle devint un facteur d'accélération du reflux de l'action révolutionnaire des masses, de plus en plus déterminante, de plus en plus consciente de ses intérêts particuliers qui l'opposaient au prolétariat.

La même retombée contre-révolutionnaire qui transforma le pouvoir des soviets en une dictature infâme sur le prolétariat emporta avec elle la liberté des peuples d'Union soviétique à disposer d'eux-mêmes, en même temps que tout le reste. Poutine a résumé clairement les choses en se revendiquant, lors de l'intervention en Ukraine, de la politique de Staline en l'opposant à celle de Lénine.

Avec la dégénérescence de l'État ouvrier et son expression politique, le stalinisme, la bureaucratie a étouffé tout élan révolutionnaire, non seulement en Union soviétique, mais partout dans le monde où elle usurpait le crédit révolutionnaire d'Octobre. La bureaucratie soviétique devint rapidement un des gardiens de l'ordre impérialiste mondial, tout en cherchant à préserver ses intérêts de caste particulière.

La dégénérescence n'a pas été une fatalité, mais une phase d'intense lutte de classe. Sur fond de recul du prolétariat international, elle a opposé ce que la révolution prolétarienne conservait de meilleur en Union soviétique à la bureaucratie en train d'émerger.

Cela a été une lutte à mort, dans le sens le plus matériel du terme. La bureaucratie stalinienne fit le choix, de plus en plus conscient au fil de sa mainmise sur l'État soviétique et sur ce qui avait été le Parti bolchevique, d'anéantir physiquement tous ceux qui se revendiquaient de la continuité révolutionnaire d'Octobre 1917.

L'Opposition de gauche, qui se retrouva autour de la personne de Trotsky, fut un véritable parti communiste révolutionnaire. Elle le fut par la richesse de son expérience politique collective et celle individuelle de ses militants, acquises dans la révolution puis dans la guerre civile victorieuse contre la bourgeoisie, acquises aussi dans l'immense effort tâtonnant pour construire une nouvelle organisation sociale.

Plus s'ouvrirent les archives de la bureaucratie stalinienne, plus apparaît le fait que l'Opposition de gauche ne se limitait pas à la personne de Trotsky et à quelques centaines de militants, de cadres de qualité, qui surent résister plus ou moins longtemps à la prison, aux procès, aux camps de concentration avant d'être assassinés pour la plupart d'entre eux. Ils furent les cadres d'un véritable parti qui avait les moyens et la compétence de régénérer le mouvement ouvrier international en renouant avec la révolution.

C'est ce parti, le seul qui mérite cette qualité dans l'histoire du trotskysme, qui a été anéanti par la bureaucratie triomphante, brisant par la même occasion la continuité politique et humaine avec la révolution d'Octobre 1917. De tous les crimes de Staline à l'égard du mouvement ouvrier révolutionnaire, cet anéantissement est le pire et les résume tous, rendant Staline comparable à Hitler.

Sous la direction de ses chefs politiques qui se sont succédé après la mort de Staline, la bureaucratie n'a jamais cessé d'être un élément conservateur de l'ordre impérialiste mondial. Elle a commencé à jouer ce rôle en trahissant des révolutions qu'elle prétendait diriger ou soutenir (Chine 1927, Espagne 1936-1938), sans parler de la trahison de toutes les mobilisations ouvrières par la politique des Fronts populaires. Elle l'a poursuivi en étouffant toute possi-



L'Union soviétique et les pays voisins sous sa coupe avant l'éclatement de 1991.

bilité pour la classe ouvrière en Europe de se soulever et d'ébranler l'ordre mondial à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, comme elle l'avait fait en 1917-1919. Et elle a continué ce rôle en intervenant militairement, en écrasant des mobilisations ouvrières de 1953 à 1956 dans sa sphère d'influence de l'époque, à Berlin-Est, à Poznan, à Budapest.

La bureaucratie, après avoir contribué pendant des décennies à la défense de l'ordre impérialiste mondial, tout en restant un corps étranger à la bourgeoisie mondiale, voire en privant l'impérialisme occidental de sa mainmise sur les pays de l'est européen transformés en de prétendues Démocraties populaires, annonçait, sous Gorbatchev et surtout Eltsine, son souhait de rejoindre les rangs de la grande bourgeoisie mondiale (et de son marché capitaliste).

L'ère Eltsine, caractérisée par l'effondrement catastrophique de l'économie russe, la décomposition de l'Union soviétique en États plus ou moins hostiles les

uns aux autres, a fait la démonstration que les grandes puissances impérialistes n'avaient aucunement l'intention de se fabriquer une rivale trop puissante. Elles voulaient bien de la Russie comme complice – au temps de Staline, elle l'était déjà –, mais en tant que subordonnée, méprisée.

Elles l'acceptaient comme quelque chose qui s'apparente au Brésil, à l'Inde, voire au Congo de Mobutu, avec cependant la force que donnent à la Russie l'immensité de son territoire, l'importance de sa population, la variété de ses ressources naturelles et, surtout, un certain nombre d'éléments économiques hérités de l'élan de la révolution prolétarienne.

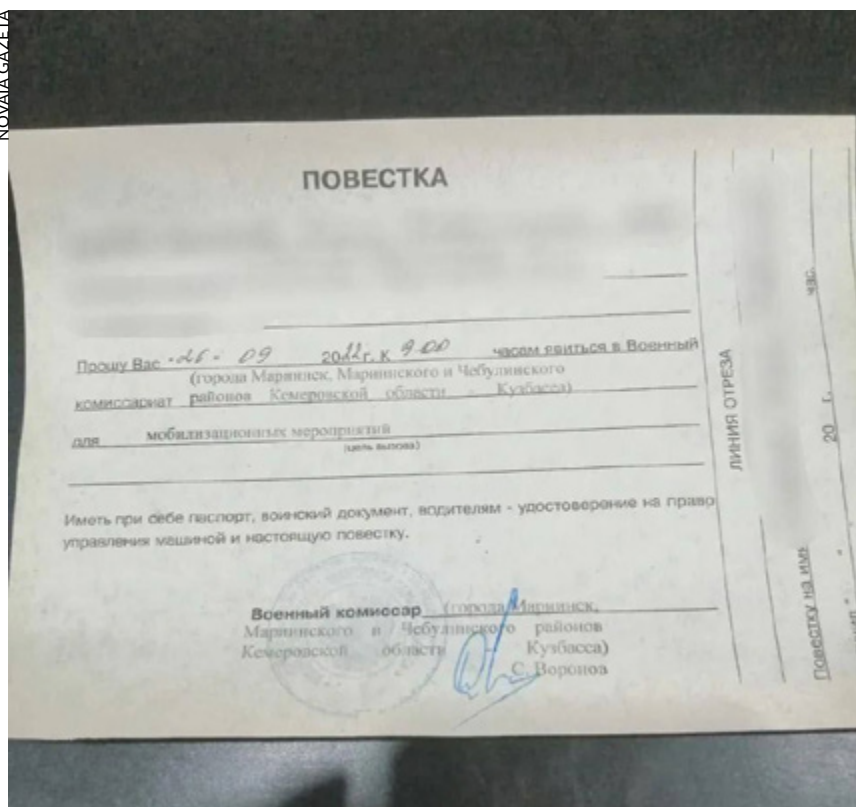
L'accession de Poutine au pouvoir a été la réaction de la bureaucratie de l'État russe, menacée de décomposition sous Eltsine. Les puissances impérialistes, dont les visées fondamentales étaient si bien comprises et servies par l'attitude soumise de Eltsine, n'ont cessé d'exercer une pression permanente sur

la Russie. La volonté de « rétablissement de la verticale du pouvoir » brandie par Poutine a bénéficié de toute évidence d'un large consensus dans la couche dirigeante, même si un certain nombre d'oligarques qui avaient profité de la déliquescence du pouvoir sous Eltsine en ont fait les frais.

La crise de l'économie mondiale, la guerre russo-ukrainienne et les sanctions occidentales affectent, outre les populations de l'ex-URSS, les rapports de force à l'intérieur même du pouvoir en Russie.

« Moscou, le parti de la guerre confisque tout le pouvoir », titrait à la Une *Le Figaro* du 12 août. Il évoquait le renforcement du pouvoir de cette couche de la bureaucratie dont la puissance repose sur la détention « des forces régaliennes », du noyau de l'appareil d'État, en opposition à la haute bureaucratie de l'économie : les oligarques. Ce sont les « siloviki », comme disent les Russes pour parler des membres du noyau de l'appareil d'État, les hommes des organes

NOVAIA GAZETA



Ordre de mobilisation pour le 26 septembre 2022, distribué de maison en maison dans un village de la région de Kemerovo, au sud de la Sibérie.

de répression que sont l'armée, la police, le renseignement et, surtout, la FSB (ex-KGB) dont Poutine est issu et dont il reste la figure de proue.

Ces deux couches sont étroitement imbriquées, ainsi que leurs intérêts, dans le sens le plus matériel du terme. Les oligarques ont émergé en tant qu'entité plus ou moins distincte et mis la main sur les entreprises et la direction des rouages de l'économie, avec la protection des bureaucrates de l'appareil de répression. Ils sont dépendants des sommets de l'appareil d'État, et même du « bon plaisir » du chef politique de la bureaucratie, Poutine en l'espèce. Mais, réciproquement, le pouvoir étatique au sens régalien du terme est dépendant de ceux qui permettent aux bureaucrates dans leur ensemble de puiser dans la plus-value dégagée de l'exploitation. Cette division fonctionnelle se traduit par une multitude de liens collectifs et individuels.

Les oligarques ont certes rejoint, par leur fortune, leurs yachts et avions privés, par

leurs ambitions, leur mode de vie de parvenus, les sommets de la classe capitaliste. Avec, cependant, leur dépendance de la bureaucratie d'État, qui les distingue de la grande bourgeoisie bien établie des puissances impérialistes. Voilà que demeure jusqu'à aujourd'hui la contradiction fondamentale qui caractérisait l'URSS bureaucratisée, entre le souffle révolutionnaire d'origine et son antithèse surgie de sa dégénérescence. Il a fallu le souffle puissant de la révolution prolétarienne pour éradiquer le tsarisme, l'aristocratie foncière et la bourgeoisie. Mais le souffle révolutionnaire éteint, la situation s'est stabilisée pour quelques décennies sous la poigne de fer d'un monstre bureaucratique sans précédent dans l'Histoire. Les trusts du genre Gazprom ou Rosatom en constituent un lointain souvenir, qui donnent à cette bureaucratie, pouvoir étatique comme pouvoir d'oligarques entremêlés, les moyens de faire face aux puissances impérialistes.

La guerre en Ukraine, en re-

battant les cartes entre la dépendance des oligarques russes à Poutine et les liens tissés avec la grande bourgeoisie impérialiste, rend les rapports de force fluctuants à l'intérieur même du pouvoir russe.

Prendre position sur la guerre en Ukraine en faisant abstraction de l'emprise de l'impérialisme sur le monde, c'est se ranger dans le camp des puissances impérialistes. Lorsqu'il s'agit de tendances politiques qui se revendiquent du marxisme, c'est un abandon.

Les justifications avancées par ceux qui se rangent, ouvertement ou hypocritement, dans le camp des puissances impérialistes sont étonnamment semblables à celles avancées par leurs ancêtres ou prédécesseurs d'avant ou pendant la Deuxième Guerre mondiale.

La défense de la démocratie ?

Poutine est un dictateur de la pire espèce, c'est-à-dire de l'espèce de Staline, dont il se revendique pour rejeter Lénine. Mais l'argument est misérable lorsqu'on sait combien sont les dictatures suscitées, protégées, armées par l'impérialisme de la grande « démocratie » américaine, de par le monde.

Le droit de la nation ukrainienne

à disposer d'elle-même ?

Lors de l'agression de la monarchie des Habsbourg contre la Serbie – acte déclencheur de la Première Guerre mondiale –, on pouvait éprouver un sentiment de solidarité pour une petite nation pauvre dont la survie était menacée. Mais le droit à l'existence nationale de la Serbie est passé aux yeux des révolutionnaires de l'époque au second plan alors qu'il se plaçait dans le cadre d'un affrontement entre camps impérialistes.

Poutine responsable d'une politique impérialiste ?

C'est incontestablement vrai, au sens générique du terme

depuis la politique de la Rome antique pendant des siècles. Mais l'insistance à répéter le terme est faite surtout pour dissimuler que l'impérialisme d'aujourd'hui est avant tout un certain stade du capitalisme et qu'on ne peut mettre fin à sa politique guerrière qu'en détruisant ses racines capitalistes.

C'est Poutine qui a déclenché la guerre ?

Argument lamentable, du même ordre que d'invoquer le coup de chasse-mouches du Dey d'Alger pour justifier la conquête de l'Algérie par la France.

Pour des communistes révolutionnaires, la seule attitude possible doit être guidée par l'idée formulée à l'époque du premier conflit mondial par Karl Liebknecht : « *L'ennemi est dans notre propre pays* ».

Pour des militants communistes russes, cela implique l'opposition à la guerre menée par Poutine et le renversement de son régime prédateur pour le compte de la bureaucratie et des oligarques milliardaires.

Fraternisation ; s'adresser aux prolétaires d'Ukraine, au nom de l'identité de leurs intérêts avec ceux des prolétaires de Russie, tout en se revendiquant de la politique des bolcheviks de respecter le droit de l'Ukraine à l'indépendance, si les travailleurs le souhaitent.

Politique identique pour les militants ukrainiens : refus de faire partie de l'union nationale et militer pour le renversement du régime en place qui s'appuie sur des cliques bureaucratiques et des oligarques, du même acabit que celles pour lesquelles on demande de mourir aux prolétaires russes mobilisés dans l'armée.

La France n'est pas directement en guerre en Ukraine, du moins pas encore. Malgré le refus déclaré de faire partie des belligérants, la France four-

nit des armes à l'État ukrainien pour la mener, comme elle lui fournit de futurs cadres en participant de plus en plus à leur instruction. En élargissant les domaines de sa demi-belligérance hypocrite, la France impérialiste s'engage de plus en plus dans la guerre. Qu'elle le fasse sous les ordres de l'impérialisme américain ou pour préserver les intérêts de ses propres groupes capitalistes n'a qu'une importance secondaire. Même les entreprises françaises qui se sont retirées de Russie ont pris soin de se ménager des possibilités de retour.

La classe ouvrière de France est d'ores et déjà confrontée aux mêmes choix que ses sœurs de Russie ou d'Ukraine. Ce n'est pas notre guerre ! Aucune complicité avec notre bourgeoisie et son État !

Combattre la guerre, non pas en pacifiste, mais au nom de l'indépendance politique de la classe ouvrière.

Sans même être ouvertement dans la guerre, notre bourgeoisie, ses politiciens, ses organes de (dés) information préparent moralement, humainement, la population à la guerre, en créant un climat anti-russe.

Ils ont plus de mal avec une fraction de la population issue

de l'immigration maghrébine ou africaine, dont les réflexes anti-USA poussent certains à justifier Poutine. Ces réactions dissimulent cependant en général une forme de conservatisme vis-à-vis des gouvernements de leurs pays d'origine. Le soutien de leurs gouvernements à Poutine ne les rend pas meilleurs. Leur parler des intérêts de classe des travailleurs.

Personne ne peut prévoir aujourd'hui combien de temps durera la guerre actuelle en Ukraine, ni comment et quand elle débouchera sur la guerre généralisée.

Mais il faut dénoncer toute forme de collaboration, toute forme d'unité nationale derrière la bourgeoisie, ses hommes politiques, son état-major, fût-ce dans son rôle de défenseur de l'Ukraine et de sa souveraineté.

Il est à peine nécessaire de relever la lamentable *Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale sur l'invasion de l'Ukraine*, publiée dès le début de la guerre, le 1^{er} mars 2022. Le fond de cette déclaration se résume dans cette phrase : « *Face à la guerre en Ukraine, il est de la responsabilité de tou-te-s les militants du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux, de celles et ceux qui se sont mobili-*



Journée d'étude sur la guerre de « haute intensité » organisée par l'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) et le Service Historique de la Défense (SHD), à Paris, le 26 septembre.

sés contre la guerre, de soutenir la résistance de la nation ukrainienne opprimée. Pour arrêter cette guerre il faut sanctionner le régime de Poutine et aider l'Ukraine à faire face à l'agression.» Et pour mettre les points sur les i: «Solidarité et soutien à la résistance armée et non armée du peuple ukrainien. Livraison d'armes à la demande du peuple ukrainien pour lutter contre l'invasion russe de son territoire. Il s'agit d'une solidarité élémentaire avec les victimes de l'agression d'un adversaire beaucoup plus puissant.»

Il faut aussi citer cette perle d'une analyse dont les auteurs se prétendent marxistes: «L'impérialisme américain ne fait que profiter de la fuite en avant du

nouveau tsar du Kremlin»!

Cela se passe de commentaires. Disons seulement qu'il y a une continuité politique, aux antipodes des idées trotskystes, entre ces gens et leurs ancêtres qui, au lendemain de l'invasion de la France par Hitler, faisaient des appels à l'union avec des bourgeois «pensant français,» pour la création de «comités de vigilance nationale».

Pour conclure, nous reprendrons les termes de Trotsky dans le Manifeste d'alarme de la IV^e Internationale: «Nous n'oublions pas un instant que cette guerre n'est pas notre guerre. [...] Indépendamment du cours de la guerre, nous remplirons notre tâche fondamentale: nous

expliquons aux ouvriers que leurs intérêts et ceux du capitalisme assoiffé de sang sont irréconciliables. Nous mobilisons les travailleurs contre l'impérialisme. Nous propageons l'unité des travailleurs dans tous les pays belligérants et neutres; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats dans chaque pays, et des soldats avec les soldats de l'autre côté de la ligne de front. Nous mobilisons les femmes et les jeunes contre la guerre. Nous menons un travail constant, persistant, inlassable de préparation à la révolution – dans les usines, les ateliers, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte.»

17 octobre 2022

MOTION

La guerre en Ukraine opposant les puissances impérialistes de l'OTAN à la Russie avec la peau du peuple ukrainien, mais aussi celle du peuple russe, menace le monde entier d'une déflagration généralisée.

Quels que puissent être la concrétisation future de cette menace et le cheminement qui y mène et quels que seront les camps en présence, ce sera une guerre de la bourgeoisie impérialiste contre les peuples embrigadés comme chair à canon.

Pour éviter la guerre, les peuples ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie impérialiste, ses hommes politiques, ses états-majors qui, au contraire, préparent méthodiquement l'embrassement général par l'accumulation d'armes et par la mise au pas des populations. Les travailleurs devront s'opposer à la guerre avec leurs moyens et leurs armes de classe, avec comme perspective la transformation de la guerre en guerre civile contre la bourgeoisie.

Les travailleurs conscients doivent refuser le mécanisme guerrier qui se met en place. Comme ils doivent refuser toute forme d'union sacrée derrière leur bourgeoisie et l'État qui défend les intérêts de cette dernière. Ils doivent se méfier de toute la propagande mensongère de la classe

dominante, à commencer par la défense de la patrie, alors que derrière ces mots, il n'y a que les intérêts de la classe capitaliste et des plus riches.

Pour ce qui est de la guerre déjà présente en Europe, les travailleurs n'ont à prendre parti ni pour la Russie de Poutine, ni pour l'Ukraine de Zelensky sous la protection des puissances impérialistes. Ils doivent rejeter tous les clans politiques de la bourgeoisie impérialiste, ceux qui tiennent ouvertement un langage guerrier, comme ceux qui prétendent œuvrer pour la paix par des négociations. L'intérêt des travailleurs est de reprendre à leur compte, aussi bien ici, en France, qu'en Russie, en Ukraine, et partout où les masses sont angoissées par les préparatifs de la guerre généralisée, le slogan du révolutionnaire allemand Karl Liebknecht: «L'ennemi principal est dans notre propre pays».

Seul le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et de la domination de l'impérialisme sur le monde peut écarter la menace de la guerre mondiale, assurer des relations fraternelles entre les peuples et créer les conditions de leur collaboration pour le bien commun de l'humanité.

3 décembre 2022



Combativité des masses et direction révolutionnaire

Face à une crise du système capitaliste qui se prolonge et s'approfondit, les réactions venant des travailleurs et des classes populaires n'ont pas manqué ces dernières années dans le monde, prenant même parfois la forme de véritables explosions sociales.

Sans remonter plus loin dans le temps, rappelons les mouvements dits du printemps arabe, en 2010-2011. Nés sur la base d'un profond mécontentement social, ils ont débouché sur la chute de Ben Ali en Tunisie et celle de Moubarak en Égypte, avec l'espoir que ce changement politique se traduise par des progrès dans les conditions de vie. On sait combien ces espoirs ont été déçus, puisqu'en quelques années on a assisté au retour d'une dictature encore plus dure en Égypte et à une évolution du régime tunisien qui va dans le même sens, tandis que la situation des masses populaires s'aggravait encore. Mais c'est toute la région qui a été touchée par la contagion puisque des mouvements se sont produits en Libye, en Syrie, au Yémen et même dans les Émirats, entraînant des interventions militaires et des guerres.

En 2019, l'Algérie a connu le mouvement dit du « Hirak », ponctué pendant plusieurs mois des manifestations populaires hebdomadaires massives. Sur la base là aussi d'un profond mécontentement social, l'objectif politique « régime, dégage » a fait l'unanimité pendant des mois avant que le pouvoir ne réussisse à reprendre le dessus. Si le mouvement a finalement reflué, les revendications sociales continuent pourtant de s'exprimer.

Un autre mouvement est celui qui a secoué le Soudan, notamment depuis 2019, et qui est loin d'être éteint. Parti fin 2018 d'une protestation contre l'augmentation des prix du pain, il a obtenu la chute de la dictature d'Omar et Omar el-Bechir, qui était appuyée par l'armée et par un parti islamiste. La répression sanglante du 3 juin 2019, menée par l'armée, n'a pas réussi à briser le mouvement de masse, puisque les manifestations ont continué malgré la répression, autour des revendications démocratiques formulées par une direction petite-bourgeoise, représentée par l'Association des Professionnels soudanais.

Dans la même région du monde, le Liban et l'Irak ont connu d'importantes mobilisations populaires, notamment depuis l'année 2019. Les Arabes palestiniens des territoires occupés par Israël et ceux d'Israël même continuent de manifester fréquemment contre le régime qu'on leur impose. Mais il faut surtout citer l'Iran, où les flambées de révolte se sont succédé, en 2017-2018 et en 2019, accompagnées de nombreux épisodes de luttes ouvrières. Et le pays est en cet automne 2022 le lieu d'une vaste explosion de colère suite à l'assassinat d'une jeune fille par la police religieuse qui lui reprochait de mal porter son voile. Au-delà du problème de

la situation des femmes, auxquelles cette police veut imposer son ordre moral sans hésiter à recourir à la violence, c'est la dictature de la république islamique elle-même qui est mise en cause.

Les réactions des masses ne se sont pas limitées au Moyen-Orient. Le Sri-Lanka a été le théâtre, ce printemps et cet été, d'une révolte généralisée, l'Inde d'une grande mobilisation paysanne contre la politique du gouvernement Modi. Le Chili a vu en 2019 une véritable explosion sociale, partie d'une protestation contre l'augmentation des prix du transport. En Birmanie, le coup d'État de février 2021 a entraîné une réaction massive, impliquant en particulier la classe ouvrière.

Au Kazakhstan, l'année 2022 a débuté par une explosion sociale contre les hausses des prix de l'énergie dont comme il y a dix ans, les ouvriers du pétrole et du gaz ont été le fer de lance. Le mouvement a gagné tous les centres industriels et urbains, entraînant de larges couches populaires dans la contestation de la dictature. Le mouvement, largement spontané, est resté sans autre direction que quelques politiciens se voulant démocrates et des syndicalistes réformistes plus ou moins radicaux. Même à son apogée, quand le pouvoir ne tenait plus les grandes villes,

aucune force ne s'est manifestée qui aurait pu ouvrir à une classe ouvrière nombreuse, combative et concentrée, la perspective de renverser le régime et d'établir son propre pouvoir. Elle s'est retrouvée désarmée, encore plus politiquement que matériellement, quand Poutine a envoyé ses troupes mater le mouvement, afin de préserver les intérêts de la bureaucratie locale et de la bureaucratie russe, ainsi que ceux des grands groupes pétroliers et miniers occidentaux présents dans ce pays.

Ce qui s'est passé au Kazakhstan a répété ce qui s'est produit en 2020 en Biélorussie. Une classe ouvrière numériquement et économiquement puissante, mais sans direction politique révolutionnaire, y a été l'initiatrice et le noyau d'un vaste et long mouvement de contestation du régime éveillant des échos parmi les travailleurs des pays voisins mais qui, du fait de la répression et faute de perspectives, a fini par s'éteindre.

Ce n'est donc pas la combativité des masses qui fait défaut. D'un pays à l'autre, d'une situation à l'autre, face à des conditions qui souvent deviennent intenable, celles-ci réagissent avec les moyens qu'elles trouvent, qui vont des luttes syndicales et des grèves aux manifestations et aux affrontements avec les forces de répression. Cependant, malgré cette combativité, les objectifs mis en avant au cours de ces luttes ne vont jamais au-delà de revendications démocratiques et sociales qui ne remettent en cause ni le système capitaliste, ni l'ordre impérialiste.

Les directions qui sont apparues à la tête de ces mouvements ont pu être très différentes. Au Soudan, on peut y trouver un parti islamiste, cohabitant avec un parti communiste de tradition stalinienne qui a abandonné toute perspective de politique indépendante de la classe ouvrière. À Haïti, on peut même voir des chefs des gangs armés chercher à prendre

la tête de la contestation du pouvoir politique. En tout cas il ne s'est agi nulle part de directions révolutionnaires mais bien de directions petites-bourgeoises, réformistes ou/et nationalistes quand ce n'était pas religieuses, s'arrêtant au seuil de la propriété privée. Aucune n'envisageait de sortir du cadre du système bourgeois, ni du cadre des États nationaux existants et de la division du monde imposée par l'impérialisme. C'est ce qui marque la limite de ces mouvements et ce qui explique que le plus souvent ils se trouvent rapidement dans l'impasse : le capitalisme décadent ne peut accepter ni de concéder de véritables avancées sociales, ni même d'assouplir un système de domination pour qui le maintien de dictatures ou de gouvernements autoritaires est essentiel.

Alors, ce qui fait défaut est un parti révolutionnaire mondial, prolétarien et communiste, la direction révolutionnaire du prolétariat que les bolcheviks avaient voulu fonder en créant l'Internationale communiste. Quelle que soit la combativité manifestée par les masses, cette direction ne peut surgir spontanément au cours de leurs luttes. En finir avec le système impérialiste qui est le mode de domination du capital financier exige d'abattre la bourgeoisie, avec les États qui la servent et les frontières artificielles qu'ils maintiennent entre les peuples. Cela exige d'avoir une politique dans cette direction et cela ne peut être l'œuvre que du prolétariat international, si celui-ci s'arme d'un programme intégrant les leçons de toutes ses expériences passées.

Souligner cela, c'est affirmer la nécessité de construire et d'implanter dans la classe ouvrière des partis révolutionnaires basés sur le programme trotskyste, et une Internationale qui soit vraiment le parti mondial de la révolution.

13 octobre 2022



Ouvriers d'une usine de tracteurs à Minsk, en Biélorussie, le 14 août 2020.
Sur la banderole : « Nous ne sommes ni des moutons, ni des veaux... »



Situation intérieure

UNE SAISON RENOUVELÉE DU CIRQUE POLITICIEN

Réélu à la présidentielle, Macron n'a pas obtenu de majorité absolue lors des législatives, ce qui le conduit à user de toutes les ficelles inventées par les concepteurs de la Constitution en vigueur pour faire adopter les lois exigées par le grand patronat. N'ayant pas réussi à rallier les députés LR, le gouvernement Borne alterne entre recherche d'une majorité de circonstance et passage en force avec le recours à l'article 49.3.

À partir du moment où il s'agit de textes budgétaires, l'utilisation du 49.3 est illimitée. Après deux mois de session parlementaire, Borne y a déjà recouru à quatre reprises, engageant à chaque fois la responsabilité du gouvernement. Le scénario est rodé : le gouvernement présente son texte ; les partis d'opposition proposent une batterie d'amendements et crient victoire quand quelques-uns sont votés ; grâce au 49.3, le gouvernement impose un vote bloqué sur son texte ; s'ensuit le dépôt des motions de censure de La France insoumise et du RN, condamnés à l'impuissance puisque les Républicains refusent d'y joindre leurs voix.

Dans les prochains mois, ce jeu d'équilibriste va se compliquer, l'usage du 49.3 étant, hors textes budgétaires, limité à un recours par session parlementaire. Le soutien des députés

de droite sera alors nécessaire. En agitant la menace de la dissolution, Macron espère mettre les députés au pas, ceux de sa propre majorité qui montrent quelques velléités frondeuses et surtout les députés LR, souvent élus sur le fil et qui n'ont aucune envie de retourner devant les électeurs. Dans ce poker menteur où la majorité gouvernementale et la droite chassent sur le même terrain, personne n'est à l'abri d'un accident. Même si la dissolution est une arme à double tranchant, comme la droite l'avait appris à ses dépens sous Chirac en 1997, Macron semble l'envisager sérieusement.

Pour l'heure, chaque député joue son rôle et assure le show, dans l'hémicycle ou à la tribune. Les ambitieux se jettent sur les polémiques les plus basses et artificielles, parfois contre leur propre camp. Dernièrement, un député du RN particulièrement décomplexé s'est fait connaître en lançant à un député noir « *Qu'il retourne en Afrique !* » Au-delà de la bassesse du débat politique, le spectacle joué à l'Assemblée nationale est le reflet de l'économie en crise et du désarroi, tant de la bourgeoisie que de son personnel politique.

Le Parlement n'a jamais été rien d'autre que le paravent derrière lequel s'abrite le pouvoir de la grande bourgeoisie. Celle-ci en a fait une opérette, destinée à amuser le public, à dissimuler la réalité du pouvoir et à faire croire aux masses qu'à tra-

vers les élections, elles décident de la politique du pays. Pour ce faire, la bourgeoisie a trouvé l'accord de tous les partis politiques, qu'ils soient les défenseurs ouverts du capitalisme ou qu'ils le critiquent, comme les partis réformistes se réclamant de la gauche ou de l'écologie.

Ces derniers contribuent, comme l'extrême droite, à véhiculer l'illusion de la souveraineté du peuple. Cette illusion électoraliste a désorienté et démoralisé le monde du travail, car les espoirs placés dans les candidatures d'un Mitterrand, d'un Jospin ou d'un Hollande ont toujours été déçus. Ceux qui sont placés dans Mélenchon le seront tout autant.

LE JEU PARLEMENTAIRE DE LA NUPES ET DU RN

Fruit d'une alliance entre LFI, le PS, le PCF et EELV, négociée à la faveur d'un scrutin majoritaire, la Nupes compte 142 députés. Depuis les élections législatives, LFI présente ce coup politique comme une progression de la gauche. L'illusion d'optique se dissipe avec l'analyse des véritables rapports de force électoraux : en juin, la Nupes n'a pas recueilli plus de voix que les partis qui la composent n'en avaient obtenu en 2017, alors qu'ils se présentaient séparément. Malgré cela, les députés de la Nupes continuent de fanfaronner. En juin, Quatennens, alors étoile montante



Danielle Simonnet, députée LFI de Paris, à l'Assemblée nationale.

de LFI, expliquait que «*Macron n'a pas de majorité pour appliquer par exemple la retraite à 65 ans, ou le travail en contrepartie du RSA*». La poudre aux yeux n'a jamais été une arme de combat pour les opprimés.

La stratégie de Le Pen est tout autre. Portée par son succès électoral et la droitisation de la société, elle se pose en «*force tranquille*» qui attend son heure. Elle veut démontrer à la bourgeoisie que son parti est prêt à gouverner, en refrénant, avec plus ou moins de succès, les élans racistes de son camp et en mettant en avant des profils «*technos*» disposés à prendre une part active aux travaux de l'Assemblée. Avec 89 sièges, le RN continue de tisser sa toile au sein de la haute administration et des organes étatiques que sont la police et l'armée.

Il existe toujours une mouvance identitaire capable d'entreprendre des actions provocatrices, violentes et ouvertement racistes. La campagne présidentielle de Zemmour a donné de l'écho aux idées réactionnaires les plus débridées et a sans doute conforté cette mouvance. Mais, souvent issue des beaux quartiers, elle restera marginale tant qu'il n'y aura pas de radicalisation sociale des catégories petites-bourgeoises. Pour l'heure, celles-ci patientent der-

rière Le Pen.

Le Rassemblement national peut déjà se targuer d'influer sur la vie politique. La gauche et les macronistes s'accusent réciproquement de faire le jeu du RN en mêlant leurs voix aux siennes, mais ils ne sont pas gênés de piocher dans certaines de ses formulations et même de reprendre certaines de ses idées. C'est le cas de Macron qui a récemment repris à son compte le lien entre immigration et délinquance. Que Darmanin planche sur la régularisation de quelques milliers de travailleurs sans-papiers pour répondre aux demandes patronales n'empêche pas le gouvernement de durcir sa politique contre les immigrés et de contribuer au climat xénophobe et nationaliste.

LA POLITIQUE DE MACRON, TÂTONNANTE, MAIS LOYALE ENVERS SES COMMANDITAIRES BOURGEOIS

Le maître mot de la politique de Macron est le pragmatisme. Façon de dire qu'il s'adaptera et louvoiera pour pallier la faiblesse de sa majorité. Façon aussi de justifier par avance les fluctuations et les retournements de sa politique. L'aspect chaotique de la gouvernance de

Macron – changement de pied sur le nucléaire et la nationalisation d'EDF par exemple – s'explique par le chaos de la société capitaliste soumise aux lois du marché et de la concurrence et, maintenant, aux incertitudes et aux risques engendrés par la guerre en Ukraine.

La bourgeoisie française, comme toutes les autres, est confrontée à une crise multiforme qui bouleverse, voire compromet les bases sur lesquelles elle prospère depuis des décennies, tout en ouvrant de nouvelles opportunités aux capitalistes les plus puissants. Modifications des rapports de force entre capitalistes et des équilibres au sein de l'Europe, bouleversements dans le commerce international, changements des sources d'approvisionnement, adoption de nouvelles technologies... la situation est de plus en plus instable.

Macron ne peut maîtriser une situation que nul ne peut maîtriser mais la bourgeoisie lui conserve sa confiance. La petite bourgeoisie lui est reconnaissante du «*quoi qu'il en coûte*» assuré pendant les confinements. Quant à la grande bourgeoisie, elle ne peut que saluer la détermination qu'il met à s'opposer à toute nouvelle forme de taxation des profits.

Fidèle à ses commanditaires, Macron maintient son cap antiouvrier : les travailleurs devront se sacrifier pour que la bourgeoisie, à commencer par la plus puissante, tire son épingle du jeu, malgré la guerre, l'infla-



Le président du Medef Roux de Bézieux et Macron.

tion galopante, le redressement des taux d'intérêt et la récession qui s'installe. Un des aspects les plus importants de la lutte de classe actuelle est la question de l'indexation des salaires sur les prix. Macron s'y oppose résolument et aide les exploités à accroître la plus-value qu'ils extorquent à leurs salariés en appauvrissant le monde du travail. En remettant à l'ordre du jour son attaque sur les retraites, Macron ouvre un autre front. Il veut à la fois augmenter le nombre d'années de cotisation pour une retraite à taux plein, et porter l'âge légal de départ à 64 ou 65 ans. Il franchirait donc la ligne rouge fixée par la très arrangeante CFDT. C'est une façon d'afficher sa détermination face au front syndical et aux mobilisations.

DU CÔTÉ DES TRAVAILLEURS

Les travailleurs prennent la mesure du recul de leur pouvoir d'achat. Ils réalisent que cela va durer et s'aggraver parce que la crise s'approfondit et accule des petites entreprises à la faillite. Par des débrayages ou des grèves, ils cherchent le meilleur moyen de se défendre. C'est cet état d'esprit que la CGT cherche à capitaliser. Elle multiplie les journées d'action, reprend les initiatives des secteurs les plus combattifs, ce qui a le mérite de leur donner satisfaction, tout en laissant les autres ne rien faire. Là où la vapeur s'est accumulée, comme dans le secteur des raffineries secoué par des grèves en septembre et octobre, elle peut se dissiper sans risques. Pendant que la CFDT vante les vertus de la négociation et s'oppose aux grèves, la CGT affiche d'autant plus de combativité et de radicalisme qu'elle ne redoute pas d'être débordée.

Si la CGT s'assure la réputation du syndicat le plus combattif, elle n'offre pas de perspective à une mobilisation qui se

cherche. Cela nécessiterait de présenter un plan de bataille aux travailleurs en commençant par expliquer la profondeur de la crise dans laquelle nous nous enfonçons et l'offensive féroce de la bourgeoisie qui en résulte. Cela nécessiterait de présenter une stratégie, avec des objectifs de revendications et d'actions pour unir les forces des travailleurs dans une seule et même contestation. Défendre un tel plan de combat est à la hauteur d'une confédération comme la CGT. Elle ne le fait pas parce qu'elle ne le veut pas.

LA POLITIQUE DES MILITANTS COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES

Dans le climat de mécontentement actuel, les communistes révolutionnaires doivent être les plus résolus et les plus combattifs. Mais notre propagande ne doit pas se borner à des appels répétés et permanents à la mobilisation. Le plus important est de faire réfléchir et de préparer les travailleurs à la lutte nécessaire pour inverser le rapport de force avec le patronat. Il est possible de le faire en discutant des revendications à mettre en avant et de la façon de diriger les luttes.

Les mêmes revendications peuvent être défendues de manière réformiste ou révolutionnaire. La France insoumise a déjà fait du mot d'ordre d'indexation des salaires une proposition de loi, véhiculant l'illusion qu'il ne s'agirait, une fois de plus, que d'une question de majorité parlementaire. Quand il s'agit de définir quelle augmentation de salaire mettre en avant, deux logiques de classe s'opposent. La première est de raisonner en fonction de ce que le patronat est prêt à lâcher étant donné sa prétendue situation financière et la conjoncture, ce qui revient à raisonner du point de vue patronal. La seconde est de partir de ce qui est nécessaire aux tra-

vailleurs pour vivre et revendiquer en conséquence.

Nos tâches restent celles que Trotsky définissait dans le *Programme de transition*: «*La tâche stratégique de la prochaine période – période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation – consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion: la conquête du pouvoir par le prolétariat.*»



Pour la social-démocratie [...] entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'a pas besoin de ce pont, car de socialisme, elle ne parle que les jours de fête. L'Internationale communiste est entrée

dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, alors qu'il ne peut plus être question de réformes sociales systématiques ni de l'élévation du niveau de vie des masses; alors que la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, «déflation», vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.); alors que chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'État bourgeois.»

Sans un noyau de travailleurs déterminés à se battre pour que la grève soit dirigée démocratiquement par les grévistes eux-mêmes, la remontée de la combativité ouvrière sera conduite sur une voie de garage par les chefs syndicaux. Comme en 1936, en 1947 ou en 1968, si une vague de grèves déferlait demain sur le pays, les forces politiques les plus influentes dans le monde du travail se battraient pour les récupérer et les détourner sur le terrain parlementaire.

LFI aimerait remplacer le PCF en tant que porte-parole du mouvement social. Mélenchon appelle à de grands rassemblements populaires, comme le 16 octobre dernier, pour

faire, dit-il des démonstrations de force. À l'exemple du PCF, il prône le combat dans la rue comme dans les urnes, mais sans avoir l'implantation dans la classe ouvrière que le PCF a héritée du passé. Les députés LFI se déplacent sur les piquets de grève et relayent les revendications ouvrières. Dans le vide militant actuel et en l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, nombre de travailleurs peuvent se sentir représentés par ce parti.

Aujourd'hui, les salariés sont affaiblis par la division des organisations syndicales et leur concurrence permanente. Même quand elles défendent fondamentalement la même politique, les confédérations doivent justifier leur existence séparée en se distinguant par des revendications et des appels différents. Cette division existe aussi sur le plan politique puisque la classe ouvrière s'éparpille dans les abstentions et se divise, pour ne pas dire s'oppose, entre le vote pour la gauche qui leur semble la plus radicale et celui pour l'extrême droite.

Quand la combativité ouvrière sera de retour, aucune organisation syndicale ou politique ne pourra prétendre rallier tous les travailleurs derrière son drapeau. Le seul moyen d'unir tous les combattants est d'assurer la démocra-

tie au travers de larges assemblées quotidiennes et de comités de grève permettant à tous les travailleurs, y compris à cette écrasante majorité de non-syndiqués, de prendre des responsabilités dans l'organisation et la direction de la grève.

La démocratie ouvrière est fondamentale pour unifier les travailleurs dans un mouvement d'ensemble. Pour les communistes révolutionnaires, elle est plus qu'un principe. Elle constitue la condition indispensable au combat des travailleurs pour se défendre au jour le jour et faire l'apprentissage de leur pouvoir collectif. Elle est au cœur même du combat politique de tous ceux qui sont restés fidèles à la perspective tracée par l'AIT et par Marx : *«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»*

Sans être communistes révolutionnaires, bien des travailleurs sont attachés à la démocratie ouvrière. C'est d'autant plus vrai que la méfiance vis-à-vis des appareils syndicaux a grandi. Celle-ci s'est largement exprimée lors du mouvement des Gilets jaunes. Mais cette démocratie n'en est pas moins un combat. Le noyau de travailleurs convaincu de son importance doit être formé avant même que la grève se déclenche. Faire émerger ce noyau et le renforcer doit être un des objectifs



Assemblée générale des grévistes de Sanofi, à Montpellier, fin novembre, rejoignant le mouvement de quinze autres sites.

immédiats des révolutionnaires.

Dans le cadre d'un mouvement déterminé, un noyau de travailleurs peut suffire à convaincre des travailleurs réunis en assemblée générale qu'ils doivent mettre en place un comité de grève élu démocratiquement par tous les grévistes. Si de tels comités de grève surgissent dans de grandes entreprises, ils peuvent se transformer en organisation pour tous les travailleurs de la zone industrielle ou de la ville, qu'ils soient d'une petite ou d'une grande entreprise, ou chômeurs ou retraités.

Seuls la profondeur du mouvement et son radicalisme peuvent amener à déborder les appareils préparés à encadrer les travailleurs. Mais il n'y a pas à faire de pronostic quant à l'évolution de la combativité et encore moins à se demander si les révolutionnaires feront le poids dans une période de radicalisation de la classe ouvrière. Ils ont à défendre les perspectives qui peuvent offrir une issue politique favorable à une remontée ouvrière, les perspectives communistes révolutionnaires.

Quand Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* que «*La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat*», l'œuvre destructrice du stalinisme était déjà bien avancée. La dictature stalinienne avait anéanti les meilleurs dirigeants de la classe ouvrière regroupés en Russie au sein de l'Opposition de gauche et elle avait profondément dénaturé et perverti le capital politique révolutionnaire légué par Marx et Lénine. Mais l'objectif de la conquête du pouvoir politique par le prolétariat n'était pas une abstraction pour la génération qui avait assisté aux événements révolutionnaires et à toutes les luttes politiques qui s'étaient déroulés après la Première Guerre mondiale. Même privés de véritable

direction politique, de nombreux travailleurs conservaient la perspective révolutionnaire au fond de leur conscience. Plus de quatre-vingts ans plus tard, ce n'est plus le cas que d'une petite minorité.

Depuis que Trotsky a écrit le *Programme de transition*, les luttes auxquelles les travailleurs ont pris part n'ont pourtant pas manqué. Mais nulle part, ils n'ont pu les mener sur leur terrain de classe, et nulle part ils n'ont pu postuler pour le pouvoir. Cette perspective a partout été tuée dans l'œuf par le courant réformiste, dans ses variantes stalinienne ou nationaliste.

Aujourd'hui, l'idée du renversement de la domination bourgeoise et la conscience que la classe ouvrière doit la remplacer à la tête de la société ont quasiment disparu. Même si les élections ne reflètent que de façon déformée l'état d'esprit des travailleurs, elles indiquent la faiblesse du courant communiste révolutionnaire. À la présidentielle, notre candidate a en effet recueilli 197 141 voix, soit 0,56%. Aux législatives, nos 554 candidats en ont obtenu 229 810, soit 1,04%. C'est très faible mais ce fil relie les travailleurs d'aujourd'hui aux révolutionnaires du passé et il est le seul gage que de nouvelles générations s'emparent des idées communistes révolutionnaires.

Même les travailleurs les moins politisés touchent du doigt la faillite des classes dirigeantes. Ils s'interrogent, doutent et s'inquiètent. Ils cherchent des réponses et de nouvelles perspectives. L'extrême droite, les Le Pen, Meloni, Trump ou Bolsonaro, en ont de toutes simples qui répondent aux peurs et flattent les préjugés réactionnaires. Les militants de l'intégrisme religieux en ont d'autres. Dans cette recherche d'idées antisystème, il faut que les travailleurs trouvent sur leur chemin les idées commu-

nistes révolutionnaires.

En 1903, dans un texte en hommage à Karl Marx, Rosa Luxemburg se demandait : «*Qu'est-ce qui nous donne la force morale intérieure de supporter et de secouer les pires oppressions avec ce courage moqueur qui est le nôtre ? Serait-ce cette ténacité dont font preuve les déshérités dans la recherche d'une petite amélioration matérielle de leurs conditions ? [...] Serait-ce, comme au temps des chrétiens primitifs, le stoïcisme ascétique d'une secte, dont l'éclat brille en proportion directe des persécutions subies ? [...] Serait-ce, enfin la légitimité de la cause que nous défendons, qui nous rend aussi invincibles ?*»

À toutes ces questions, Rosa Luxemburg répondait non. Elle expliquait : «*Si le mouvement ouvrier actuel, bravant tous les coups de force du camp ennemi, secoue victorieusement sa crinière, cela est dû principalement à la sereine compréhension des lois de l'évolution historique objective, à la compréhension du fait que «la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature» (Marx), c'est-à-dire l'expropriation des expropriateurs, la révolution socialiste ; cela tient à cette compréhension dans laquelle il entrevoit la ferme garantie de la victoire finale et à laquelle il vient puiser non seulement sa fougue, mais aussi sa patience, la force d'agir et le courage de persévérer.*»

La période actuelle nous donne la possibilité de nous adresser à des travailleurs d'autant plus attentifs qu'ils cherchent des perspectives dans un contexte de plus en plus inquiétant. Elle nous permet de les regrouper dans les entreprises et de tisser de nouveaux liens politiques et organisationnels avec eux. Elle nous offre des opportunités pour nous renforcer et recruter. À nous de les saisir.

11 novembre 2022



Discussion sur les textes d'orientation

Sur la situation intérieure

Comme toujours, de nombreux sujets ont été abordés et discutés dans les différentes assemblées locales. Cela va de l'échelle mobile des salaires, et de ce que cela signifiait réellement avant que Mitterrand ne la supprime, à l'usage du mot « réformiste », en passant par ce que nous pourrions faire à l'Assemblée nationale, si nous avions des députés, des députés LO donc...

Nous revenons ici sur deux points: la question d'éventuelles législatives anticipées, et le Rassemblement national (RN).

UNE ÉVENTUELLE DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Aujourd'hui, aucun parti ne la souhaite, et Macron l'utilise surtout comme un moyen de chantage sur Les Républicains pour qu'ils lui assurent une majorité. Mais il ne faut pas l'exclure.

Il peut y avoir une motion de censure qui finisse par passer. On peut par exemple imaginer des frondeurs, chez Les Républicains, qui décident de joindre leurs voix aux motions de censure du RN.

Et puis, surtout, les rapports de force entre les partis peuvent changer et, si Macron voit que cela évolue dans son sens, il ne se privera pas de dissoudre, pour avoir une plus grande marge de manœuvre. En tout cas, Macron doit suivre ça de très près, et il a sans doute des amis chez McKinsey qui peuvent regarder ça au jour le jour.

Alors, bien sûr, s'il y avait des

élections législatives anticipées, cela poserait la question de notre participation. Un camarade faisait remarquer que nous ne nous étions pas toujours présentés dans toutes les circonscriptions, et il s'est demandé si l'on ne pourrait pas choisir de délaissier les circonscriptions où nous n'avons aucune existence militante et où nous n'allons que tous les cinq ans pour faire une conférence de presse.

Il s'est posé le problème à la fois pour des questions de financement, mais aussi parce que cette activité conduit à nous disperser, au lieu de nous concentrer sur l'activité recrutement et la construction de nos réseaux là où nous sommes.

De fait, nous sommes forcés, vu nos forces, de faire des choix. Mais, depuis 2002, nous nous sommes présentés systématiquement dans toutes les circonscriptions de métropole. À chaque fois, nous nous adaptons, on fait ce qu'on peut. Par exemple, aux dernières législatives, nous avons fait le choix de ne pas coller toutes les affiches officielles et certaines circonscriptions n'ont presque pas été collées.

Mais nous ne devons pas raisonner d'abord en fonction des moyens que nous avons ou pas, et encore moins en fonction de la petitesse des scores attendus. Ce qui doit nous guider, c'est l'intérêt politique et la nécessité de défendre nos perspectives dans un contexte politique donné.

Quand on participe aux élections, on a un double objectif: défendre une politique communiste révolutionnaire à une

échelle plus large que celle qui est la nôtre d'habitude, et profiter de la campagne pour avancer sur la construction du parti.

Pour renforcer notre organisation, c'est-à-dire trouver de nouveaux soutiens et des futurs militants, il faut être capable d'être présents localement, y compris dans la durée, mais, même sans cela, il est possible de défendre une politique et de planter un drapeau, et ça, c'est un objectif qui est très important pour nous.

Nous ne savons pas précisément dans quel contexte politique pourraient se dérouler ces élections anticipées. Mais il est certain que la crise et la guerre nous obligent à nous dépasser.

Nous serions les seuls candidats à dénoncer les buts impérialistes derrière la guerre en Ukraine, les seuls à nous opposer à la propagande militariste, les seuls à dire que les travailleurs n'ont pas à se mettre à la remorque de dirigeants qui nous amènent à la crise et à la guerre généralisée parce qu'ils n'ont pas d'autre horizon que le capitalisme. Alors, même si notre expression se limitait à l'existence d'une profession de foi envoyée à domicile, ce serait politiquement important pour nous.

Nous planterions un drapeau, comme cela est arrivé tant de fois aux révolutionnaires, isolés et trop petits pour faire exister une véritable organisation. Nous nous battons pour maintenir les idées révolutionnaires vivantes, avec la conviction qu'elles seront utiles aux travailleurs quand ils n'accepteront plus de servir de

« On croit mourir pour la patrie,
on meurt pour les industriels »
(Anatole France - 1922)

**PAS UN EURO POUR
LES MARCHANDS
D'ARMES !**

**L'ARGENT PUBLIC
POUR L'ÉCOLE
ET LA SANTÉ !**



chair à canon pour les profits des industriels.

Rappelons que les révolutionnaires qui se sont réunis en septembre 1915 à Zimmerwald, pour faire un appel contre la guerre au prolétariat d'Europe, étaient moins de quarante et tenaient dans quatre voitures. Et combien de fois Trotsky a-t-il été conduit à mener le combat quasiment seul pour transmettre le flambeau aux générations futures !

La période mouvementée qui s'annonce nécessitera sans doute de mener des combats encore plus durs et nécessitant plus de sacrifices qu'une campagne électorale. La meilleure façon de nous y préparer, c'est d'être à la hauteur de toutes les tâches qui se présentent à nous, au jour le jour, en nous donnant les moyens financiers et militants nécessaires pour les accomplir du mieux que possible.

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL

Des camarades ont regretté que le texte ne soit pas davantage axé contre le RN. Une camarade a estimé que l'on armait les travailleurs contre les réformistes et beaucoup moins contre l'extrême droite, alors qu'elle a progressé dans les classes populaires. Un autre a souligné que les militants du RN peuvent être les militants des futures grèves et que nous aurons aussi à batailler contre eux, ce qui est tout à fait juste.

Mais les obstacles que les travailleurs rencontreront dans le cadre d'une remontée des luttes collectives seront d'abord les forces organisées dans le prolétariat, c'est-à-dire les appareils qui sont déjà en place. Ce sont des bureaucrates que l'on connaît, auprès de qui nous militons et avec qui nous partageons même certaines idées. Ce sont eux qui permettront aux appareils confédéraux de se rendre maîtres des mobilisations et de les neutraliser. Malgré la défiance qui peut exister, dans les entreprises, les travailleurs attendent des syndicats qu'ils organisent et dirigent les actions collectives. Souvent, ils conditionnent leur participation à un appel unitaire de tous les syndicats. Et ils considèrent comme légitime que les délégués syndicaux les représentent. C'est le poids de ces appareils organisés qu'il faudra affronter.

Pour l'instant, le RN n'a pas d'appareil syndical dans les entreprises. Dans la police ou chez les gardiens de prison, il existe des syndicats importants grandement influencés par le RN. Et s'il y a, ici ou là, des sections syndicales animées par des militants RN, ce sont des exceptions et, surtout, ce n'est pas, aujourd'hui, la politique du RN. Si Le Pen cherche les voix ouvrières et celles des chômeurs, elle prend soin de gommer tout point de vue de classe. Elle se garde toujours d'opposer les travailleurs au patronat exploiteur, ce à quoi sont régulièrement amenés même les syndicats les plus conciliants. Au contraire, la politique de Le Pen consiste à cacher la lutte de classe menée par la bourgeoisie et à démolir toute conscience de classe au profit des sentiments nationalistes.

Ce sont La France insoumise et le PCF qui rivalisent pour le titre de porte-parole politique du mouvement social, pas le RN. LFI et le PCF se déplacent systématiquement sur les piquets de grève, ils vont dans les rassemblements et les manifestations, et ils jurent que le combat est à mener dans la rue comme dans les urnes. Ce n'est pas la politique du RN.

Le Pen veut apparaître comme la porte-parole du peuple français, des travailleurs et de la petite bourgeoisie possédante, les

commerçants, les petits patrons. Aucune des mesures de défense du pouvoir d'achat qu'elle met en avant n'est jamais payée par le patronat ; elles le sont par le contribuable, lequel doit veiller à ce que son argent ne serve pas aux immigrés.

Vous avez peut-être suivi l'attitude de Le Pen lors de la grève des raffineries : elle a fait le grand écart entre la petite bourgeoisie exaspérée par les stations-service à sec et le monde ouvrier globalement solidaire de la grève contre Total et Exxon. Elle ne s'est jamais solidarisée de la grève et de la CGT, elle ne s'en est pas désolidarisée non plus.

Elle a joué au jeu du « ni oui ni non ». Quand un journaliste lui demandait si elle était solidaire des grévistes ou de la CGT, elle répondait qu'il fallait « *prendre de la hauteur* » ou que « *le RN n'est pas un syndicat* ». Et elle n'a fait que taper sur Macron, qu'elle a accusé d'être le véritable responsable du blocage.

Et, au passage, elle a fait un peu de démagogie anticapitaliste en défendant la taxation des superprofits comme une mesure de justice, un effort de solidarité nationale demandé à ceux qui profitent de la situation. Comme elle le dit : Orban le fait en Hongrie, pourquoi la France ne le ferait-elle pas ?

Le RN se lance en ce moment dans la bataille contre le report de l'âge de la retraite mais, comme l'a redit Bardella, c'est une bataille qu'ils mèneront à l'Assemblée nationale, dans l'hémicycle.

Alors, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de travailleurs, électeurs RN et militants RN, qui peuvent être combatifs et se retrouver y compris en première ligne des prochaines luttes. Bien sûr, il y en aura. Il y en a d'ailleurs dans les syndicats, même à la CGT, qui a tenté par ses statuts de leur en barrer l'entrée. Mais il ne s'agit pas de forces politiques ou d'appareils constitués à côté des syndicats. Et cela ne change rien à notre combat et à la politique que nous avons à défendre.

Comme nous l'avons écrit : « *Dans le climat de mécontentement actuel, les communistes révolutionnaires doivent être les plus résolus et les plus combatifs.* »

Et c'est comme cela qu'ils seront capables de s'entourer et de gagner la confiance des travailleurs les plus combatifs, qu'ils aient voté Pierre, Paul ou Jacques, et de contrecarrer la politique conservatrice des appareils syndicaux.

Armer politiquement les travailleurs, ce n'est pas leur faire la morale sur la question du racisme ou de leur hostilité aux immigrés. C'est leur proposer une politique de classe. Cette politique s'oppose aux réformistes organisés dans les syndicats et dans les partis de gauche, qui exercent une influence dans l'aristocratie ouvrière, et elle s'oppose aussi, en même temps, aux démagogues d'extrême droite.

Dans la lutte contre le RN, ce qui nous distingue de tous les antifas, des gauchistes et des réformistes bien-pensants, c'est précisément que nous militons dans la classe ouvrière pour y défendre une politique correspondant à ses intérêts. C'est en prenant conscience de leur force et de leurs armes de classe que les travailleurs découvriront des perspectives pour s'en sortir, et c'est cela qui peut saper l'influence délétère de l'extrême droite dans la classe ouvrière.

Notre problème est d'abord de toucher ces travailleurs sur une base de classe. De leur montrer que nous sommes autant en colère qu'eux, aussi révoltés, contre les bas salaires, contre

l'exploitation, contre les licenciements et les petits boulots. On ne touchera pas les travailleurs ou les chômeurs qui ont des préjugés racistes sur la question de l'immigration, mais sur l'idée qu'il faut empêcher les capitalistes de nuire.

Il faut qu'ils comprennent que notre politique de classe nous démarque de tous les autres partis, que, nous, nous sommes réellement en guerre contre un système capitaliste qui nous mène de faillite en faillite. Il faut leur faire découvrir ou redécouvrir l'histoire, les valeurs, le programme et la force de la classe ouvrière. Tout cela est indissociable d'une remontée des luttes ouvrières et de la possibilité pour les travailleurs de les pousser le plus loin possible.

Nous voulons conclure sur la nécessité de nous emparer du moindre événement, de la moindre effervescence, de la moindre heure de débrayage, et même des élections professionnelles, pour tisser notre toile et faire émerger un réseau de travailleurs susceptibles de nous suivre dans le cas d'une mobilisation qui se développerait.

Les quelques camarades qui viennent de vivre des débrayages ou une grève le savent, ça va vite, dans ces situations, les événements s'enchaînent sans qu'on ait le temps de se poser et de réfléchir. Et beaucoup de choses

s'installent dans les premières heures de la mobilisation et, sauf dans les cas où il n'y a pas de syndicat, ce sont les délégués syndicaux qui s'autoproclament organisateurs et négociateurs. Alors, il faut construire un réseau à l'avance.

À ce propos, un camarade a fait remarquer qu'il n'est pas facile de discuter comité de grève, parce qu'il n'est pas lui-même connu comme militant. À vrai dire, il n'y a pas de problème. Ce sont des discussions qu'il est possible d'avoir entre travailleurs du rang. C'étaient des discussions courantes sur les ronds-points entre les gilets jaunes : qui devait représenter le mouvement ? Qui devait définir les revendications ? C'est ce qui se discutait au quotidien. Il faut trouver des moyens simples d'aborder des idées qui sont finalement simples : c'est aux grévistes de décider de leur grève.

Bien sûr, il y a, comme l'ont fait remarquer de nombreux camarades, une conscience de classe très basse et des traditions perdues. Mais en même temps, quand les travailleurs repartent au combat, les nécessités de la lutte de classe elles-mêmes les poussent à refaire leurs expériences, à reconstituer les traditions utiles et à en inventer de meilleures encore, et plus vite qu'on ne le pense parfois.

Aujourd'hui, nous en sommes encore à chercher comment faire faire des petits pas à ceux qui nous entourent. Comment aborder tel ou tel sujet avec Untel et pousser la discussion plus loin que d'habitude, comment faire participer un autre à une réunion, comment en convaincre un troisième de signer une pétition ou de participer à un débrayage...

Il faut le faire, avec la conscience que tous les pas en avant seront démultipliés quand la combativité sera au rendez-vous. Parce que, là, il suffit de la présence de quelques militants qui ont la confiance de leurs camarades de travail pour transformer des centaines, des milliers de travailleurs en militants et pour qu'ils fassent d'eux-mêmes des pas de géant.

LEPOINT.FR



Des gilets jaunes installés au principal rond-point de Laon, dans l'Aisne, fin 2018.

SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Les textes ont été votés, après discussion, à l'unanimité. Ce qui signifie homogénéité de l'organisation. Nous ne sommes pas divisés en plateformes A, B, C..., comme le NPA se prépare à le faire à son congrès, censé se tenir dans quelques jours; ni, pour ce qui est de notre propre histoire, avec des textes politiques issus de la Fraction (1998-2008).

Nous n'en avons pas aujourd'hui. En l'absence de désaccord politique important, c'est tout de même une bonne chose de ne pas jouer aux fractions. Notre unanimité politique, c'est un capital plutôt qu'autre chose.

Cela signifie-t-il que nous sommes vraiment sur la même longueur d'onde dans la compréhension de notre programme et, à plus forte raison, dans son application? Nous avons suffisamment de discussions sur les interprétations des décisions prises au quotidien pour savoir que cela n'est pas toujours le cas, et souvent à tort, mais aussi que cela fait partie du fonctionnement de l'organisation. Même sur la base du même programme, ce n'est pas si évident que cela de se comprendre et ce sont les discussions qui le permettent.

Mais, pour illustrer l'importance pour notre cohésion de ces votes, citons Trotsky. Dans une discussion avec les trotskystes américains du SWP, il se posait la question: «*Maintenant, qu'est le parti? En quoi consiste sa cohésion?*» Et il y répondait: «*Cette cohésion est une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est le programme du parti. Tout comme les ouvriers modernes (davantage que les barbares) ne peuvent pas travailler sans outils, dans le parti le programme est l'instrument. Sans le programme, chaque ouvrier doit improviser son outil, trouver les outils improvisés, et l'un contredit l'autre. C'est seulement lorsque l'avant-garde est organisée sur la base de conceptions communes que nous pouvons agir.*»

Comme bien souvent, il y a eu quelques interventions pour dire que nous aurions pu aborder tel

ou tel problème, qui ne l'a pas été. Il y en a eu moins que certaines années, et c'est certainement dû aux sentiments partagés par la plupart des camarades que parler plus en détail de la situation de tel ou tel pays, y compris ceux où nous avons des camarades, n'a pas lieu d'être, vu le contexte dominé par l'aggravation de la crise et la guerre en Ukraine.

Nous reprenons cependant la proposition d'intégrer dans le texte *Combativité des masses et direction révolutionnaire* un passage supplémentaire concernant le Kazakhstan, la Biélorussie et la Birmanie.

Pour le reste, il n'est bien entendu pas question de reprendre tous les aspects abordés dans les discussions des assemblées. Elles ont été assez riches pour considérer que c'est en connaissance de cause que les camarades ont voté ce qu'ils ont voté.

À PROPOS DE LA GUERRE EN UKRAINE

Évoquons juste une question qui est revenue dans plusieurs assemblées.

On envisage dans plusieurs textes que la guerre se prolonge, sans que l'on puisse se pronon-

cer sur sa durée. Dans le dernier numéro du journal Lutte ouvrière, on fait état de négociations qui peuvent durer des mois, des années. Est-ce que la dernière actualité modifie notre position?

Est-ce que les États-Unis font pression sur Zelensky pour qu'il négocie? Y a-t-il un virage politique des États-Unis?

Eh bien, on ne peut pas plus se prononcer aujourd'hui sur la durée qu'au moment où le texte a été rédigé. Mais, en revanche, il faut se comprendre sur le fond de l'attitude des États-Unis. Mais ce fond n'explique pas quel choix ils font en un moment donné.

Ont-ils voulu mener la guerre en Afghanistan? Oui, pendant des années. Voulurent-ils l'arrêter, quelques années et quelques milliers de morts plus tard? Oui aussi. C'est contradictoire? Comme tout dans ce bas monde!

Des voix se font déjà entendre, paraît-il, aux États-Unis, autour de l'aide en armes et en finances apportée aux Ukrainiens, pour râler sur le montant, du style: «*L'Ohio devrait passer avant l'Ukraine!*»

Quelle sera leur décision, et à quel moment voudront-ils pousser la négociation, ou pas?

Nous n'en savons rien. Leurs



Mao Tse-Toung s'adresse à ses partisans, en 1944, pendant la révolution chinoise.

FRANKLIN D. ROOSEVELT LIBRARY (NLFDR)

choix tactiques n'annulent pas les raisons pour lesquelles ils veulent faire pression sur la Russie. Elles découlent de leur volonté d'avoir affaire à des États bien obéissants ou, au moins, qui ne résistent pas à leurs pressions et à celles de leurs trusts.

La Russie, s'ils la veulent, ils la veulent comme elle était sous Eltsine. C'est-à-dire l'époque où la production s'est effondrée, où la population, en particulier les plus pauvres, a été poussée dans la misère, en particulier les retraités. C'était une catastrophe sociale à tout point de vue et cela plaisait bien aux États-Unis. Ils envoyaient une armada de conseillers pour expliquer aux dirigeants russes comment le pays peut se casser la gueule. Ce qui ne leur va pas, ce sont les États qui ont les moyens et la volonté de leur résister un tant soit peu.

Même dans les rapports avec d'autres pays impérialistes, L'Allemagne s'est enchaînée à la politique américaine, alors que cela pose de gros problèmes à son économie.

C'est le problème qu'ils ont aussi fondamentalement avec la Chine.

La Russie est comme la Chine, même si elles ont eu dans le passé une évolution différente: l'une, la Russie, avec un régime issu, fût-ce lointainement, d'une révolution prolétarienne bureaucratifiée; l'autre, la Chine, issue d'une révolte paysanne qui a porté au pouvoir un régime nationaliste. Elles ont en commun un État qui n'est pas directement dominé par l'impérialisme lui dictant directement sa conduite, qui peut à l'occasion taper sur la table et en tout cas négocier.

L'impérialisme américain se considère comme le maître du monde. Il est méfiant vis-à-vis des États capables de résister un tant soit peu à ses pressions.

L'EXEMPLE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS SOUS DE GAULLE

Même l'impérialisme français se comporte de la même manière dans son arrière-cour. Souvenons-nous comment même

Sékou Touré avait été mis au ban dans les ex-colonies françaises... Cela remonte à 1958, lorsque la France se préparait à se dégager de l'Afrique, en passant de la domination coloniale à la reconnaissance d'indépendances octroyées par l'impérialisme français. À l'époque, de Gaulle a proposé de faire un référendum sur l'établissement d'une « communauté franco-africaine ». Ce qui était soumis au référendum était la création d'une communauté où les futurs États africains auraient tous des droits, sauf celui de diriger l'économie, l'armée ou les relations internationales. La souveraineté revenait à la France, et les Africains étaient priés de s'occuper du peu restant. Et parmi tout le personnel politique africain qui existait déjà avant les indépendances, dont certains, comme Houphouët-Boigny, étaient déjà associés à la vie politique française et passaient de leur fauteuil ministériel français à la direction politique de leur État, il y avait Sékou Touré. Il était en même temps un ancien syndicaliste postier, plus ou moins lié à la CGT et au PC, comme Houphouët-Boigny d'ailleurs. Mais ensuite leurs chemins se sont séparés. Sékou Touré a appelé à voter non au référendum de De Gaulle. Le oui a obtenu en France plus de 79%. Et tous les États africains l'ont approuvé aussi, sauf la Guinée, qui l'a refusé à plus de 95%. Le vote avait lieu le 28 septembre 1958 et, dès le 29, l'État français informait la Guinée qu'il rompait toute relation avec elle et lui supprimait l'accès aux archives, aux documents administratifs permettant le fonctionnement de l'appareil étatique. Tout cela s'est fait avant même que l'État guinéen ne devienne indépendant. La France ne lui a pas déclaré la guerre, mais elle exigeait une forme de souveraineté extrêmement limitée, dans le cadre d'une Françafrique où les dirigeants africains lui obéissent.

La résistance de Sékou Touré n'était pas extraordinaire mais, ensuite, la France a exercé une pression économique, commerciale, permanente. Un des aspects de la politique de Sékou Touré pour l'indépendance a été de créer sa propre monnaie, et la

première réaction des services secrets français a été d'inonder le pays de faux francs guinéens, dans l'espoir de provoquer une inflation formidable et que l'économie et l'État se cassent la figure. Et à partir de là les tentatives d'assassinat, les complots se sont succédés. La seule limite qu'ils n'ont pas franchie a été de déclarer la guerre à la Guinée, mais ce n'était pas tout à fait à leur portée puisque tout leur cinéma politique était de prétendre qu'à partir du référendum ces États accédaient à l'indépendance.

Cela dit, au Cameroun, une guerre s'est déroulée, semblable à celle d'Algérie, avec l'intervention de l'armée française et un nombre de morts presque identique. Et, même une fois l'indépendance accordée, l'armée française est restée présente, a continué à réprimer, pour imposer le candidat de la France, Ahidjo. On peut d'ailleurs signaler en passant que l'actuel dirigeant est le successeur direct d'Ahidjo et qu'il doit en dernier ressort son pouvoir à la répression de l'époque.

Tout cela illustre les ressorts de l'attitude fondamentale de l'impérialisme français, qui sont les mêmes pour l'impérialisme américain, avec des moyens bien plus importants. Quand on parle des pressions impérialistes sur les pays sous-développés, le pillage de ces pays passe par de nombreux intermédiaires, mais les puissances impérialistes se réservent le droit de choisir ce qu'elles protègent. Elles interviennent, ou non, en fonction de leurs intérêts.

De tout temps, en Afrique, il y a eu des mouvements nationalistes qui ont tenté d'échapper à la pression impérialiste.

LES PRESSIONS IMPÉRIALISTES DU TEMPS DE L'URSS

Au temps de l'existence des deux blocs, les pays, notamment les pauvres, avaient dans leur besace un moyen de résister aux pressions occidentales, en s'appuyant dans une certaine mesure sur le bloc soviétique.



Le chancelier Olaf Scholz s'adresse à des soldats allemands, en présence du président lituanien Gitanas Nausėda, sur une base de l'OTAN dirigée par la Bundeswehr, à Pabrade, en Lituanie, près de la frontière avec la Biélorussie.

C'est l'existence de ce bloc, ajouté à un vrai soutien populaire à Cuba, qui a permis à ce dernier pays de garder un régime castriste, alors que l'île est à quelques encablures seulement des États-Unis. À l'époque, bien des dirigeants nationalistes des pays pauvres, de l'Éthiopie de Mengistu au Congo-Brazzaville, ont fait appel à l'URSS pour résister aux pressions excessives des puissances impérialistes. Il en a résulté une série de régimes dans lesquels certains groupes trotskystes ont vu la multiplication d'États ouvriers dégénérés ou déformés. À la même époque, à Brazzaville, il y avait plus de portraits de Marx, Engels, Lénine qu'en Hongrie!

Alors il n'y a pas de revirement de la politique des États-Unis sur le fond, quels que soient les choix tactiques qu'ils seront amenés à faire. Le fond du problème reste d'obtenir des dirigeants dociles.

LES RAPPORTS DE FORCE ENTRE IMPÉRIALISMES

Les discussions dans les assemblées locales ont été nombreuses et ont porté sur des sujets plus variés que d'habitude. Quelle est la portée de ce constat? Et quelles sont les limites des conclusions qu'on peut en tirer? D'abord, la variété des discussions est évidemment surtout due à tout ce qui est intervenu depuis notre congrès de

l'année dernière: l'aggravation de la crise, l'aggravation déjà existante mais prévisible, j'y reviendrai, avec la guerre.

Tout un tas de problèmes nouveaux se posent à nous. Mais, surtout, tout un tas de problèmes nous laissent en entrevoir d'autres, que nous ne connaissons pas encore et surtout dont nous n'avons aucun moyen de vérifier les conséquences dans la lutte de classe réelle.

Pour l'illustrer, nous avons insisté par exemple dans nos textes sur le changement rapide des rapports de force. Pas seulement entre le camp occidental et la Russie, mais aussi à l'intérieur même du camp occidental, notamment entre les différentes puissances impérialistes européennes, et entre chaque puissance impérialiste européenne et les États-Unis.

Prenons un sujet d'actualité: la visite de Macron aux États-Unis. Au-delà du baratin sur l'amitié des peuples en général, et entre les États-Unis et la France en particulier, il y est allé pour mendier que Biden soit gentil avec les capitalistes de France, concernant une seule mesure, prise récemment: la subvention massive accordée par le gouvernement américain à ceux qui investissent aux États-Unis. À sa façon «jupitérienne», il a posé le problème au nom de l'Union européenne, alors que tous les pays de l'Union se tirent dans les pattes...

Macron a souligné les conséquences de cette mesure pour les

capitalistes européens. Ils sont déjà désavantagés par rapport aux capitalistes américains, pour lesquels l'énergie est deux à trois fois moins chère qu'en Europe. Alors, si le gouvernement américain ajoute une subvention de 100 milliards de dollars à tous les capitalistes, américains ou non, qui investissent dans la production sur le sol américain, c'est la Bérézina! Non seulement, les capitalistes américains investiront chez eux, quitte à retirer leurs capitaux investis en Europe, mais les capitalistes européens en feront autant! Du moins, pour la part de leurs capitaux qui sera investie dans la production. Car ceux qui cherchent la spéculation financière sont déjà attirés par le taux d'intérêt américain en hausse...

«Distorsion de concurrence!», s'est écrié Macron. Ce qui en langage normal ne signifie rien en réalité; mais, dans le cadre des bagarres entre capitalistes, cela signifie seulement «distorsion en ma défaveur».

Macron a commencé sa déclaration en disant, en substance: «Biden défend ses propres entreprises et c'est normal, nous on fait pareil.» Il a évidemment raison, sauf que le «pareil» ne signifie pas la même chose suivant que les entreprises protégées le sont par Biden et les États-Unis, ou qu'elles le sont par Macron et la France. Macron reviendra de son voyage avec des phrases ronflantes. Mais ce ne sont pas les phrases ronflantes sur l'amitié éternelle, etc. qui empêcheront qu'un certain nombre d'entreprises françaises seront poussées vers la faillite ou, pour les plus puissantes, déménageront aux États-Unis, et ce, poussées par la concurrence américaine.

LEURS CONSÉQUENCES SOCIALES

On ne peut pas mesurer l'effet cumulatif des différentes mesures et sanctions. Vous comprenez bien que la multiplication des faillites dans cette guerre économique aura des conséquences sociales.

Du côté des nôtres, la classe ouvrière, combien de travailleurs

licenciés, combien de chômeurs supplémentaires?

Et cela ne nous donne pas encore la réponse sur la réaction de la classe ouvrière à tout cela.

Même question à propos des petites entreprises, des sous-traitants, etc. Elles survivent encore grâce au « quoi qu'il en coûte » de Macron. Mais pour combien de temps? Et si la crise commence à ruiner cette couche de la petite bourgeoisie que sont les patrons

petits et moyens, si la petite bourgeoisie d'affaires est poussée à bout, comme semblent l'être ces temps-ci les bouchers et bien d'autres catégories, si ces réactions s'amplifient, la question du fascisme peut se poser autrement qu'aujourd'hui.

Il ne faut pas confondre la poussée électorale actuelle vers l'extrême droite et le fascisme. Le fascisme, ce sont les coups de trique. Avant même l'arrivée de

Mussolini au pouvoir, le fascisme c'était les bandes fascistes qui forçaient les ouvriers à boire de l'huile de ricin. Mussolini est arrivé au pouvoir à la tête de bandes fascistes, pas à la tête d'opinions, parce que ce ne sont pas les opinions qui permettent de diriger, ce sont des forces sociales sur lesquelles on peut s'appuyer, à condition qu'elles existent.

Nos tâches militantes et la guerre

Alors, nos textes ne représentent évidemment qu'un bilan d'étape de nos positions par rapport à la crise et à la guerre telles qu'elles se présentent aujourd'hui. Et les discussions sur ces sujets sont limitées par là même. Mais ce ne sont pas des textes programmatiques en ce sens qu'ils ne résultent pas de notre propre expérience. Ils résultent de l'interprétation d'autres textes, issus de l'expérience de générations antérieures de travailleurs et récapitulée et formulée par des révolutionnaires d'une tout autre envergure que la nôtre.

Nous insistons là-dessus parce que nous entrons dans une période qui n'aura pas la stabilité que nous avons connue au cours des dix, vingt ou trente dernières années, et de surcroît dans un pays impérialiste riche, riche du pillage des pays pauvres, qui n'a pas connu d'événements révolutionnaires ou prérévolutionnaires depuis bien longtemps. L'essentiel de nos problèmes dérive de cette situation. On ne peut vraiment former une organisation révolutionnaire que dans une période révolutionnaire. Aujourd'hui, on ne peut que s'y préparer et préparer nos militants dans cette perspective.

Nous en sommes conscients et nous l'avons toujours été. Nous avons toujours cherché des moyens de contourner cette situation avec des exigences organisationnelles, exigeant par exemple la discipline dans les petites choses pour être entraînés à le faire dans les grandes, ou faire lire des romans pour faire connaître des situations que les camarades n'ont pas connues.

Mais nous devons être conscients des limites de cette façon de faire.

Nous faisons lire bien entendu des livres théoriques, et c'est absolument indispensable. Ces livres contiennent sous forme théorisée les classiques du mouvement communiste révolutionnaire, de Marx et d'Engels pour le passé, et de Lénine et de Trotsky pour un passé un peu plus récent. Cette lecture est fondamentale, vitale, pour fixer le cap et pour trouver des indications pour le respecter. Mais, aussi indispensable que ce soit, il faut retraduire la théorie dans la vie réelle. Lénine citait dans un de ses ouvrages cette phrase du poète allemand Goethe: « *Toute théorie est grise, mais vert et florissant l'arbre de la vie.* » Pourtant, Lénine s'y connaissait en théorie, et il savait en quoi c'est essentiel!

La nouveauté de la situation réside dans une accélération de l'instabilité. On peut même dire que la seule stabilité dans la situation à venir est l'instabilité. Voir à la télé les bombes qui tombent sur Kharkov, Kiev ou Marioupol, ça fait réfléchir y compris des travailleurs peu ou pas politisés. Mais ce n'est pas comme les recevoir sur la tête, ni passer ses nuits dans une cave sans chauffage et sans électricité...

Nous savons, grâce à l'histoire du mouvement ouvrier communiste, quel est le cap à respecter et qu'il ne faut pas perdre, pas seulement en temps de paix, de paix sociale, mais aussi et surtout dans des périodes de guerre sociale et de guerre tout court. Comme bien souvent dans le passé, la guerre est en train de venir

avant qu'on en arrive à la guerre sociale.

Il en a été ainsi à l'époque de la Première Guerre mondiale, où il aura fallu des années de guerre, de souffrances, de destructions, de morts pour que la guerre sociale révolutionnaire surgisse dans un certain nombre de pays et pour arriver au pouvoir dans un seul, la Russie.

Il en a été ainsi, de façon comparable, pendant la Deuxième Guerre mondiale, avec cette énorme différence que les morts et les destructions ont été multipliées. En revanche, les révoltes et les révolutions qui se sont produites à l'époque ont été dirigées par d'authentiques révolutionnaires, mais pas du tout au sens prolétarien, car sous la direction de petits bourgeois nationalistes, c'est-à-dire en fin de compte sous des directions bourgeoises.

Alors, du fait de la relative stabilité de la situation, du moins dans les pays impérialistes, en un certain sens la bourgeoisie a un problème similaire pour son armée, qui n'a pas connu, pour utiliser une de leurs expressions toutes récentes, de « guerre de haute intensité ». À ceci près cependant qu'elle, la bourgeoisie, est au pouvoir et que le prolétariat, lui, devra le conquérir. Elle, la bourgeoisie, dispose d'un appareil d'État qui a la possibilité de mobiliser. La classe ouvrière devra bâtir l'embryon de son appareil d'État dans le feu de la mobilisation. C'est bien pourquoi les guerres locales de la bourgeoisie française, par exemple, ne servent pas seulement à imposer par la force la primauté du grand capital français, notamment dans son ex-empire colonial.

Elles ont aussi pour fonction de servir de terrain d'entraînement.

C'est pour les mêmes raisons que l'Ukraine, où pourtant les troupes françaises, américaines, etc. ne sont pas directement engagées, leur sert de terrain de préparation. Et qu'il soit dit en passant que les états-majors comme tous les spécialistes des affaires militaires intègrent dans leur préparation jusques et y compris les réactions de la population. C'est ainsi que, dans un rapport d'information adressé à l'Assemblée nationale, sous le titre *Préparation à la guerre de haute intensité*, on peut lire ce passage : « *Le respect du confinement le 15 mars au soir a été une énorme surprise.* » « *Le SGDSN (Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale) a acquis la conviction que les gens feront preuve de civisme en cas de conflit de haute intensité.* » C'est une illustration de ce qui les préoccupe... Cela rappelle les discussions, même dans nos rangs, sur le fait que l'autoritarisme de l'État, à l'époque du confinement, n'avait pas seulement pour objet la bonne santé de la population, mais aussi son embrigadement...

C'est ce qui caractérise la bourgeoisie et il faut l'avoir en tête en permanence. Rien, même ce qui paraît évidemment fait pour la vie sociale, n'est fait pour le bien de la population, tout est fonction des intérêts de la bourgeoisie.

Nos textes constituent seulement des sortes de bilans d'étape, par exemple par rapport à la guerre. Et le font à partir du



Les proches d'un jeune soldat russe mort en Ukraine participent au défilé de son « Régiment Immortel », le 9 mai, à proximité de la frontière avec la Mongolie.

Programme de transition, ou plus exactement à partir d'un passage intitulé « *La lutte contre l'impérialisme et contre la guerre* », dans lequel Trotsky récapitule les tâches de la façon suivante :

« *Le succès du parti révolutionnaire dans la prochaine période dépendra, avant tout, de sa politique dans la question de la guerre. Une politique correcte comprend deux éléments : une attitude intransigeante envers l'impérialisme et ses guerres, et l'aptitude à s'appuyer sur l'expérience des masses elles-mêmes.* »

Il nous faut comprendre cette idée, avec tout ce que cette expression résume comme tâches dans la période qui vient.

« *L'aptitude à s'appuyer sur l'expérience des masses elles-mêmes* » : nous devons nous y

préparer dans nos têtes, par toute notre culture politique, par toute la formation, même seulement livresque, que nous avons héritée du passé. Pour le moment, les masses elles-mêmes n'ont pas cette expérience et nous n'en savons rien.

Quant à « *l'attitude intransigeante envers l'impérialisme et ses guerres* », nous ne pouvons la manifester que dans notre propagande et dans nos prises de position. Eh bien, faisons-le ! C'est pour cette raison que, tout en nous étant exprimés assez largement dans nos publications, dans notre dernier CLT et, évidemment, dans les discussions quotidiennes de nos militants, une motion est soumise au congrès sur cette question qui sera centrale pour un bon moment...

Conclusions

Nous écrivions lors de notre congrès de l'an dernier : « *Avec cependant cette grosse réserve que la situation sur le plan économique comme sur le plan politique et dans les relations internationales est sans cesse plus instable que dans le passé, sans cesse plus lourde de menaces.* »

Nos activités, pour le moment, ne changent pas avec la situation. Mais la situation, elle, n'est pas du tout la même. Alors nous sommes petits et pesons si peu sur la situation que nos tâches restent,

pour le moment, exactement les mêmes. Toutes nos analyses et nos explications autour servent à nous préparer, à ce qu'on sache comment cela peut évoluer, à ce qu'on sache anticiper.

Ce sera une période dure, difficile. On est bien obligé d'anticiper sur cet avenir pour savoir que les mêmes tâches, les mêmes mots, que nos tâches ne changent pas, cela n'a pas la même signification suivant la période et le contexte qui nous entourent.

Eh bien, ce qui n'était alors

qu'une anticipation est devenu une réalité.

La guerre est là, à quelques centaines de kilomètres seulement d'ici. La crise a continué à s'aggraver. Elle lie en un tout unique la dégradation de la situation économique et la guerre elle-même, avec les sanctions et contre-sanctions qu'elle provoque.

Alors même qu'elle ne dépasse pas – ou pas encore – les limites de l'Ukraine et qu'elle se fait avec la peau du peuple

ukrainien et des soldats russes, il s'agit de l'affrontement entre la Russie et l'OTAN, le camp des grandes puissances occidentales. Telle quelle, la guerre modifie les rapports de force. Pas seulement entre les camps qui s'opposent, mais aussi à l'intérieur de chaque camp. Entre entreprises capitalistes, entre nations capitalistes, entre puissances impérialistes, alliées militairement et diplomatiquement dans le cadre de l'OTAN et néanmoins rivales. Entre oligarques aussi, issus du même moule de la bureaucratie ex-soviétique, dont les uns ont mis la main sur des entreprises naguère étatiques en Russie, les autres en Ukraine. Et, même à l'intérieur de chaque catégorie, en fonction de leur proximité avec l'équipe au pouvoir central.

La guerre impose sa propre dynamique. La configuration des camps qui se préparent à s'affronter n'est pas encore définie. Mais elle est en train de se dessiner.

Le meilleur moyen d'en mesurer la progression est l'accélération de la course aux armements de tous les grands pays, même ceux qui ne semblent pas concernés dans l'immédiat. Toute l'activité diplomatique tourne autour de la consolidation des alliances ou de la recherche d'alliés. Cette recherche est déjà une des phases, la phase préparatoire d'un futur embrasement général. Même si les têtes pensantes des puissances impérialistes ne savent pas elles-mêmes s'il opposera l'OTAN à la Russie, ou à la Chine. En somme, l'instabilité est devenue le seul aspect « stable » des relations internationales.

Quand, comment cet embrasement général se déroulera-t-il? Nous n'en savons rien, évidemment. À travers quelles étapes prendra-t-il de l'ampleur? Nous avons souvent cité l'exemple de la Deuxième Guerre mondiale. Les historiens en fixent la date de début au 1^{er} septembre 1939, lorsque l'invasion de la Pologne par Hitler mit en branle le système d'alliances entre la Grande-Bretagne, la France et la future Alliance atlantique. Mais quand a-t-elle commencé pour le peuple de l'Éthiopie, envahie par les troupes de Mussolini le 3 octobre 1935 (jusqu'au 9 mai 1936)?

Pour la Chine, envahie par l'armée japonaise? Pour le peuple espagnol, pour qui la guerre civile elle-même se transforma en premier épisode? Alors qu'ensuite, à l'inverse, après l'écrasement des Républicains, c'était un pays « tranquille ».

À partir du moment où la guerre impérialiste commence à monter, il y a une interdépendance « dialectique », de l'état de guerre et de l'état de non-guerre.

Les accords de Munich entre l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, dont les signataires avaient proclamé à l'époque qu'ils avaient sauvé la paix, n'étaient-ils pas, déjà, les premiers pas de la Deuxième Guerre mondiale? Avant même que des actions militaires soient engagées, que les premières bombes tombent, combien de pactes d'alliance signés puis reniés? Il ne s'agit pas de raisonner sur la guerre à venir en fonction du déroulement de la Deuxième Guerre mondiale. Il s'agit de raisonner, par-delà l'enchaînement concret des choses, en fonction des intérêts du prolétariat.

Aujourd'hui, nous n'avons pas d'hésitation politique et du coup, nous dénonçons la guerre à venir, sans même savoir comment les camps se dessineront, parce que politiquement on est sûrs de la nature et du contenu de cette guerre. On s'achemine vers la guerre, c'est ce qu'il

faut comprendre. Et pendant la période à venir, cela pourrait revêtir tout un tas d'aspects extrêmement surprenants. Est-ce qu'on peut écarter par exemple l'hypothèse d'un conflit entre la Russie et la Chine? Ce n'est pas dans la logique des contours qui se dessinent maintenant, mais celapourrait aussi l'être. Imaginons que Poutine se fasse éliminer par ses généraux, qu'il disparaisse et que la Russie ait une autre politique. On pourrait tout à fait imaginer une guerre entre Russie et Chine, manipulée par les États-Unis. Car les États-Unis, vu leur poids, ont cette capacité de dresser les uns contre les autres d'autres pays, suivant ce qui peut leur servir. Dans ce domaine ils n'innovent pas, en laissant les Ukrainiens et les Russes s'entretuer.

C'est une politique qu'ils ont déjà eue dans une certaine mesure, au cours des précédentes guerres mondiales, de commencer par attendre que deux camps s'affrontent, s'affaiblissent, avant d'intervenir quand ils sont sûrs de savoir qui va gagner.

Notre problème n'est pas là. Notre problème est de savoir ce qu'on doit dire aux travailleurs. Et ce qu'on doit leur dire c'est que de toute façon, ce sera une guerre contre nous, qu'on paiera soit par la guerre directement, soit autrement.



Sur un tram, à Lviv (ouest de l'Ukraine), en juillet : « Nous ne permettrons à personne de régner sur notre pays natal »..

KOMMUNARY

Aussi complexe que soit le cheminement vers la guerre, aussi inattendues que puissent être certaines des phases de la guerre future, Trotsky nous donne dans le *Programme de transition* de précieuses indications pour se retrouver sur le terrain de classe, aussi embrouillée que puisse paraître la situation, à travers l'orientation, la propagande et les mensonges des classes dominantes sur les objectifs de la guerre.

Le *Programme de transition*, publié en 1938, c'est-à-dire alors que la guerre était déjà en marche, formule cette idée essentielle : « *Dans la question de la guerre, plus que dans toute autre question, la bourgeoisie et ses agents trompent le peuple par des abstractions, des formules générales, des phrases pathétiques : « neutralité », « sécurité collective », « armement pour la défense de la paix », « défense nationale », « lutte contre le fascisme », etc. Toutes ces formules se réduisent, en fin de compte à ce que la question de la guerre, c'est-à-dire du sort des peuples, doit rester dans les mains des impérialistes, de leurs gouvernements, de leur diplomatie, de leurs états-majors, avec toutes leurs intrigues et tous leurs complots contre des peuples.*

La IV^e Internationale rejette avec indignation toutes les abstractions qui jouent chez les démocrates le même rôle que, chez les fascistes, l'« honneur », le « sang », la « race ». Mais l'indignation ne suffit pas. Il faut aider les masses, à l'aide de critères, de mots d'ordre et de revendications transitoires, propres à leur permettre de vérifier, de distinguer la réalité concrète de ces abstractions frauduleuses. »

Aux abstractions énumérées dans le *Programme de transition*, on peut ajouter aujourd'hui celle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ou encore la souveraineté du peuple ukrainien sur les territoires que les soubresauts de l'histoire lui avaient attribués, avec, en dernier ressort, la bénédiction de l'impérialisme en un moment donné.

Ceux qui brandissent ce slogan, même lorsqu'ils prétendent être trotskystes, sont par leur opportunisme, assumé ou non, des gens du même acabit que ceux

qui, en 1914, ont rejoint l'Union sacrée. Leur trahison n'a pas le même poids, étant donné leur insignifiance, mais il n'en reste pas moins qu'ils ne méritent pas la confiance du prolétariat.

Y compris le droit du peuple ukrainien à opprimer ses minorités. Cela rappelle la situation au Québec, un conflit au départ linguistique. Que la IV^e Internationale pense, au nom du droit des peuples, que les francophones doivent avoir le droit de parler français, c'est tout à fait normal. Mais ils ont soutenu le gouvernement y compris quand celui-ci a voulu obliger les anglophones à parler français.

Même du point de vue du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce qu'ils en viennent à défendre en fait, c'est le droit de l'État ukrainien à opprimer la minorité russophone et d'autres avec elle. Tout cela dans une partie du monde où, dans certaines régions, la population d'un même village peut changer d'identité plusieurs fois. Dans une région qui appartient aujourd'hui à l'Ukraine, les habitants d'un village, sans l'avoir jamais quitté, ont changé six fois de nationalité. Au travers des guerres, cela a été l'empire austro-hongrois, la Tchécoslovaquie, la Tchéquie, l'URSS...

Et tout cela a des conséquences, même pour les gens pas du tout politisés, l'idée que vous inscrivez vos gosses à l'école où ils vont apprendre telle langue, et puis deux ans après, ils ne comprendront plus rien parce qu'on leur fera les leçons dans une autre langue... Ce sont des petits aspects mais ce sont ces petits aspects qui font la vie des peuples. Ce ne sont pas de grands raisonnements politiques.

Pour notre part, nous devons faire nôtre l'idée que, pendant la période qui vient, « *la première tâche dans l'éducation révolutionnaire des travailleurs doit être de développer la capacité à percevoir, derrière les formules officielles, les slogans et les phrases hypocrites, les véritables appétits impérialistes, leurs objectifs et leurs calculs.* »

BÉQUILLE ÉTATIQUE, FINANCIARISATION, PARASITISME CROISSANT DU CAPITALISME

Nous avons dit bien souvent que les guerres sont, comme les grands affrontements de classe et les révolutions sociales, des « accoucheurs de l'histoire ». Ils rendent visibles, ils concrétisent des évolutions portées par des développements antérieurs. Que peut-on en dire aujourd'hui ?

Le pourrissement du capitalisme se manifeste autour de deux évolutions : la financiarisation croissante et le rôle croissant des États dans la vie économique. Ces deux aspects concomitants expriment le parasitisme croissant de la bourgeoisie.

Pour ce qui est du rôle de l'étatisme dans la survie du capitalisme d'aujourd'hui, nous pouvons citer une des conclusions d'un document récent commandité par la CGT, intitulé *Un capitalisme sous perfusion. Mesure, théories et effets macroéconomiques des aides publiques aux entreprises françaises*. C'est un document d'inspiration très réformiste dans sa conclusion, mais qui affirme : « *Le poids que représente ce soutien public aux entreprises a plus que doublé depuis le début des années 2000, passant de 3 % du PIB à environ 6,44 % en 2019, avant donc les mesures d'urgence prises durant la crise sanitaire (ces aides liées à la pandémie constituant plutôt, à ce stade un soutien de type conjoncturel)... Une partie très importante de ces aides publiques représente une sorte de soutien structurel aux entreprises...* »

Oh ! que ces choses sont élogieusement dites par des économistes réformistes ! Plus brutalement, le fonctionnement capitaliste de l'économie ne survivrait pas sans l'État ! Comme toute évolution sous le capitalisme, elle a un caractère contradictoire.

La financiarisation ajoute une dimension supplémentaire au caractère mondialisé de l'économie. Le rôle vital des États dans la survie même du capitalisme exprime les forces tectoniques qui poussent vers la concentration économique. L'un, l'étatisme

croissant, est contrecarré par la propriété privée des moyens de production; l'autre, la mondialisation, l'est par le morcellement étatique.

Le seul moyen de sortir de cette contradiction et d'ouvrir devant l'humanité une phase nouvelle, supérieure, de son évolution: la planification consciente, rationnelle, démocratiquement contrôlée de l'économie. Ce qui exige l'expropriation du grand capital, la disparition de la propriété privée des moyens de production et des frontières nationales. C'est-à-dire la révolution prolétarienne, la victoire du prolétariat et son activité en tant que classe dirigeante, pour transformer les bases mêmes de la vie sociale jusqu'à la disparition des classes.

VERS DES RÉGIMES AUTORITAIRES

L'évolution vers des formes de plus en plus autoritaires, par lesquelles la bourgeoisie exerce sa domination, est visible dans le présent. Pas seulement par cet aspect symptomatique mais superficiel qu'est la poussée vers la droite, vers l'extrême droite, marquée par la banalisation de l'arrivée au pouvoir

gouvernemental d'organisations d'extrême droite. Pas seulement par la mise au pas un peu partout de la population pendant et sous prétexte de la pandémie du Covid, relayée par la mise au pas pleinement au sens guerrier depuis le début de la guerre en Ukraine.

Il n'est même pas nécessaire d'être révolutionnaire pour ressentir cette évolution, pour s'en inquiéter ou, pour ce qui concerne les révolutionnaires, la combattre.

Quelle forme cependant le régime autoritaire prendra-t-il? Quels sont les risques d'un régime fasciste? La grande bourgeoisie en aurait-elle besoin, comme elle en a eu besoin lors des précédentes périodes de grande crise du capitalisme? Et, si oui, en aurait-elle besoin comme force de répression supplémentaire de ses forces étatiques (police, armée)? En aurait-elle besoin jusques et y compris pour prendre la direction de son appareil d'État?

Nous ne sommes pas des devins. La seule certitude est que, malgré toutes les contradictions, toutes les impasses de son système économique, la bourgeoisie ne quittera pas le pouvoir sans y être obligée. Et elle ne pourra l'être que par une classe sociale

qui soit, non seulement capable de l'y contraindre, mais qui soit apte à proposer à l'humanité une nouvelle forme d'organisation de l'économie et de la société.

Depuis Marx, on sait que la classe ouvrière en a les moyens et qu'elle est la seule dont les intérêts objectifs poussent dans ce sens. Nous savons tous que, dans son écrasante majorité, elle n'en a pas conscience, mais nous savons aussi, sur la base de l'expérience de la période entre la Première et la Deuxième Guerre mondiale, que la reprise de conscience et de confiance en elle de la classe ouvrière et la menace fasciste sont deux réponses symétriques et contradictoires à la même crise sociale.

Deux politiques de classes qui s'opposent frontalement: l'une, la classe ouvrière, déterminée à conquérir le pouvoir; l'autre, la bourgeoisie, décidée à s'y cramponner quoi qu'il en coûte. C'est la menace venant du prolétariat qui pousse le grand capital à s'appuyer sur la petite bourgeoisie; et c'est la crise qui affecte cette dernière qui donne au grand capital la possibilité et les moyens de s'appuyer sur des bandes fascistes pour préserver sa domination sociale.

Cela a été le cas entre les deux guerres en Italie, puis en



Les ouvriers d'État de l'arsenal de Brest en grève contre la diminution des salaires, en 1935.

Allemagne. Mais, dans le cas de la France, en 1934, cette menace fasciste a été le facteur déclenchant de la réaction ouvrière qui allait conduire à Juin 1936.

Les seize mois qui séparent les émeutes d'extrême droite du 6 février 1934 et Juin 36 et ses occupations d'usines sont une succession d'affrontements entre les défenseurs de l'ordre bourgeois – le gouvernement lui-même et les groupes fascistes – et le camp des travailleurs. Des affrontements étroitement entremêlés, se nourrissant mutuellement. Bien avant le sommet de la mobilisation en juin 1936, certaines fractions de travailleurs déjà mobilisés en étaient arrivés, non seulement à des grèves et des manifestations, mais à des affrontements ponctuels d'attaques armées.

Dans la période actuelle, la bourgeoisie ne se sent pas menacée au point de faire appel à des bandes fascistes qu'elle n'a pas à sa disposition.

C'est une erreur, par exemple, de confondre l'évolution de l'opinion publique vers l'extrême droite avec la menace fasciste. La réalité sociale ne se définit pas dans le domaine des idées, des opinions, des déclarations, mais dans la lutte de classe.

L'Italie sous le gouvernement de Meloni n'est pas l'Italie des années 1921-1922. Il y a à peine plus d'un mois, alors que Meloni était déjà cheffe de gouvernement, des camarades en activité à Livourne rapportaient que cela n'entraînait ni enthousiasme ni désarroi de la part de ceux avec qui ils ont discuté. «*On a surtout eu le sentiment que c'était la résignation qui primait, y compris parmi les électeurs de Meloni, qui défendaient assez mollement leur vote (enfin, ceux qui se sont arrêtés pour discuter avec nous bien sûr !)*»

Il y a eu quelques réflexions anti-migrants mais, pour citer les copains, il y a eu «*Elle fera peut-être quelque chose*», et l'éternel «*Il n'y a qu'elle qu'on n'a pas essayée*».

L'existence de camarades, même peu nombreux, et la possibilité de faire quelques activités militantes avec eux, et éventuellement leur presse, nous permettent de concrétiser l'idée que nous pouvons nous faire de la situation dans le pays en question.

À condition, bien sûr, qu'on soit sur la même longueur d'onde et qu'il y ait entre nous une relation de confiance qui permette de donner du crédit à leur parole.

Pour illustrer, à lire les articles de journaux pourtant sérieux, comme *Le Monde*, nous aurions pu écrire bien des âneries sur Haïti au mois de septembre, sur la révolte des ouvriers. Ce qu'il y avait derrière, les camarades nous l'ont raconté.

Un mouvement de mécontentement trouve toujours une direction. Cela peut être des islamistes, des nationalistes, des réformistes, en l'absence d'une direction révolutionnaire. Cela peut même être des gangsters qui trouvent une forme d'assentiment dans la classe ouvrière. Maintenant, en l'absence de direction révolutionnaire, un chef de gang occupe le terminal de pétrole et prétend le distribuer à Cité Soleil.

Revenons sur l'exemple donné par les camarades sur Abidjan. Évidemment cela nous fait chaud au cœur. Dans la zone de Yopougon cela ne s'était encore jamais produit par le passé. Mais maintenant, qu'est-ce que cela va devenir? Pour le moment, c'est devenu juste l'espoir que quelques petits syndicats, aussi dégueulasses que les gros, obtiendront leur imprimatur.

Il faut les deux. Il faut la mobilisation des masses. Mais s'il n'y a pas ce qu'on résume par le mot «parti», cela peut suivre toutes les voies possibles et imaginables. Quand nous avons commencé à militer en Haïti, nous nous attendions à tout un tas de choses, mais pas au fait que les bandes de gangsters deviennent un État en constitution. Ce qu'on voit là-bas, c'est la renaissance du macoutisme, à ceci près que le macoutisme, c'était des gangsters qui s'appuyaient ou se retrouvaient derrière un homme politique. Là pour le moment, il y a une demi-douzaine de prétendants, qui se battent pour conquérir le pouvoir à partir de la rue et de leurs fiefs. Est-ce qu'ils y arriveront ou non? On ne le sait pas mais en attendant, c'est un peu comme les bandes fascistes, on est sûrs qu'ils sont contre le prolétariat.

Ce sont les prolétaires qui

se font assassiner. De temps en temps un blanc, parce que c'est sûr qu'il est riche, mais ils ne sont pas assez nombreux là-bas en ce moment pour que ça rapporte. Alors on enlève l'ouvrière qui revient de son travail. Les camarades ne sont pas rentrés dans tous les détails, mais il faut intégrer ce que cela veut dire dans la vie quotidienne de chaque ouvrier: chaque jour, il faut bien calculer par où on passe pour aller au travail. Cela n'a l'air de rien, mais comme vous savez que vous risquez votre vie si vous rencontrez les gangsters, comme ce sont des enfants des quartiers populaires que vous connaissez, vous vous échangez des informations sur leur position, les barrages. Mais ça veut dire que quand vous sortez le matin, il faut partir avant une certaine heure, à plusieurs, etc. Il faut vivre avec. Les gens vivent avec, et nos camarades vivent avec.

En même temps nos camarades ont le courage de prévoir quand même leur fête et ils ont raison. Parce qu'ils ont déjà la demande. Ils militent autour de cela en disant: «*Les gangs nous emmerdent, mais nous il faut qu'on résiste. Et résister ça veut dire continuer à vivre et faire ce qu'on veut faire. Nous c'est cela qu'on vous propose.*»

Ils n'ont aucune garantie que cela marche, ou même que cela ne se termine pas mal. Mais ils estiment que cela vaut le coup à juste raison. Parce que se battre ça vaut toujours le coup, ne pas abandonner le terrain, cela vaut toujours le coup. Le fait de le faire est déjà justifié par le fait que des ouvriers leur demandent déjà combien ils peuvent avoir d'entrées.

Pour revenir à Mussolini: comprendre sa montée est indispensable, pour être conscient de la rapidité avec laquelle les choses changent, lors d'une reprise violente de la lutte de classe. Nous ne sommes pas des devins, mais des militants communistes révolutionnaires.

Les grands événements susceptibles de bouleverser l'histoire de l'humanité, ou même seulement de l'infléchir, mobilisent des millions et des millions de personnes, des classes sociales entières.

La seule certitude pour l'avenir, que nous avons en tant que marxistes, c'est que le capitalisme ne peut pas être l'avenir de l'humanité. Ce n'est pas de la divination, c'est un objectif de combat.

Le même objectif de combat que s'étaient fixé bien avant nous Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky et, suivant la période, des milliers, des millions d'autres et une fraction plus ou moins importante du prolétariat. Chacune de ces générations, en se fixant cet objectif de combat, l'a fait à l'échéance de sa prévisible existence.

Lénine qualifiait l'impérialisme de «*phase sénile du capitalisme*». Sénile, mais pas mort!

La sénilité du capitalisme ne signifie nullement que cette forme sociale mourra de la crise actuelle, pas plus qu'elle n'est morte de la multitude de crises à travers lesquelles la bourgeoisie a maintenu son pouvoir, pas même des plus grandes, comme la précédente grande crise commencée en 1929.

La vie et la survie de formes sociales que l'humanité s'est données au fil du temps n'obéissent pas aux lois de la biologie. Elles obéissent à la lutte des classes.

LA MOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Nous n'avons aucun moyen de deviner ce qui révoltera les travailleurs dans la période à venir. Ce dont nous sommes sûrs, c'est que la bourgeoisie ne leur laissera pas un moment de répit dans la lutte qu'elle mène au monde du travail. Elle subit elle-même la crise et c'est contre les travailleurs qu'elle se retourne en premier lieu. Maintenant, est-ce que les travailleurs seront plus sensibles à la diminution de leur pouvoir d'achat, ou à l'accroissement de l'écart entre leurs conditions d'existence et celles de la bourgeoisie? Personne ne peut le deviner.

Dans notre éditorial de cette semaine (29 novembre), nous avons mis en opposition les mesures du gouvernement contre les chômeurs, poussant un peu plus vers la misère un certain

nombre de travailleurs et leurs familles, et les dividendes qui flambent, comme flambent les rémunérations des PDG, notamment celle de Carlos Tavares, PDG de Stellantis! En affirmant: «*Les montants qu'engrangent la grande bourgeoisie sont tellement astronomiques qu'ils semblent appartenir à un monde parallèle.*»

Nous ne sommes pas les seuls à relever ce contraste: un journaliste télé a comparé la rémunération que Tavares encaisse en un an avec le salaire d'un smicard: il faudrait que celui-ci soit né sous Ramsès II pour rattraper son retard... soit il y a environ 3350 ans!

Alors, évidemment, il n'y a pas d'argument ni de mot d'ordre opératoires. Le facteur déclenchant de la réaction ouvrière peut être une phrase de travers d'un contremaître ou d'un chef quelconque dans une entreprise. Personne ne peut deviner quelle injustice, parmi les mille et mille de la société capitaliste, sera l'étincelle qui mettra le feu.

Le facteur déclenchant en 1905, pour les matelots du cuirassé Potemkine, était les vers qui grouillaient sur la viande qu'ils mangeaient! En Iran, Mahsa Amini a été peut-être la dix millième, la cent millième Iranienne arrêtée et tabassée par la police des mœurs, mais elle en est morte trois jours après. Cette fois, cette mort a provoqué des réactions qui ne cessent pas, et leur extension jusques et y compris aux travailleurs.

Et voyez en Chine, ce qu'a déclenché la gestion autoritaire du Covid-19: des réactions violentes et politiques dans la plus grande usine d'assemblage d'iPhone au monde de l'entreprise Foxconn, à Zhengzhou.

LES OPPORTUNITÉS À SAISIR

Alors, nous l'avons dit bien des fois dans la période récente, il ne s'agit pas de deviner quelle étincelle ici, en France, provoquera l'embrasement... Il s'agit de savoir qu'ici aussi cela peut être n'importe quel événement parmi les millions de choses révoltantes dans cette société.

Le seul mouvement un peu collectif, en dehors des manifestations syndicales bien encadrées et bien maîtrisées par les appareils syndicaux, a été le mouvement des gilets jaunes. Aujourd'hui encore, il est évoqué même par des travailleurs accrochés lors des caravanes. L'événement déclenchant ce mouvement était la hausse des prix des carburants, en dehors des entreprises.

Alors, il ne s'agit pas de passer notre temps à crier sur tous les tons: «la lutte, la lutte!» Il s'agit de profiter de l'écoute des travailleurs, de leur inquiétude face à la crise, aux hausses de prix, face à la crainte des licenciements, pour parler, oui, de la nécessité de la lutte, mais surtout pour les y préparer. Et, derrière ces mots «pour les y préparer», il y a un tas de choses qui feront partie de l'essentiel de nos tâches dans la période à venir. Nous ne faisons pas une liste de tous les aspects de cette préparation. Nous n'aurons pas fini d'en discuter au fur et à mesure que l'actualité (tel débrayage, telle expression de mécontentement parmi les travailleurs, dans ou en dehors des entreprises) mettra en évidence le clou sur lequel il faudra taper.

Disons qu'il s'agit de mettre en avant que, si on veut changer le cours des choses, il faut changer le rapport de force entre la bourgeoisie, le grand patronat, le gouvernement, et la classe ouvrière. Et seule une lutte massive et allant en s'élargissant de la classe ouvrière peut aboutir à changer ce rapport de force. Et la seule façon possible, c'est de faire peur à la bourgeoisie, lui faire vraiment peur.

Aujourd'hui, tout ce qui est catégoriel, partiel, limité, s'il n'y a pas l'étincelle qui mettra le feu partout, c'est un piège. Il faut propager autour de nous l'idée que les revendications que nous avons à mettre en avant doivent partir de ce qui est nécessaire aux travailleurs pour défendre leurs conditions d'existence, et absolument pas de ce que le patronat peut ou ne peut pas accepter. Préparer les travailleurs, cela signifie discuter de tout cela. Cela nous opposera d'emblée à tous les appareils syndicaux et politiques qui, tous, seront guidés par la crainte que les travailleurs

mobilisés sortent du cadre de l'organisation capitaliste de la société.

Rappelons-nous que, bien au-delà des revendications spécifiques – que ce soit les congés payés ou même les augmentations de salaire – qui ont marqué la mobilisation ouvrière de Juin 36, ce qui a fait peur à la bourgeoisie, cela a été les occupations d'usines. Parce que c'était une atteinte à la sacro-sainte propriété privée. Et, vingt ans après la révolution russe, si beaucoup de travailleurs ne savaient pas ou ne savaient plus ce qu'elle signifiait, la bourgeoisie et ses politiciens le savaient bien...

Il faut mettre en avant les revendications du *Programme de transition*. Sous forme de propagande, on n'a jamais cessé de le faire. C'est le moment de passer de la propagande à l'agitation. Quand et comment ? En fonction de ce qui préoccupe les travailleurs.

Le chômage croissant est la plus grande des plaies sociales (Trotsky). La répartition du travail entre tous, c'est une revendication qui parle aux travailleurs depuis bien longtemps, sans les pousser à l'action jusqu'à présent. C'est la brusque envolée de l'inflation, c'est-à-dire la cherté de la vie, qui transforme l'échelle mobile des salaires, ou la hausse des salaires en fonction des prix, en revendications compréhensibles par tous. Car le *Programme de transition* a été rédigé dans une période très semblable à la nôtre. Toutes ses revendications peuvent faire irruption dans l'actualité de façon brutale, jusques et y compris la mise en place de milices ouvrières. La brusque multiplication des bandes fascistes est susceptible de donner de l'actualité à toutes ces revendications.

Voyons avec quelle rapidité le chapitre du *Programme de transition* « La lutte contre l'impérialisme et contre la guerre » est devenue d'une actualité brûlante. Ce sera à l'organisation et à l'ensemble de ses militants d'être suffisamment à l'écoute de la classe ouvrière pour savoir sur quel clou taper, qui soit compris par les travailleurs autour de nous et susceptible d'être repris



Affiche des années 1930, après la réunification de la CGT en mars 1936.
Seuls les travailleurs mobilisés collectivement peuvent donner leur véritable sens aux mots des slogans.

par eux.

Il faut se pénétrer profondément de toutes ces expressions que Trotsky soulignait dans bien des textes, notamment celui qui relate ses discussions avec les militants du SWP américain. Certains de ces militants reprochaient au *Programme de transition* d'être trop radical, quand d'autres lui reprochaient de ne pas l'être assez !

S'agissant de la vaste classe sociale qu'est la classe ouvrière, dans une même montée de la mobilisation, les rythmes des uns et des autres peuvent être différents. Il s'agit d'avoir des revendications qui unissent vers le même objectif ceux qui sont déjà prêts et ceux qui ne le sont pas encore.

Préparer les travailleurs aux luttes à venir, c'est aussi les préparer à la nécessité de contrôler leurs futures luttes. Là aussi, il faut partir de l'état d'esprit, de la conscience des travailleurs par rapport aux syndicats. Il faut partir de l'idée que les syndicats ont leur place dans la lutte, qu'il s'agit de les entraîner ou de les pousser, et qu'on souhaite évidemment qu'ils soient du côté de la base en train de s'ébranler. Mais il faut que la lutte soit contrôlée par ceux qui sont en lutte, ne serait-ce que parce qu'il est indispensable que cette lutte soit menée par l'ensemble des

travailleurs. Or, les membres des syndicats ne représentent qu'une toute petite fraction des travailleurs. Si la participation des syndicats est utile, voire indispensable, à certaines phases de la mobilisation, il ne faut pas cesser de dire et de répéter qu'il ne faut pas accepter qu'ils soient en situation de vendre le mouvement pour un plat de lentilles. Ce n'est pas un procès d'intention vis-à-vis des syndicats. C'est une sage précaution.

Parler des assemblées générales et des comités de grève. En préparer l'embryon dès que l'on sent le climat se réchauffer.

Ce langage, encore une fois, ne nous attirera pas la sympathie des appareils syndicaux. Nous aurons des bagarres à mener sur ce terrain. Toutes les bagarres sont concrètes. Codifier par avance telle ou telle attitude est stupide. Ce serait dire par avance qu'on ne tient pas compte du rapport de force, de quel soutien on bénéficie du côté des travailleurs, etc. Il faudra que nous apprenions à mesurer le rapport de force avec ceux que nous aurons à affronter. Et il faut surtout que nous sachions nous entourer de travailleurs. Il ne s'agit pas de jouer les Zorro de la démocratie syndicale. Il s'agit de faire en sorte qu'un certain nombre de travailleurs sortent de ces bagarres plus conscients qu'au moment de les commencer.

NOS AUTRES TÂCHES POUR LA PÉRIODE À VENIR

Il y a toutes les tâches fondamentales, pour ainsi dire indépendamment de la présente crise et de son aggravation.

Quelques mots sur l'aspect international, c'est-à-dire l'UCI, l'ensemble des organisations et des militants individuels qui se revendiquent des mêmes idées, du même programme, et avec qui nous avons les mêmes relations de confiance que nous avons ou que nous devons avoir dans nos rangs.

Nous voulons contribuer à construire un parti communiste révolutionnaire, mais nous ne sommes pas encore un parti. Nous voulons reconstruire une Internationale communiste révolutionnaire, mais nous ne sommes pas une Internationale. Le cheminement de la construction est en réalité un même mouvement pour les deux. Ce qu'on peut résumer dans cette expression que le mouvement trotskyste utilisait au temps de Trotsky : nous voulons un parti mondial de la révolution communiste.

C'est dans cette perspective que Lutte ouvrière et ses organisations sœurs se considèrent comme une même organisation. Bien sûr, chacune milite en premier lieu dans son pays. Nous discutons cependant ensemble de nos politiques respectives et nous entretenons des relations de confiance fraternelle, pour reprendre au niveau de l'ensemble de l'UCI l'expression utilisée dans le Rapport 43 : « une confiance fraternelle entre révolutionnaires ».

Aux questions « Qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? », Trotsky répondait dans une de ses discussions avec les militants du SWP : « Cette cohésion est une compréhension commune des événements et des tâches, et cette compréhension commune, c'est le programme du parti. » L'existence de l'UCI telle qu'elle est nous impose la préoccupation de l'avenir de nos organisations sœurs, qui sont une autre partie de nous-mêmes. Une des choses que nous avons toujours reprochées aux organisations trotskystes qui s'intitulaient « IV^e Internationale » était la façon prétentieuse de coller

une dénomination sur quelque chose qui ne lui correspondait pas, ni par la compétence politique, ni par le nombre ; et que ce regroupement international n'était pas apte à être même un embryon d'Internationale au niveau où il était.

EN CONCLUSION

Alors, la période qui nous attend sera dure, bien plus dure que ce que nous avons connu jusqu'à maintenant. Nous avons dit l'année dernière qu'elle sera dure au même titre qu'elle l'est déjà et le sera de plus en plus

pour la partie exploitée de la population, plus dure pour trouver du boulot, plus dure pour vivre de son salaire, plus dure par la dégradation des services publics. Nous avons évoqué cela l'année dernière, avant même que la menace de la guerre se précise. L'Ukraine nous donne un exemple d'avec quelle rapidité cette difficulté peut se transformer en difficulté pour vivre et même pour survivre.

À ces difficultés pour tout le monde s'ajouteront les difficultés en tant que militants. Même un événement tel que Mai 68, aussi superficiel fût-il finalement sur le fond pour ce qui est de



Gardes d'extrême droite (Pravy Sektor) devant la maison des syndicats de Lviv, à l'ouest de l'Ukraine, en juillet.

KOMMUNARY

notre combat, nous a valu une interdiction. À l'époque, cette interdiction n'était pas difficile à surmonter.

La Deuxième Guerre mondiale a été accompagnée, en réalité précédée, par l'interdiction de tous les groupes qui se réclamaient du trotskysme, en même temps que l'interdiction du PCF. Les militants comme les organisations ont été brutalement confrontés à une épreuve majeure. Cette fois encore, après des années de démocratie bourgeoise, nous serons confrontés inévitablement à une épreuve de vérité. Il appartiendra à l'organisation comme à chacun de ses militants d'y faire face, en gardant leurs idées et leur enthousiasme.

Nous ne parlons pas seulement de la répression étatique. Regardons comment et avec quelle brutalité la guerre en Ukraine a fait ressortir ce que l'homme peut avoir de plus moche, et ses expressions organisées dans le genre « groupe Wagner » du côté russe, mais aussi « régiment Azov » du côté ukrainien.

Il faut des militants qui soient capables de faire face à la situation à venir, à ses difficultés, à ses dangers, de faire face sur le plan des idées, du programme, et qui ne perdent pas la boussole, quelles que soient les circonstances.

Ce qui signifie, par rapport à la menace de guerre, ce que Trotsky expliquait en 1934 par rapport à la guerre qui approchait : « *Un "socialiste" qui prêche la défense nationale est un petit bourgeois réactionnaire au service du capitalisme en déclin. Ne pas se lier en temps de guerre à l'État national, suivre la carte, non de la guerre, mais de la lutte des classes, n'est possible que pour un parti qui a déjà déclaré une guerre inexpiable à l'État national en temps de paix.* »

Or, en temps de guerre, la pression pour faire dévier les révolutionnaires de leur camp est encore plus puissante qu'en temps de paix. Il faut être capable d'y résister, tout en trouvant la

politique et les mots pour l'exprimer qui ne nous coupent pas des travailleurs.

Être des militants professionnels, c'est garder la capacité de ne pas perdre le cap dans ces circonstances.

Il est indispensable de recruter, gagner, former des militants professionnels pour la situation à venir, et pas pour la situation passée.

Nous militons dans un pays impérialiste riche et nous avons bien souvent eu l'occasion de dire que seules les situations révolutionnaires ou pré-révolutionnaires engendrent des militants révolutionnaires, ou plus exactement sélectionnent ceux qui ont l'aptitude à le devenir.

Alors, nous n'allons pas nous référer au Parti bolchevique. Pour ça, il y a *Que faire ?* de Lénine. Nous pouvons nous référer à notre propre passé, aux origines de notre organisation et à la qualité des militants qui ont été à son origine, à ceux qui ont jeté les fondations politiques et organisationnelles sur lesquelles s'est bâtie notre organisation, à leur engagement, à leur courage, à leur inventivité, à leur aptitude à être à la fois disciplinés et autonomes.

Nous avons reparlé récemment de Mathieu Bucholz, dit Pamp, assassiné par les staliens à quelque 22 ans, et de sa capacité de faire face à toutes les tâches nécessaires pour militer dans la clandestinité. Eh bien, il nous faut recruter et former les futurs Bucholz.

Car les guerres ne font pas disparaître la volonté militante. Après un moment de sidération, la réalité de la guerre, son évolution, suscitent tôt ou tard de nouvelles vocations militantes. Et, surtout, ce sont souvent les grandes épreuves qui conduisent aux grandes révolutions.

Et nous avons, nous devons avoir l'optimisme des révolutionnaires. En tant que marxistes, optimistes sur la prise de conscience du prolétariat, et finalement, au-delà, optimistes dans



Mathieu Bucholz (1922 - 1944)

l'avenir de l'humanité.

Relisons les derniers écrits de Trotsky, notamment ce texte qui a été joint à son *Journal d'exil* (1935) mais fut écrit en 1940, l'année de son assassinat, mais aussi où le « minuit dans le siècle » dont parlait Victor Serge avait atteint son apogée, avec la phase la plus active de la guerre.

« Pendant quarante-trois années de ma vie consciente je suis resté un révolutionnaire ; pendant quarante-deux de ces années j'ai lutté sous la bannière du marxisme. Si j'avais à tout recommencer, j'essaierais certes d'éviter telle ou telle erreur, mais le cours général de ma vie resterait inchangé. Je mourrai révolutionnaire prolétarien, marxiste, matérialiste dialectique, et par conséquent intraitable athéiste. Ma foi dans l'avenir communiste de l'humanité n'est pas moins ardente, bien au contraire elle est plus ferme aujourd'hui qu'elle n'était au temps de ma jeunesse. »

Nous devons aborder la période avec le même optimisme pour l'avenir, avec cette conviction que nous sommes en tant que militants, en tant qu'organisation, les anneaux indispensables qui relient notre époque à une société future délivrée des chaînes du capitalisme. C'est à cette aune-là qu'il faut mesurer notre engagement, nos tâches et les difficultés au quotidien.



Interventions des groupes invités

Nous publions ci-dessous de larges extraits des interventions des organisations sœurs de Lutte ouvrière, regroupées au sein de l'Union communiste internationaliste. Nos lecteurs peuvent retrouver leurs organes de presse respectifs sur Internet (voir en quatrième de couverture, ou à partir du site de l'Union communiste internationaliste <https://www.union-communiste.org/fr>).

Combat ouvrier (Martinique et Guadeloupe)

POURSUITE DE LA MOBILISATION CONTRE LA SUSPENSION DES SOIGNANTS

Après la révolte sociale de novembre 2021, la Martinique et la Guadeloupe n'ont pas connu cette année de nouvelles explosions de colère. Cette révolte était partie des grèves et de la colère des personnels soignants

suspendus sans salaire pour ne s'être pas vaccinés contre le Covid. Ils tombaient et tombent encore sous le coup de la loi du 5 août 2021 sur l'obligation vaccinale.

Pendant toute l'année, le gouvernement s'est concentré minutieusement sur la répression des bandes de jeunes qui avaient organisé des émeutes nocturnes à Pointe-à-Pitre et à Fort-de-France et tiré sur la po-

lice à balles réelles. Ils avaient aussi attaqué des casernes de gendarmerie. Plusieurs chefs de bande, ceux que la presse appelle les « grands frères », ont été arrêtés à leur domicile et emprisonnés dans l'Hexagone. D'autres purgent des peines de prison aux Antilles mêmes. Régulièrement, on apprend l'interpellation de l'un d'eux par la police. Ce fut le cas encore il y a encore huit jours. Au sein de ces



Le 12 novembre, à Pointe-à-Pitre, manifestation des syndicats et des soignants suspendus, dans le village de la route du Rhum.

bandes de jeunes, il existe une grande majorité de jeunes chômeurs, déclassés, marginaux qui tombent dans la drogue, la délinquance et les règlements de comptes. Ils n'ont plus peur de rien, ne craignent ni la prison ni la mort, estimant qu'ils n'ont plus rien à perdre dans cette vie pourrie. C'est un phénomène qui s'aggrave aux Antilles et en Guyane comme partout dans le monde. Les noms que se donnent elles-mêmes ces bandes sont révélateurs : « chyenlari », les chiens de rue, « section criminelle » ou « microbros mafia ».

En Guadeloupe, les organisations du collectif contre l'obligation vaccinale, réunissant l'ensemble des syndicats et plusieurs organisations politiques, dont la nôtre, poursuivent leurs actions pour la réintégration des soignants suspendus.

En Martinique, le mouvement est moins actif sur ce point, après que l'unité syndicale s'est fissurée.

En Guadeloupe, le collectif poursuit ses meetings hebdomadaires un peu partout et ses manifestations de rue. Plusieurs manifestations ont eu lieu ces derniers jours sur le site d'arrivée de la Route du rhum. Le 17 novembre, plusieurs centaines de manifestants ont défilé avec des torches et sont montés sur le podium de la Route du rhum. Ce sont toujours les organisations nationalistes de l'UGTG et du LKP qui dirigent ces manifestations. Notre groupe soutient le mouvement et participe le plus souvent possible à ses manifestations.

Ce sont ces manifestations incessantes qui ont provoqué le débat houleux il y a quelques jours à l'Assemblée nationale sur la réintégration des soignants suspendus. Le député Olivier Serva, favorable à la réintégration des soignants, qui avait lancé à son collègue opposant, en plein hémicycle, « *Toi tu vas la fermer* », a été acclamé par

une foule venue l'accueillir en fanfare à l'aéroport de Pointe-à-Pitre. Depuis cette petite phrase, sa popularité est montée de plusieurs crans.

MOBILISATION CONTRE L'EMPOISONNEMENT DE LA POPULATION

En Martinique, ce sont plutôt des mobilisations anti-chlordécone qui ont eu lieu. Pour rappel, ce pesticide avait été autorisé entre 1972 et 1993. Il était utilisé surtout par les gros planteurs békés dans les bananeraies des Antilles, empoisonnant ouvriers agricoles et population, polluant eaux et productions agricoles, alors que sa toxicité et son pouvoir persistant dans l'environnement étaient connus depuis les années 1960.

Après une grande manifestation de plusieurs milliers de personnes en février 2021, il y en a eu une seconde le 28 mai 2022, regroupant un millier de personnes aux cris de « Non à l'impunité », « Condamnez les pollueurs-empoisonneurs, pas les militants ».

Dans cette affaire, le réquisitoire du parquet de Paris est tombé le 25 novembre dernier. Il se prononce comme on s'y attendait pour un non-lieu, favorable donc aux empoisonneurs et leurs complices ! C'est-à-dire favorable à l'État et aux gros planteurs békés.

Toujours en Martinique, la justice, si clémente avec les empoisonneurs-pollueurs, s'acharne contre les militants anti-chlordécone, ou militants rouge-vert-noir (couleurs du drapeau nationaliste qu'ils arborent). Plusieurs d'entre eux, auteurs ou pas ces dernières années d'actions contre les biens des possédants békés ou des symboles du colonialisme, sont poursuivis. Certains sont déjà condamnés. Combat ouvrier dénonce la justice coloniale et est solidaire des militants lors des procès.

EMPOISONNEMENT DE L'EAU

Sur le plan social, la hausse des prix pèse énormément sur les classes populaires. Cette inflation vertigineuse est encore plus forte aux Antilles que dans l'Hexagone. Comme en France, la pauvreté augmente, avec un niveau de salaire et de revenu général encore plus bas aux Antilles.

La tempête Fiona a fait beaucoup de dégâts matériels et humains. Le réseau d'adduction d'eau a particulièrement souffert, d'autant plus qu'il était déjà pourri. Les coupures d'eau ont redoublé et les interdictions de boire l'eau se multiplient. On savait déjà que l'on trouvait dans l'eau dite potable du chlordécone et des matières fécales, mais maintenant on y trouve de l'aluminium à un taux intolérable. Résultat, il vaut mieux ne pas boire l'eau du robinet du tout. Et le prix des bouteilles d'eau minérale a augmenté, comme tous les produits.

Pendant la Route du rhum, des voix se sont élevées pour réclamer avec humour une Route de l'eau !

UN CONTRE-FEU POLITICIEN : DÉCENTRALISATION ET AUTONOMIE RÉGIONALE

Sur le plan politique, ce qui a marqué l'année a été l'Appel de Fort-de-France des élus des outre-mer français, hors océan Pacifique, le 17 mai dernier.

En quoi consistait cet appel des dirigeants locaux de la Guadeloupe, de la Martinique, de Saint-Martin, de La Réunion, de Mayotte et de la Guyane ?

J'en cite un extrait : « *Face aux situations de mal-développement structurel à l'origine d'inégalités de plus en plus criantes... les présidents ont rappelé l'urgence d'ouvrir une nouvelle étape*



Au meeting du 14 novembre en Martinique pour soutenir les militants anti-chlordécone inquiétés par une justice coloniale.

historique pour nos territoires d'outre-mer.»

Ils poursuivent en proposant d'agir sans délai pour :

«1° Refonder la relation entre nos territoires et la République par la définition d'un nouveau cadre permettant la mise en œuvre de politiques publiques conformes aux réalités de chacune de nos régions;

2° Conjuguer la pleine égalité des droits avec la reconnaissance de nos spécificités, notamment par une réelle domiciliation des leviers de décision au plus près de nos territoires.»

Ces dirigeants d'outre-mer concluaient en réclamant avec urgence une rencontre avec le chef de l'État.

Ils s'étaient succédé sur les ondes pour dire qu'ils ne voulaient pas de réunions petits fours. Car ils voulaient une véritable réunion de travail avec Macron.

Alors ils eurent droit à un dîner à l'Élysée.

Car, si Paris vaut bien une messe, il faut croire que Fort-de-France vaut bien une bonne table.

Les élus eurent quand même droit avant ce dîner à une réunion avec Darmanin, qui est

aussi ministre des Outre-mer.

Et voilà nos dirigeants d'outre-mer sortis tous heureux de l'Élysée. « Nous avons été entendus », ont-ils déclaré ! Ou encore : « Nous avons été reçus comme nous le voulions. »

Jusqu'à présent, personne ne sait exactement où l'État et les élus veulent en venir. Et peut-être ne le savent-ils pas eux-mêmes.

Alors, nous en sommes réduits à supputer, à partir de ce que disent commentateurs et journalistes. Il serait question de révision de la Constitution pour revoir les différents statuts d'outre-mer, de la Nouvelle-Calédonie à la Guyane. En fait, ces changements vers une décentralisation plus poussée ne seraient pas uniquement destinés à de nouveaux domaines. Cette politique avait été conçue déjà, bien avant, comme une réponse au mouvement des gilets jaunes envers les « territoires » métropolitains.

Les changements iront-ils

plus loin pour l'outre-mer ? Par exemple vers une véritable autonomie, avec ou sans un zeste de pouvoir législatif ? Certains représentants le demandent clairement. Mais ils sont très divisés sur ces questions. Le gouvernement se dit prêt à répondre « à la carte », selon chaque territoire.

Il veut répondre aux révoltes sociales des outre-mer par des changements juridico-administratifs et constitutionnels. Il n'y parviendra pas, car les raisons des révoltes sont profondément sociales : ce sont les bas salaires, la pauvreté accrue au sein des couches populaires, les difficultés quotidiennes pour faire face à la hausse des prix, la dégradation des services publics de santé, de la distribution de l'eau, du logement.

CE QUE DISENT LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX

Ce sont toutes ces raisons qui ont conduit l'électorat populaire et bon nombre de travailleurs d'une part à l'abstention massive, comme d'habitude, et d'autre part au rejet de Macron et de sa politique, aux élections présidentielle et législatives. L'électorat a très largement voté Mélenchon au premier tour et très largement Le Pen au deuxième tour. Le candidat lepéniste de la troisième circonscription de la Guadeloupe à l'élection législative a manqué son élection d'un millier de voix.

Certes, c'était un vote d'opposition, mais au deuxième tour c'était quand même un vote pour l'extrême droite.

Aux Antilles aussi, Marine Le Pen a réussi sa dédramatisation. L'argument du racisme contre le RN ne marche plus. Marine Le Pen a maintenant des candidats et des électeurs noirs locaux et de milieu populaire. Ce ne sont plus uniquement des Blancs et de milieu aisé, comme dans le passé.

En Martinique et en Guade-

loupe, l'émigration haïtienne est forte et une bonne partie de la population en fait facilement un bouc émissaire de tous les maux qu'elle subit. Elle est confortée en cela par certains individus et aventuriers locaux qui se font une petite popularité en surfant sur la xénophobie. Et les grands partis de gouvernement laissent faire, quand ils n'en rajoutent pas eux aussi.

Notre campagne présidentielle et législative s'est bien déroulée, même si les résultats ne progressent pas. Sur les deux îles, nous avons obtenu 1,98% à la présidentielle.

Aux législatives, nous avons obtenu 1,18% sur huit circonscriptions, c'est-à-dire sur la totalité des circonscriptions. Le fait un peu nouveau, et qui a été remarqué dans le public, c'est que nous avons présenté cinq jeunes sur huit candidatures en position de candidats titulaires. Mais surtout le fait de voir des jeunes à la télé a plu à la population, même si, encore une fois, cela ne s'est pas traduit dans les urnes, mais pas moins que d'habitude. Aux élections, nous brillons en effet par une remarquable stabilité.

Autre nouveauté: pour la première fois, le Parti communiste guadeloupéen a appelé à voter Combat ouvrier dans toutes les circonscriptions où il n'avait pas de candidat en Guadeloupe, c'est-à-dire dans trois circonscriptions sur quatre.

Je vous en parle juste à titre d'information, mais il n'y a absolument rien à en dire de plus.

États-Unis

Cette année a été une année électorale importante aux États-Unis. Malgré les prévisions d'une grande vague républicaine, la composition du Congrès n'a que très peu chan-

LES LUTTES DANS LES ENTREPRISES

Certaines ont été longues et sont restées isolées. Ce fut le cas à Carrefour Market en Martinique où la grève a duré six mois, et à ArcelorMittal en Guadeloupe où la grève a duré une année. À Carrefour Market, les travailleurs n'ont pas obtenu tout ce qu'ils demandaient. Mais ils ont quand même gagné 2% d'augmentation de salaire et l'augmentation de la valeur des tickets-restaurants. Chez ArcelorMittal, il n'y a pas eu de succès matériel, mais un gros succès moral contre un patron raciste et méprisant.

Une grève vit une forme d'organisation plus poussée des travailleurs, à Datex. C'est une entreprise qui prépare des repas pour les collectivités, les écoles et collèges. Un comité de grève a été élu et a dirigé la grève. Après quinze jours de grève, le 28 octobre, les salariés ont obtenu 150 euros d'augmentation de salaire, le paiement des jours de grève et le bonus Bino. Il s'agit du bonus de vie chère instauré par l'accord Bino à l'issue de la grève générale de 2009. Il permet à certains salariés rémunérés jusqu'à 1,4 smic de bénéficier, sous conditions, d'une prime de 100 € net de la part de l'employeur. Cet accord Bino porte le nom du camarade de la CGTG Jacques Bino, assassiné on ne sait par qui, pendant les émeutes à Pointe-à-Pitre, dans la nuit du 17 au 18 février 2009.

Autre sujet de satisfaction: nos camarades de la banane de l'habitation Bois-Debout à Capesterre ont gagné en Cour de

cassation. La direction se trouve donc obligée d'accorder à 62 travailleurs le respect de la loi de mensualisation, de payer les arriérés de salaire, le 13^e mois, le bonus Bino. Certes, c'est une victoire juridique, mais c'est aussi le prolongement d'une forte combativité sur le terrain depuis des années. Dans cette plantation, les travailleurs ne se laissent pas faire: grèves, débrayages y sont fréquents chaque année. Car les conditions de travail sont ignobles. Les morts par accidents de travail y sont nombreuses. Le 22 avril dernier, un travailleur s'est écroulé, mort, avec un régime de 60 kg sur lui. On compte onze morts et plusieurs blessés sur cette plantation en trente ans.

Avec cette victoire obtenue en cassation, les travailleurs de Bois-Debout se sont sentis vengés.

Parmi les grèves notables, celle des agents de la CTM dans les collèges et lycées en Martinique. La CTM, collectivité territoriale de Martinique, gère la Martinique sous l'autorité de l'État. Les agents, à l'issue de leur grève en octobre, ont obtenu 12 postes. Ils ont obtenu aussi 22 contractuels et 100 agents sous contrat PEC (parcours emploi compétences). Certes, ces derniers ne sont pas des postes définitifs. Mais c'est déjà bon à prendre et c'est la lutte qui a permis d'obtenir ce résultat.

Une autre grève a fait l'actualité aussi en Martinique, c'est la grève de chauffeurs de bus de plusieurs entreprises. Elle a permis des améliorations de leurs conditions de travail.

gé, après cette élection qui a coûté 67 milliards de dollars, un nouveau record pour des élections de mi-mandat. Les démocrates maintiennent une petite majorité au Sénat et les républi-

cains ont maintenant une légère majorité à la Chambre des représentants – une petite marge similaire à celle des démocrates lorsqu'ils avaient remporté les élections en 2020.

L'élection a tourné autour de trois grandes questions tirant dans des directions différentes : l'économie, l'avortement et le nombre de candidats républicains dont les campagnes étaient centrées sur leur loyauté envers Trump et son affirmation que l'élection de 2020 lui avait été volée.

INÉGALITÉS SOCIALES CROISSANTES ET GESTION DÉMOCRATE

Les démocrates se sont retrouvés face à une population qui les rendait responsables de la situation économique, puisqu'ils étaient au pouvoir et contrôlaient tous les leviers du gouvernement national. Ils n'ont pas été aidés lorsque Biden a déclaré en octobre que sa politique était efficace pour réduire l'inflation, alors que les prix des denrées alimentaires, des loyers, des articles ménagers, des voitures d'occasion, des intérêts sur les cartes de crédit et des frais de scolarité des enfants dans les écoles dites publiques s'envolaient.

Biden s'est aussi vanté d'avoir remis les gens au travail. C'est vrai que le taux de chômage s'élève officiellement à 3,5% de la population dite active. Mais, en réalité, 37% de la population en âge de travailler a été exclue des statistiques en septembre. Ceux qui avaient un emploi – en particulier les plus jeunes – travaillaient le plus souvent en intérim, à temps partiel, en CDD ou avaient un emploi de type Uber.

Le Parti démocrate, défenseur loyal de la classe des capitalistes, s'est bien gardé de suggérer que les problèmes économiques découlaient de l'augmentation des bénéfices des entreprises.

Mais les bénéfices continuaient d'augmenter et la population le voyait bien, aussi bien sur les lieux de travail que dans les grands titres des journaux té-

lévisés. Les marges bénéficiaires nettes des grandes entreprises ont été de 9,5% cette année, la valeur la plus élevée jamais enregistrée. Cette année aussi, les PDG des 350 plus grandes entreprises ont été payés environ 400 fois plus en moyenne que les ouvriers. Un autre record battu. Ce ne sont peut-être que des symboles, mais ces chiffres montrent clairement l'écart énorme et croissant qui sépare les plus riches de tous les autres aux États-Unis.

RECU DE L'ESPÉRANCE DE VIE

Cet écart, qui ne cesse de s'agrandir, a des conséquences mortelles. L'espérance de vie a diminué de près de deux ans et demi au cours des deux dernières années, après une baisse de deux ans déjà en 2015-2016. Derrière ces chiffres se cache la réalité d'un pays qui a très peu de législation sociale : on peut se voir refuser des soins médicaux quand on ne peut pas payer ; il n'y a pas de crèches publiques ; presque la moitié des travailleurs qu'on disait essentiels pendant la pandémie n'ont pas eu droit à un congé maladie.

Les services publics ne fonctionnent plus et ce n'est plus seulement un problème d'infrastructures en mauvais état.

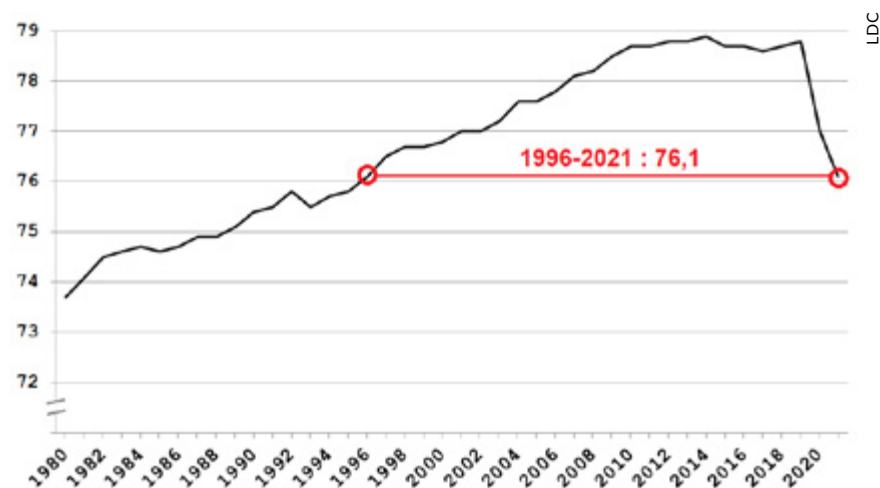
Certains réseaux de distribution d'eau se sont arrêtés dans plusieurs villes cette année et des villes entières ont été détruites par des incendies ou des inondations. Les services publics comptent près d'un million de travailleurs de moins qu'avant la pandémie. Tout simplement, le gouvernement n'embauche pas et ne fournit plus les services qu'il fournissait auparavant.

Cela se voit et les gens dénoncent le fait que l'argent qui devrait servir à la population sert en fait à faire la guerre. Le budget militaire actuel sous Biden s'élève à 786 milliards de dollars, un montant record adopté par un Congrès à majorité démocrate.

LE DROIT À L'AVORTEMENT EN DANGER

Si les élections avaient été dominées uniquement par la question de l'économie, une vague républicaine aurait sans doute emporté beaucoup plus de sièges démocrates.

Mais les républicains se sont retrouvés face à une population qui, dans sa grande majorité, souhaite que la décision d'avorter soit laissée à la femme et à son médecin. La plupart des candidats républicains avaient affirmé haut et fort leur opposition à l'avortement lors des élec-



Évolution de l'espérance de vie à la naissance aux États-Unis, de 1980 à 2021 (source : US Center for Disease Control and Prevention).

tions primaires précédentes, où les fondamentalistes chrétiens constituaient une part importante de l'électorat républicain. Mais la décision de la Cour suprême est arrivée, annulant le droit des femmes à choisir l'avortement. Renvoyé au niveau des États, où les républicains contrôlent la majorité des gouvernements, l'avortement voyait ainsi sa légalité menacée pour plus de la moitié des femmes du pays. Dans des États comme la Californie et New York, où le droit à l'avortement n'était pas menacé immédiatement, cela ne semblait pas être un problème majeur. Mais, dans un certain nombre d'États du Midwest et dans certains États du Sud, cette question a joué un rôle important. Ce sont ces États clés qui ont permis aux démocrates de remporter les sièges du Sénat qu'ils s'attendaient à perdre. Dans le Michigan, où un référendum avait été mis sur le bulletin de vote, visant à garantir le droit à l'avortement par le biais de la Constitution de l'État, il s'agissait d'un enjeu majeur, qui a fait passer le gouvernement de l'État aux mains des démocrates.

Enfin, les républicains ont aussi dû faire face au fait qu'un grand nombre de leurs candidats qui avaient gagné les primaires étaient des partisans de Trump et soutenaient que l'élection de 2020 lui avait été volée; beaucoup ont cautionné la prise du Capitole le 6 janvier 2021. Cela a certainement coûté aux républicains des votes de la classe moyenne. De fait, cela leur a aussi coûté des sièges au Congrès.

RECU L DÉMOCRATE EN NOMBRE DE VOIX

Les élections ont eu comme résultat immédiat un pouvoir scindé en deux, avec d'un côté un démocrate à la présidence et une majorité démocrate au Sénat, de l'autre une majorité

républicaine à la Chambre des représentants. Les démocrates se sont félicités de ne pas avoir été emportés par une vague républicaine. Mais ce n'est pas toute l'histoire. Derrière le remaniement du Congrès qui peut sembler insignifiant, il y a un net glissement vers la droite. Les républicains ont obtenu beaucoup plus de voix globalement, non seulement dans les circonscriptions solidement républicaines, mais aussi dans la plupart des circonscriptions où les démocrates se sont maintenus. Au moins 5 millions de personnes de plus ont voté républicain plutôt que démocrate, ce qui représente un changement significatif par rapport au nombre global de votes qui, habituellement, favorise plutôt les démocrates.

SYMPTÔMES DE COLÈRE OUVRIÈRE

En surface, il semble que le malaise social que nous avons vécu ces dernières années est toujours là cette année. Il n'y a pas eu à ce jour de grèves majeures comme dans d'autres pays.

Mais dans ce pays, le plus capitaliste de tous, des lois envoient les mouvements sociaux dans l'industrie sur des voies de garage bureaucratiques. Il y a eu néanmoins des petits aperçus de colère ouvrière. Sur six syndicats du rail, les travailleurs de deux d'entre eux ont voté contre un contrat plus ou moins imposé par Biden, et des grèves sont prévues en décembre – même si Biden pourrait les repousser encore une fois d'un trait de plume. Il y a eu des grèves locales isolées – les travailleurs du papier, des journaux, les enseignants, les mineurs, les concierges des cités. À la fin du mois d'octobre, 6 000 travailleurs de 234 magasins Starbucks ont suivi jusqu'au bout le processus juridique tortueux nécessaire pour que le gouvernement

organise un vote afin de décider s'ils pouvaient se syndiquer. Ce n'est qu'une goutte d'eau dans une entreprise qui compte près de 16 000 magasins et 350 000 travailleurs. Mais c'est tout de même une goutte. Tout comme le vote de l'an dernier dans le seul établissement d'Amazon qui a réussi le parcours du combattant pour voter la reconnaissance légale de son syndicat.

Cette année, alors que la police a déjà tué près de 900 personnes, il n'y a pas eu d'explosion comme celle qui avait suivi le meurtre de George Floyd. Mais il y a eu des manifestations locales contre la violence qui ont parfois permis d'inculper un policier ou de faire libérer de prison quelqu'un accusé à tort. Cela paraît minime, mais ça témoigne de la colère qui couve juste sous la surface de ce prétendu phare de la démocratie.

Il y a du mécontentement et du ressentiment à de nombreux niveaux. Nous avons pu le constater à notre petite échelle au travers de nos activités, notamment les campagnes électorales dans trois des quatre États où nous sommes présents. Cela a constitué notre principal travail de l'année, même si tout le reste – les bulletins d'entreprise, les ventes publiques, les efforts de recrutement, l'activité syndicale, notre fête, les pique-niques, etc. – a continué comme avant.

LA CAMPAGNE DU WORKING CLASS PARTY

Cette fois-ci, nous avons pu, par divers moyens, présenter des candidats dans trois États sous la désignation Working Class Party (Parti de la classe ouvrière). Les États-Unis n'ont pas vu de parti politique de la classe ouvrière lors d'un scrutin depuis la candidature d'Eugene Debs à l'élection présidentielle il y a 102 ans. Et, à l'époque, c'était plutôt un parti



Les candidats du Working Class Party dans le Michigan.

ouvrier-paysan. Nous avons fait campagne, une fois de plus, autour de la nécessité pour les travailleurs de former leur propre parti politique. Pour illustrer ce que cela signifie, nous avons essayé de discuter des réponses qu'un parti ouvrier apporterait aux grands problèmes auxquels nous sommes confrontés : l'inflation, le manque d'emplois corrects, la capacité de contrôler nos emplois. Mais nous avons également discuté du fait que nous n'obtiendrons pas ces choses à moins que les travailleurs se battent pour les imposer. Dans le Michigan, en particulier, le référendum sur l'avortement faisait partie du scrutin, donc c'était un sujet de débat. Nous avons dit qu'il était logique de voter oui au référendum, pour ne pas laisser entendre uniquement la voix des personnes qui s'opposent aux femmes. Mais personne ne doit croire qu'un droit quelconque dans ce pays est garanti ou permanent. La décision de la Cour suprême le prouve. Et nous disions aussi que, même lorsqu'un droit existe, ce n'est pas vraiment un droit, car vous ne pouvez pas, par exemple, vous faire avorter si vous n'avez pas l'argent pour.

Quel que soit l'État où nous étions, nous obtenions une réaction immédiate lorsque nous

disions que les travailleurs avaient besoin de leur propre parti. Souvent, nous n'avions même pas besoin de le dire. Le nom de notre liste sur le bulletin de vote le disait pour nous. Et nous étions bien visibles.

Dans le Maryland, nous avons des candidats au poste de gouverneur et de lieutenant-gouverneur. Nous avons obtenu un peu plus de 17 000 voix, soit 0,86%. C'est proche du 1% nécessaire pour rester sur le bulletin de vote, comme parti reconnu, sans avoir à présenter une nouvelle pétition.

Dans l'Illinois, nous avons pour la première fois un candidat à un siège de la Chambre des représentants. C'était la plus grande circonscription où nous pouvions nous présenter. Nous y avons obtenu plus de 4 600 voix, soit 3,4%.

Dans le Michigan, nous nous présentons déjà depuis 2016, et nous avons cette fois-ci onze candidats. Il y a dans l'État treize circonscriptions pour la Chambre des représentants au Congrès fédéral et nous avons des candidats dans sept de ces circonscriptions, soit un peu plus de la moitié. Pour la première fois, nous en avons un dans l'extrême nord de l'État, et un autre sur sa côte ouest. Leurs scores sont variés, de 4 200 à 9 100 voix, de 1,2% à 3,77%.

Nous avons également eu trois candidats au Sénat de l'État, qui ont eu des scores légèrement meilleurs. Et nous avons un candidat sur l'ensemble de l'État, pour un poste de conseil scolaire. Les suffrages en sa faveur vont nous permettre de demeurer parti reconnu l'année suivante : cette fois-ci, elle a recueilli plus de 135 000 voix, soit un peu plus de 3% de tous les électeurs de l'État.

Il est vrai que nous avons bénéficié des votes de ceux qui veulent protester contre les deux grands partis. Mais, dans deux de nos trois États, nous étions en face d'autres partis minoritaires : dans le Maryland, les Libertariens (extrême droite) et les Verts. Dans le Michigan, il y avait quatre autres partis minoritaires, dont les Libertariens et les Verts. Dans cet État, nos candidats, à une exception près, ont obtenu un meilleur score que tous les autres minoritaires. Nous pouvons donc considérer que les gens qui ont voté pour nous non seulement l'ont fait contre les deux grands partis bourgeois, mais ont aussi choisi la manière d'exprimer leur protestation.

L'absence d'un parti de la classe ouvrière à l'échelle fédérale a fourni une belle opportunité à un démagogue comme Donald Trump. Il a joué sur la colère des gens face à leur appauvrissement croissant et leur ressentiment d'être balayés comme des déchets, méprisés par ceux qui ont des privilèges. À grande échelle, ce que nous avons fait n'est peut-être pas très perceptible. Mais ce n'est pas négligeable car, sans nous, il n'y aurait rien du tout. Et nous l'avons fait au nom des intérêts communs à l'ensemble de la classe ouvrière. Nous avons dénoncé le racisme, le nativisme (la xénophobie) et la misogynie que les deux partis déversent – Trump ouvertement, les autres insidieusement.

Workers' Fight (Grande-Bretagne)

Pour une fois nous commençons par de bonnes nouvelles.

Comme vous l'avez rapporté dans votre propre presse, que ce soit dans les chemins de fer, les services postaux ou les ports, des dizaines de milliers de travailleurs ont fait grève pour les salaires et les emplois depuis le début de l'été. Et maintenant, avec le renfort des profs à l'université, des infirmières, des fonctionnaires et des enseignants, ce sont des centaines de milliers de personnes qui pourraient bientôt être en grève.

Certes, à cause des nombreuses lois antisyndicales, un vote en faveur de la grève – même s'il dépasse 90% – ne signifie pas qu'il y aura effectivement une grève ! Mais ce qui est nouveau avec les votes récents c'est que, cette fois, les dirigeants syndicaux ne les ont pas seulement utilisés comme monnaie d'échange dans leurs négociations avec les patrons.

Il y a eu de véritables grèves. Sur les docks, les travailleurs ont débrayé plusieurs semaines d'affilée. Cela dit, la grève des dockers à Felixstowe – le plus grand port à conteneurs de Grande-Bretagne – a pris fin sans solution en octobre. Les patrons ont juste imposé une augmentation de salaire de 7% plus une prime de 500 livres sterling, alors que les travailleurs avaient rejeté cette offre par leur vote. Sur les docks de Liverpool, la dirigeante du syndicat Unite, Sharon Graham, a fait mieux. Les travailleurs ont obtenu des augmentations de salaire de 14% à 18,5%, plus que l'inflation. Graham attribue ce succès à sa capacité à « faire levier ». Ce qu'elle entend par là, c'est qu'elle a examiné les comptes des patrons afin de les mettre dans l'embarras pour qu'ils paient davantage. Elle prétend que c'est une nouvelle stratégie brillantissime. Apparemment, elle n'a jamais

entendu parler d'une très ancienne revendication : « ouvrir les livres de comptes ».

Ce qui est également sans précédent, c'est l'annonce faite par le syndicat des infirmières, fort de 300 000 membres, de deux jours de grève pendant cette même semaine précédant Noël où cheminots et postiers annoncent aussi des grèves. Le contexte dans la santé, ce sont sept millions de patients sur liste d'attente, des attentes aux Urgences allant jusqu'à 18 heures, des lits d'hôpitaux fermés faute de soignants en nombre suffisant, des patients qui meurent en attendant les ambulances, etc. Pourtant, 60% de la population interrogée soutient ces grèves !

Les médias parlent d'un nouvel « hiver du mécontentement », en référence à la vague de grèves de 1978-1979. Dans les années 1970, l'infla-

tion avait atteint un pic de 27%. Aujourd'hui, le taux officiel est de 9,6%. Mais, selon l'ancienne mesure, il est de 14,6% ! Une inflation plus élevée que dans les autres pays riches ; alors que les travailleurs britanniques sont parmi les moins bien payés. On n'avait pas vu ça depuis plus de quarante ans. Pour couronner le tout, les prix de l'énergie ont doublé.

Précisons que, si toutes ces grèves sont réconfortantes, elles ne sont pas militantes. Les syndicats se contentent d'appeler les travailleurs à la grève tel et tel jour, et ne cherchent pas à coordonner les grèves. La nouvelle vedette des cheminots, Mick Lynch, a prétendu cet été que « la classe ouvrière est de retour ». Mais non, malheureusement, pas encore ! En fait, les travailleurs laissent encore la plupart du temps la tenue des piquets de grève aux délégués et



Manifestation d'infirmières des hôpitaux publics (NHS) : « Il est temps de payer correctement le personnel soignant », « Née dans le NHS », « Les migrants font notre NHS », en juillet 2021, à Londres.

permanents syndicaux. Surtout, ils ne se sont pas montrés aux deux rassemblements qui ont eu lieu à Londres pour essayer de réunir les travailleurs de différents secteurs.

Cela dit, la colère et la détermination des grévistes sont réelles. Dans les chemins de fer, à cause de lois antisyndicales vraiment dingues, les travailleurs ont été appelés à se prononcer de nouveau pour la grève, par courrier, car le premier mandat, de six mois, avait expiré. Et ils ont de nouveau voté pour la grève, à plus de 70%! Nous verrons donc ce qui se passera dans les prochaines semaines.

TOURNONS-NOUS MAINTENANT VERS WESTMINSTER

En 2022, la Grande-Bretagne a été la risée du monde entier, car cette « mère de toutes les démocraties modernes » a eu trois Premiers ministres en moins d'un an. Des journalistes ont comparé Liz Truss à une salade... et constaté que la longévité de Truss, 45 jours, était moindre! Un caricaturiste a représenté Truss serrant la main

de la reine la veille de sa mort. Mais si Truss peut être accusée de beaucoup de choses, elle peut difficilement être accusée de régicide... La reine avait 96 ans, après tout. Cependant, Truss a fait s'effondrer la livre sterling et les obligations de l'État britannique, faisant presque s'écrouler toute la précieuse économie des capitalistes!

C'est ce qui a permis à son remplaçant, Rishi Sunak, de justifier son budget d'austérité et de prétendre que le gouvernement n'a pas d'argent pour payer les travailleurs du secteur public, pas même les héros du NHS (le système de santé), qui ont sauvé tant de vies pendant le Covid.

L'hebdomadaire patronal *The Economist* appelle la Grande-Bretagne « l'homme malade du monde », et pas seulement « l'homme malade de l'Europe », comme on disait dans les années 1970. Tous les économistes s'accordent à dire que le Brexit est un facteur majeur de la récession en Grande-Bretagne, au-delà de l'effet de la récession mondiale. Oui, le Brexit a affecté le commerce, en faisant perdre aux capitalistes leur

plus grand marché.

Mais, surtout, l'offre de travailleurs qualifiés a été réduite. La pénurie est aiguë : 200 000 postes vacants rien que dans la santé et le social. Et les chauffeurs de poids lourds manquent encore. Mais qu'importe : la politique anti-migrants, draconienne, se poursuit. Alors que les réfugiés risquent déjà la mort en traversant la Manche sur des embarcations de fortune en caoutchouc, ils risquent de nouveau la mort en arrivant. Certains ont attrapé la diphtérie dans les centres de détention. Et, au bout du bout, ils risquent la déportation au Rwanda!

Sur cette toile de fond, le Parti travailliste (Labour Party) propose une politique quasi identique à celle du Parti conservateur (les Tories). Le chef du Labour Party, Keir Starmer, a fait savoir il y a deux semaines qu'il n'a pas l'intention de remettre en cause le Brexit, malgré le basculement de l'opinion publique contre celui-ci, et qu'il est contre la libre circulation des personnes. Inutile de dire qu'il a en ligne de mire les élections de 2024 et qu'il vise à ratisser des voix à droite.

Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI, Côte d'Ivoire)

Ce qui a marqué notre actualité de ces derniers mois c'est un mouvement de grève inédit par son ampleur, qui a réussi à paralyser durant quelques heures toute la zone industrielle de Yopougon et bloqué la production de la grande majorité des usines durant cinq jours.

Cette zone industrielle est la plus importante du pays et se trouve à quelques kilomètres du centre d'Abidjan. Elle s'étend sur un peu plus de 400 hectares et regroupe 419 entreprises, avec près de 70 000 ouvriers déclarés à la sécurité sociale. Compte tenu du fait que de nombreux travailleurs ne sont pas déclara-

rés, on peut estimer que dans cette zone il y a environ 100 000 travailleurs.

LES ASPIRATIONS DES TRAVAILLEURS ET CELLES DES BUREAUCRATES SYNDICAUX

À l'origine de ce mouvement, ce sont quelques ouvriers, principalement des délégués syndicaux affiliés pour la plupart à de petits syndicats sans notoriété ou en rupture avec leur direction syndicale. Les usines où la présence de ces petits syndicats

est plus importante sont celles où la grande majorité des travailleurs sont des précaires, en CDD ou journaliers. Pour cette catégorie d'ouvriers, la carte syndicale n'est pas fonctionnelle à la source, contrairement à ce qui se pratique pour les travailleurs permanents, notamment dans les grandes entreprises. Aussi les grandes centrales syndicales sont peu représentées dans ce milieu de travailleurs journaliers. Ce qui laisse la voie libre à un foisonnement de petits syndicats.

Ainsi, l'un des principaux animateurs de ce mouvement de grève, sinon probablement son



Meeting de mobilisation devant l'usine métallurgique Sotaci, dans la zone industrielle de Yopougon, à Abidjan.

initiateur, est un ex-ouvrier particulièrement combatif. Il a été licencié il y a de cela quelques années pour fait de grève dans une entreprise textile située dans cette zone industrielle. Il a ensuite créé sa propre boutique syndicale, qui lui permet en même temps d'avoir une petite ressource pour subvenir à ses besoins.

Ce genre de petits syndicats n'ont pas une notoriété suffisante pour être considérés par les autorités patronales et gouvernementales. Du coup, ils sont exclus du CITEF, qui est l'unique intersyndicale reconnue par l'État et qui regroupe uniquement les cinq principales centrales syndicales. Ce sont elles qui empochent les subventions de l'État allouées aux syndicats.

Ainsi, dans ce mouvement de grève, il y a d'un côté une histoire d'argent que les petits syndicats voudraient bien toucher, et de l'autre une colère accumulée des travailleurs face à toutes ces augmentations de

prix qui aggravent leur misère. Les ouvriers délégués syndicaux qui ont été les militants de cette grève sont logés à la même enseigne que tous les travailleurs. De ce fait, ils espéraient eux aussi que cette lutte allait leur permettre d'améliorer leur situation.

Le mouvement a été préparé de longue date. Le dernier week-end du mois d'août, une rencontre s'est tenue dans une école et a réuni plus d'une centaine d'ouvriers de cette zone industrielle. La suivante s'est tenue le week-end suivant, avec cette fois-ci trois cents travailleurs. C'est lors de cette rencontre que les revendications ont été listées. Parmi elles, figurent la fin de la journalisation du travail et l'augmentation du salaire minimum (actuellement de 91 euros) à 305 euros, le doublement de la prime de transport, de 46 euros à 91 euros, et enfin, une prime de logement de 106 euros, qui n'existe pas actuellement. Toutes ces

revendications ajoutées bout à bout multiplieraient par trois le revenu mensuel (salaire plus primes), de 137 euros actuellement à 457 euros.

C'est fort de ces revendications que, le 5 septembre dernier, les dirigeants de ces petits syndicats se sont rendus dans les bureaux du syndicat patronal pour lui présenter ces revendications. Mais les représentants du patronat ont refusé de les recevoir, les renvoyant auprès des directions des grandes centrales syndicales, seules représentatives à leurs yeux.

Sans se décourager, ils se sont rendus le lendemain à la Primature, où on leur a promis d'organiser une rencontre entre eux et le patronat. Mais une fois encore, le jour de la rencontre prévue, le patronat n'a pas daigné y envoyer le moindre représentant.

C'est après cette déconvenue que les dirigeants du mouvement ont décidé de changer de politique et de mobiliser les travailleurs. À partir de là, le mouvement va prendre un autre chemin et se structurer un peu plus. Des cotisations sont levées pour préparer la grève, des travailleurs tiennent la trésorerie, font le compte rendu des réunions, des dépenses, etc.

Une trentaine de travailleurs se sont portés volontaires pour propager les revendications en faisant quotidiennement la tournée des usines par groupe de cinq. Cela a duré quinze jours. Ils expliquaient aux travailleurs que la grève sera « légale », puisqu'un préavis de grève avait été déposé et qu'il n'y avait donc rien à craindre ni du gouvernement ni du patronat.

Le patronat a eu des échos de ce qui se tramait. Pour la petite anecdote, une entreprise suisse, Sizag, spécialisée dans la production de graviers utilisés dans la construction, a eu la fâcheuse idée de renvoyer l'une de ses employées en apprenant qu'elle était membre active de ce mou-

vement. Résultat, plusieurs dizaines de travailleurs organisés venus d'autres entreprises ont débarqué dans la boîte et sommé la direction d'annuler ce renvoi. Ils ont eu gain de cause.

Le 8 octobre, un meeting a été organisé dans la cour d'une école du quartier pour préparer la grève. Trois cents travailleurs étaient présents. La date du 12 octobre a été décidée pour le déclenchement de la grève. Deux cents volontaires se sont inscrits pour faire partie des groupes dits d'intervention chargés de bloquer les entrées de la zone. C'est ce petit groupe de deux cents militants de la grève, déterminés et organisés, qui a réussi à bloquer l'ensemble de la zone industrielle, avec le soutien de la grande majorité des travailleurs.

Le 11 octobre, la veille de la grève, des demandes de suspension de la grève sont venues des patrons et même d'un représentant du syndicat patronal, ceux-là mêmes qui avaient méprisé les représentants des travailleurs quelques jours plus tôt. Une rencontre s'est aussi tenue avec le commissaire de police qui a demandé que la grève soit « pacifique ».

GRÈVE, BARRICADES ET RÉPRESSION POLICIÈRE

Le premier jour de grève, dès 4 heures du matin, des groupes d'intervention se sont positionnés sur les dix-neuf voies d'accès à cette zone industrielle. Au départ ils étaient une centaine de travailleurs, rejoints ensuite par d'autres. C'est comme ça qu'ils ont réussi à bloquer toute la zone. Ils ont été très vite réprimés à coups de grenades lacrymogènes. Une vingtaine d'entre eux ont été arrêtés par la police.

Dès l'après-midi, les représentants du mouvement ont été conviés à une réunion de « conciliation » à la direction de l'Inspection de travail, en la

présence des représentants du gouvernement. Le patronat a encore une fois brillé par son absence. Les délégués syndicaux et les délégués des travailleurs étaient cette fois-ci accompagnés d'une délégation de grévistes, qui est restée sur les lieux de la rencontre jusqu'à la fin de la réunion, à 21 heures.

Alors qu'aucune revendication des travailleurs n'a été satisfaite, les délégués syndicaux étaient prêts à signer un accord, en échange d'une vague promesse de bénéficier des subventions de l'État. Cela a été ressenti comme une trahison par les délégués ouvriers présents à cette réunion. Les travailleurs qui attendaient dehors se sont alors introduits de force dans la salle et ont mis fin à cette rencontre. Aucun accord n'a pu être signé.

Le lendemain, les groupes d'intervention se sont de nouveau positionnés à leurs postes de blocage de la zone. La police a de nouveau arrêté douze travailleurs, portant à une trentaine le nombre des arrestations. Entre-temps, ceux de la veille avaient été libérés.

La CNDH (Commission nationale des droits de l'homme) a proposé ses bons offices pour jouer le rôle de conciliatrice entre les représentants des travailleurs et le patronat. Elle a aussi promis d'intervenir auprès du gouvernement pour libérer les travailleurs embarqués ce jour-là.

REPRISE DU TRAVAIL ET SANCTIONS PATRONALES

Quelques usines ont repris le service grâce à la présence des forces de l'ordre. Des travailleurs en colère ont proposé de jeter des cocktails Molotov sur les usines qui ont repris le travail et de tabasser les ouvriers qui n'ont pas respecté leur consigne de grève.

Finalement, les dirigeants syndicaux ont réussi à dissua-

der ces ouvriers en colère et leur ont demandé de rentrer chez eux et de ne plus reconstituer les groupes d'intervention.

Dès le lundi, à la reprise du travail, le retour de bâton venant du patronat a été immédiat. Les patrons avaient entre leurs mains la liste des militants actifs de la grève ainsi que les vidéos circulant dans les réseaux sociaux. Beaucoup de travailleurs ont été mis à la porte.

Dans la liste des licenciés ou en instance de licenciement figurent aussi des délégués actifs, y compris ceux affiliés aux cinq principales centrales syndicales. C'est le cas par exemple à Nutri Food Industry, une entreprise dans l'agro-industrie de plus de 600 travailleurs. Ici, la totalité des six délégués syndicaux ont été suspendus durant un mois, en instance de renvoi. L'un d'eux est délégué affilié à l'UGTCI, le syndicat historique en Côte d'Ivoire. Trente ouvriers du rang ont été aussi mis à la porte sur-le-champ, dont l'un a onze ans d'ancienneté.

Les entreprises ont profité de l'occasion pour se débarrasser à bon compte des travailleurs, notamment ceux en CDD qui étaient dans la liste des futurs embauchés en CDI.

DES LEÇONS À RETENIR POUR LES PROCHAINES MOBILISATIONS

Lors de ces journées de lutte, la majorité des travailleurs de la zone étaient pour la grève. Par contre, ils n'ont à aucun moment été impliqués dans son organisation. À notre connaissance, il n'y a pas eu une seule entreprise où s'est tenue une assemblée générale des travailleurs. Dès le début, les petits bureaucrates syndicaux contrôlaient le mouvement et l'organisaient à leur manière, car ils avaient en vue leurs propres objectifs à faire valoir en se servant des aspirations des travailleurs.

Ainsi, le lundi de la reprise du travail, pendant que le patronat jetait des travailleurs à la porte, ces petits syndicats étaient déjà en train de s'organiser pour se constituer en une seule et unique centrale syndicale, en espérant cette fois-ci obtenir une petite place auprès de cinq principales centrales syndicales reconnues.

Alors, souhaitons que l'expé-

rience de cette grève serve de référence aux travailleurs. On a vu pour la première fois des travailleurs de plusieurs centaines d'usines se reconnaître autour des mêmes revendications. Ils ont eu l'occasion de mesurer la force sociale de la classe ouvrière quand elle entre en lutte. C'est quelque chose de très important, qu'aucun discours ne peut remplacer.

Selon les toutes dernières nouvelles, un accord entre les principales centrales syndicales et le patronat a abouti à une augmentation de l'ordre de 20 euros. Ce qui est une misère comparé à ce que les travailleurs réclament. On verra dans les jours qui suivent quelle sera la réaction des travailleurs de la zone.

Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR, Haïti)

Depuis plus de deux mois, pas de carburant, pas de commerce, formel ou informel, pas d'écoles depuis la rentrée officielle en septembre, pas de transport, des hôpitaux se ferment. Quasiment rien ne fonctionne. La capitale, Port-au-Prince, est aussi coupée du reste du pays. La population est au bord de l'asphyxie.

Il y a, d'une part, ascension fulgurante des bandes armées, massacres répétés de riverains au cours des guerres entre gangs rivaux, enlèvements en série contre rançon, fusillades à l'aveuglette, exécutions sommaires, déplacements massifs de populations, viols, des maisons abandonnées sont pillées et incendiées; d'autre part, aggravation brutale des conditions de vie de la population due à plusieurs facteurs, comme la chute de la gourde (la monnaie locale), l'envolée exponentielle des prix en général, la hausse de plus de 100 % des prix du carburant, le licenciement massif de travailleurs, la pénurie de carburant et de produits de consommation courante.

La pénurie du carburant eut un effet boule de neige sur toutes les activités économiques du pays, sur le fonctionnement des entreprises.

Le principal port, celui de Port-au-Prince, est aussi bloqué par le mouvement de contestation. Haïti importe presque tout. Imaginez la situation. La zone

industrielle en fait directement les frais: la majorité des entreprises relèvent de la sous-traitance. Les matières premières en provenance des USA sont bloquées et les containers de produits finis ne peuvent pas être expédiés. D'où la fermeture en série des manufactures et d'autres entreprises dépendant des produits importés.

LES GANGS S'ATTAQUENT AUX CLASSES LABORIEUSES

Mais le point dominant de l'actualité, c'est la recrudescence de l'insécurité. C'est la prolifération des gangs et la terreur qu'ils font régner sur la population. De la périphérie de la capitale, ils progressent sans difficulté vers le centre, en marquant les nouveaux territoires acquis par l'installation des chefs. Ces installations sont en général précédées d'un massacre de riverains, pour intimider ces derniers et tuer dans l'œuf toute tentative de résistance.

Comme exprimé dans le numéro de novembre de notre mensuel, les bandes armées se comportent comme un État, avec leurs territoires, leurs populations, leur machine de rançonnement, d'imposition de taxes, sans oublier leur appareil de répression, qui font des victimes au quotidien dans la population. Dans les quartiers

où ils règnent, les gangs remplacent l'État dans toutes ses fonctions et ses composantes. Ces vermines en font voir de toutes les couleurs aux classes laborieuses, tant dans les quartiers que dans les entreprises.

Depuis plus de cinq ans, la classe ouvrière subit dans sa chair les conséquences des luttes entre politiciens et gangs armés pour le contrôle du pouvoir. Elle est l'objet régulièrement des attaques ciblées et préméditées. Nos copains ouvriers nous racontent que les bandits se mettent en action dès 4 heures du matin, au moment où les ouvriers s'apprêtent à aller au boulot, et continuent jusque vers 7 heures. Puis ils reprennent leur sale besogne aux heures correspondant à la sortie du travail, vers 15 heures. Des jeunes ouvrières, reconnues par leur allure – elles marchent en groupe, sont bien mises –, sont prises à partie, à coups de matraque, de gifles. Certaines d'entre elles sont violées, d'autres sont traumatisées, avec des membres fracturés, certaines sont tuées tout simplement.

Il leur est reproché de ne pas se joindre aux luttes politiques pour changer tel ou tel gouvernement. En se rendant au travail pour gagner une pitance permettant de survivre, elles sont accusées de consolider le pouvoir de celui qui est en place.



Des habitants manifestent à Port-au-Prince : « Nous disons non (...) à l'insécurité, aux enlèvements ».

LES LICENCIEMENTS CONDAMNENT LES TRAVAILLEURS À LA FAMINE

Selon le président de l'Association d'industrie d'Haïti, ADIH, ce sont 100 000 emplois directs et un million d'emplois indirects qui sont affectés par la crise. Même en temps normal, le licenciement est toujours vécu comme un drame par les travailleurs mais, en période de crise comme celle que vivent les travailleurs aujourd'hui, c'est presque une condamnation à mort.

Au parc Sonapi, le lieu où se concentrent près de 20 000 ouvriers de la sous-traitance, les activités sont presque à l'arrêt. Sur la route de l'aéroport aussi. Même cas de figure dans d'autres zones industrielles : à Covedi et Caracol dans le nord-est du pays.

Mais il n'y a pas seulement le secteur de la sous-traitance qui est en voie de disparition : petites, moyennes et grandes entreprises ne résistent pas à la fureur des bandes armées. Dans leur grande majorité, elles ont jeté l'éponge.

La façon dont les patrons ont fermé leurs usines choque aussi.

La plupart ont fui, laissant les travailleurs sur le carreau, sans un sou.

Les patrons de l'usine Valdor, qui employaient plus de 1 000 ouvriers, ont fui pendant que les travailleurs étaient en vacances. Alertés, ces derniers se sont rendus aux informations. Mais ils ont retrouvé les portes de l'entreprise fermées, sans personne pour les informer. Aux bureaux des affaires sociales du gouvernement, les responsables feignent de ne pas reconnaître les licenciés. Aucune archive n'est paraît-il disponible. Alors que pas moins de cinq taxes et obligations sont prélevées de leur salaire chaque quinzaine, c'est maintenant à eux de prouver qu'ils appartiennent bien à une entreprise où tout a disparu illico. Les institutions qui collectent leurs cotisations n'ont pas non plus d'archives.

Suivant la motivation et la détermination des licenciés, après maintes péripéties, ils peuvent obtenir de l'État un pécule comme dédommagement. D'autres travailleurs licenciés finissent par se décourager, comme ceux de l'usine Horizon dont le patron a pris la poudre d'escampette au mois de juin dernier.

D'autres patrons utilisent les ouvriers sur le long terme, pour les pousser à abandonner et à partir sans indemnités de licenciement. Les patrons mettent en place des congés sans solde répétitifs communément appelés par les travailleurs en créole « ale ma relew », et en français « partez, je vous rappelle ». Ainsi, les suspensions de travail peuvent aller jusqu'à deux mois. Et quand ils reviennent, c'est pour une ou deux journées de travail. À nouveau, ils sont renvoyés chez eux. Ce subterfuge permet aux patrons de se conformer avec la loi, si toutefois ils sont titillés par quelques agents tempétueux.

D'autres patrons inventent des motifs de licenciement sans indemnité. Dans une usine, une ouvrière a été convoquée au bureau du personnel, puis révoquée parce qu'elle aurait eu une altercation en dehors de l'usine avec une autre collègue. Dans une autre, un ouvrier est révoqué sans indemnités, le patron l'accuse d'avoir voulu soulever les travailleurs contre une décision de la direction.

Dans une quincaillerie, le patron, en catimini, a fait signer à ses travailleurs un document dans lequel il annonce ne pas payer le boni et le congé annuel en fin d'année. Sans la vigilance d'un ouvrier, aucun de ses camarades n'aurait vu cette duperie.

Retournés dans leurs quartiers sans un sou, ces travailleurs s'engouffrent dans une misère effroyable. Certains, qui en ont la possibilité, fuient vers les villes de province, d'autres se convertissent en petits marchands de rue ambulants.

Les gens meurent de faim. Les enfants pleurent à longueur de journée. Un bol de riz, un morceau de pain est partagé entre plusieurs personnes. Certains, qui ont un petit quelque chose, n'osent le cuire, pour que l'odeur n'arrive pas chez le voisin.

Et, comme s'il en fallait plus, l'épidémie de choléra a refait surface. Après trois ans sans nouveau cas dans le pays, le choléra a ressurgi à la faveur de la détérioration des conditions d'existence des travailleurs et de leurs proches dans les quartiers déshérités où tout manque, sans eau, sans électricité, sans latrines, encerclés des tonnes d'immondices dont les hauteurs peuvent aller jusqu'à 2 mètres. Les travailleurs vivent dans une insalubrité permanente.

CEUX QUI CONSERVENT LEUR TRAVAIL À PEINE MIEUX LOTIS

Mais, si celles et ceux parmi les travailleurs qui conservent encore leur boulot peuvent s'estimer chanceux, ils ont vite déchanté devant la détérioration des conditions de travail.

Le salaire est amputé par les effets additionnels de l'inflation, de la décote de la gourde, par le prix du transport en commun particulièrement. Pour de nombreux travailleurs, le salaire minimum ne suffit même pas pour payer le transport. Certains font alors une partie ou l'ensemble du trajet à pied. D'autres cherchent un hébergement chez un ami ou chez un proche parent près de leur usine. Ou abandonnent tout simplement.

Pour anticiper une mobilisation éventuelle des travailleurs, pour faire oublier leurs responsabilités dans la misère et leur extrême pauvreté, les patrons avaient eux-mêmes émis le vœu de voir le gouvernement ajuster le salaire minimum, et éliminer certaines taxes, comme l'impôt sur le revenu imposable pour les travailleurs de la sous-traitance. Mais c'était pour distraire la galerie. Car, dans la réalité, ces patrons pourraient eux-mêmes procéder à cet ajustement de salaire, comme ils le font pour les cadres supérieurs de leurs entreprises, et assurer la nourri-

ture et le transport de leurs travailleurs. Mais ils ne le font pas.

LES TRAVAILLEURS SE DÉFENDENT COLLECTIVEMENT

Au contraire, dans les entreprises qui continuent de fonctionner, ils ne prennent pas de gants avec les travailleurs. La discipline y est encore plus dure, des cadences de travail plus élevées y sont imposées.

Dans cette situation, les ouvriers n'ont pas baissé les bras, ils ont trouvé les moyens pour se défendre.

Par exemple, dans une usine, les ouvriers ont débrayé deux jours au mois d'octobre. Ils protestaient contre un train de mesures du patron qui voulait leur faire perdre une journée de travail en cas de retard, procéder à des licenciements sans indemnités en cas d'absence trois jours consécutifs et remettre en cause le calcul du quota de travail journalier.

Pour la pause repas, le prix du plat de base du midi, un bol de riz surmonté d'un pilon de poulet, a connu des hausses continues en fonction de l'augmentation générale des prix. Il est aujourd'hui de 300 gourdes, soit 60% du salaire de la journée. La marchande de nourriture peut consentir à donner quelque chose pour 150 ou 200 gourdes. Mais, dans ce cas, le ratio du riz va diminuer de moitié et ce sera sans le pilon. En général, selon la tradition dans le milieu, les marchandes vendent à crédit aux ouvriers, qui payent lorsqu'ils perçoivent leur quinzaine. Mais par ces temps de crise, en absence d'un paiement régulier, cette entente est brisée. La vente à crédit est stoppée et avec elle toute l'activité.

Pour pallier cette situation, certains prennent pour repas le matin un morceau de pain et de l'eau sucrée, un pâté qu'ils mangent à plusieurs. Certains

s'organisent en groupe en faisant une cagnotte. Lundi un ouvrier apporte à manger au groupe, le lendemain c'est le tour d'un autre, et ainsi de suite. Ensemble, ils mangent le peu qui est apporté. Dans les usines, on peut voir pendant la pause des attroupements de quatre ou cinq ouvriers autour d'un plat de riz, de pâtes, d'un morceau de pain qu'ils se partagent.

D'autres, en l'absence de solution, crèvent littéralement de faim.

LE PROBLÈME DU TRANSPORT

Cité Soleil, qui eut longtemps la palme du plus grand bidonville de Port-au-Prince et où vivaient la majorité des travailleurs, se situe tout près du principal centre industriel, Sonapi. Les travailleurs pouvaient s'y rendre à pied. D'autres bidonvilles pires que Cité Soleil ont vu le jour très loin de la zone industrielle. Canaan, Sartre, Carrefour, pour ne citer que ceux-là, ont vu le jour avec l'augmentation de la population. En temps normal, de gros camions en piteux état venaient chercher les travailleurs tôt le matin, vers 4 heures 30, et à partir de 16 heures à la sortie du boulot, pour un prix modeste. Mais, avec la crise du carburant, de l'insécurité, de l'inflation, ces camions disparaissent. Aller et venir de leur travail devient un casse-tête. Il n'y a pas que les prix du transport en commun, devenu rare, qui ont augmenté. Tous les produits de consommation courante ont vu leur prix doubler, tripler, voire plus.

QUELLE SOLUTION POUR LES TRAVAILLEURS CONFRONTÉS AUX GANGS ARMÉS ?

Le pouvoir de fait conquis par les gangs et la répression qu'ils

imposent pèsent particulièrement sur les travailleurs. Mais, en plus de tout cela, il leur est reproché de sortir travailler, car cela affaiblit le mouvement contre le gouvernement.

Cette hostilité aux travailleurs a pris beaucoup d'ampleur durant ces deux derniers mois et ces attaques étaient reprises sur de nombreux médias par des journalistes, des petits bourgeois qui se disaient de gauche, et même des syndicalistes qui se disent défenseurs des travailleurs. Tous ces gens conseillent aux travailleurs de rester chez eux. Et l'assassinat d'un ouvrier handicapé sur son lieu de travail par des groupes armés n'a pas suscité plus d'indignation que cela chez les responsables syndicaux qui militent dans cette usine.

Pour empêcher ces agressions, la seule proposition faite par les organisations syndicales est de se joindre à leurs luttes politiques à travers trois jours de mobilisation contre le pouvoir du premier ministre, Ariel Henry.

Pour ces trois jours, rien n'a été fait en direction des travailleurs. Par contre, ils ont pris le soin d'avertir les associations patronales et la police. Et, le jour venu, des syndicalistes ont pris la parole en parlant des ouvriers en des termes malsains et offensants. Ils les ont appelés à venir manifester, s'ils ne veulent plus être agressés dans les rues et dans leurs quartiers. « Vous êtes pires que des chiens », ont-ils lancé à des travailleurs au visage endolori par la fatigue de plusieurs heures de marche, par la faim et par la peur.

Les derniers événements qui ont eu lieu dans le pays ont démarré d'abord en province, avec des manifestations presque quotidiennes contre la cherté de la vie, contre l'insécurité. La seule réponse que le gouvernement a donnée, c'est d'augmenter de plus de 100 % en moyenne les prix des pro-

duits pétroliers, sous prétexte de trouver de l'argent pour renflouer les caisses de l'État qui sont vides. Mais la population n'est pas dupe.

Le lendemain de l'allocution du chef du gouvernement, tout était bloqué. Des barricades ont été mises sur la chaussée dans les principaux quartiers de la zone métropolitaine. Toutes les activités étaient paralysées. Les usines, les écoles, le commerce, les banques, rien ne marchait.

Lieu de rassemblement, de débats et de mobilisation de la classe ouvrière, la zone industrielle elle aussi était à l'arrêt.

Le premier constat est que les travailleurs, les petites marchandes, les djobeurs n'étaient majoritairement pas sur ces barricades. Dans le meilleur des cas, elles étaient animées par des jeunes des quartiers populaires, qui reprenaient certes les revendications exprimées dans les manifestations précédentes, mais ne cherchaient pas à encourager les gens à y venir. Dans d'autres cas, ce sont des gens proches des politiciens traditionnels qui les tenaient, parfois des lumpens armés, menaçants et intolérants. Les jeunes n'étaient nullement intéressés à faire de leur barricade un lieu pour permettre aux habitants du quartier d'exprimer leur colère et leurs revendications.

Et, avant même la fin de la semaine, presque toutes ces barricades étaient transformées en des lieux de racket, d'agression de la classe ouvrière et de la population pauvre.

Les manifestations furent nombreuses dans le pays. Celles ayant eu lieu dans les villes de province semblaient plus démocratiques. On y voyait beaucoup de femmes avec leurs assiettes vides. Les revendications mises en avant étaient la baisse du coût de la vie, de l'insécurité.

C'était moins le cas à Port-au-Prince, où c'est la démission du Premier ministre qui progres-

sivement remplaçait les revendications des travailleurs et des masses populaires.

Trois jours seulement après le début des contestations à Port-au-Prince, l'un des principaux chefs de gang avait fait savoir qu'il rejoignait le mouvement. Depuis, c'était lui qui conduisait les manifestations venant de Cité Soleil, qui emmenait les gens piller des magasins hors de son fief, alors que les entreprises de sa zone d'opérations n'ont enregistré aucune perte. C'était pareil à Carrefour, où sévissait un autre chef de gang allié de Jimmy Cherisier. Aux Gonaïves, c'est un autre chef de gang qui conduisait les manifs, et un politicien. Au Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays, c'est un politicien de la classe traditionnelle qui avait le vent en poupe. Se disant de gauche, il a invité les gens à incendier les locaux des banques pour faire pression sur ces dernières.

Les slogans contre l'insécurité et les gangs armés étaient mis au rancart. Si les politiciens en parlaient, c'étaient des balivernes qui n'avaient rien à voir avec la mobilisation et l'organisation des masses exploitées pour en venir à bout.

Et de fait, se sentant confortés dans leurs tactiques, les gangs armés en ont profité pour serrer encore plus leur étoupe autour de la population, en élargissant leurs territoires, en procédant à des kidnappings, en massacrant la population. Alors que certains chefs déambulaient aux côtés des manifestants en criant « À bas Ariel Henry » dans une rue, d'autres bandits armés opéraient sans être inquiétés dans une autre rue.

Parti de la population et des travailleurs, ce mouvement a été confisqué par les politiciens et les gangs armés. Et cela s'est retourné contre les travailleurs et a aggravé leur situation.

C'est seulement par leurs luttes que la classe ouvrière et les masses peuvent changer

leurs mauvaises conditions de travail et de vie. Elles ne doivent pas se limiter à descendre dans les rues pour servir de chair à canon aux politiciens bourgeois, aux gangs armés. Les masses doivent pouvoir diriger leurs luttes pour mener à bien leurs revendications.

Pour cela, elles doivent se doter d'un parti révolutionnaire qui, regroupant une frange importante et consciente de la classe ouvrière, des paysans pauvres et des autres exploités, sera en mesure de diriger leurs luttes et les mener à la victoire.

VERS UNE INTERVENTION ARMÉE AMÉRICAINE ?

Le pays étant complètement bloqué, les patrons de l'Association des industries d'Haïti et de la Chambre de commerce ont crié au secours. Les gangs attaquaient des entreprises commerciales américaines. La majorité des ambassades ont fermé leurs portes, celles qui restaient réduisaient leurs services à minima. Des ressortissants étrangers ont été kidnappés, un convoi de l'ambassade américaine venu de l'île voisine a été attaqué par les gangs armés. Le

grand ami d'Haïti, l'Oncle Sam, s'est inquiété.

Devant l'irresponsabilité des dirigeants haïtiens qui, dans leur grande majorité, pactisent avec les gangs armés, l'administration américaine pense que le moment est propice pour venir mettre un peu d'ordre directement. Le gouvernement haïtien en a officiellement fait la demande.

Tant que ces chiens de garde, ces cannibales lâchés aux trousses des travailleurs et des masses populaires dans leurs quartiers, massacraient leurs proies pour le compte des classes dominantes, de la mafia et des politiciens, il n'y avait pas de quoi émouvoir les dirigeants des pays impérialistes. Mais les centaines de gangs armés criminels qui sont éparpillés dans le pays sont devenus incontrôlables au point de vouloir mordre les mains de leurs maîtres.

D'un côté comme de l'autre, les travailleurs subissent. Certains se rappellent que les différentes occupations militaires ne leur avaient rien apporté de bon. Directement ou par le truchement de l'ONU ou de l'OEA, tout en apportant des maladies,

comme le choléra, la prostitution ou la répression, ces forces impérialistes étaient en effet là en soutien aux classes dominantes. Mais une majorité d'entre eux pensent qu'il ne peut pas y avoir pire que la situation actuelle. Ils ne jurent que par cette intervention, la voyant porteuse ne serait-ce que d'un répit.

À ces millions de travailleurs, de djobeurs, de petites marchandes de rue qui, tout en vouant une haine implacable aux classes riches haïtiennes, aux politiciens, aux gangs qui les ont amenés à la situation actuelle, ne rêvent que de cette intervention militaire, nous répondons : « L'impérialisme ne fait jamais de cadeaux aux travailleurs et aux masses populaires. »

Leur libération passera par leur capacité à s'organiser, se mobiliser, à se mettre en lutte pour détruire le système qui a accouché de cette infamie, des gangs armés, de l'exploitation des classes riches. Ce sera l'œuvre de la classe ouvrière aux côtés de ses frères de classe, les paysans pauvres et le reste des classes exploitées.

Bund Revolutionärer Arbeiter (Allemagne)

L'année a été avant tout marquée par la guerre en Ukraine. Il y a évidemment les conséquences économiques liées à l'arrêt des livraisons du gaz venu de Russie. Si Macron patage, que dire du gouvernement allemand : tiraillé entre les exigences des États-Unis et les intérêts des trusts allemands, débordé par la crise économique mondiale, le gouvernement annonce presque chaque semaine une nouvelle mesure « pour combattre la crise », mesure qu'il retire une semaine plus tard pour en annoncer une autre... qu'il va de nouveau retirer ou modifier après quelques jours.

Le gouvernement en place depuis un an apparaît complètement incompetent aux yeux de la population. Et, comme c'est une coalition entre sociaux-démocrates, verts et libéraux, cette farce gouvernementale profite avant tout à la droite et à l'extrême droite.

Le gaz et les liens économiques avec la Russie et l'Ukraine ne sont pas les seules raisons pour lesquelles cette guerre marque plus encore la population en Allemagne qu'en France.

D'abord, l'Ukraine est plus proche de l'Allemagne géographiquement, historiquement, et à cause de l'immigration. Trois

millions et demi d'immigrés de l'ancienne Union soviétique, de Russie mais pas seulement, vivaient déjà en Allemagne. Et, avec la guerre, un million de réfugiés ukrainiens sont arrivés cette année. Ces réfugiés ne sont pas obligés de s'entasser dans des tentes ou des stades comme en 2015, car bon nombre d'entre eux sont accueillis et logés par leurs proches ou par des familles volontaires.

D'ailleurs, un nombre non négligeable de ces volontaires sont des immigrés d'origine russe. Et, comme s'il fallait encore démontrer toute l'absurdité de cette guerre, dans presque toutes les grandes entreprises travaillent

côte à côte des travailleurs d'origine russe, ukrainienne, biélorusse, polonaise ou lettonne dont les familles, à quelques centaines de kilomètres de là, sont dressées les unes contre les autres par leurs gouvernements respectifs.

Tout cela ne change rien au fait qu'en Allemagne aussi on assiste à un véritable embrigadement idéologique de la population. D'un côté, une propagande permanente appelle la population à économiser de l'énergie pour vaincre Poutine dans sa prétendue « guerre du gaz » contre l'Allemagne. Il y a même eu une manifestation organisée sous le mot d'ordre « Économisons le gaz. Ayons froid pour la paix ! », manifestation dont les syndicats étaient parmi les organisateurs.

Mais ce qui marche bien plus encore est la propagande selon laquelle Poutine serait devenu fou et mégalomane, un nouvel Hitler ; et que, si on ne l'arrête pas tout de suite, il va englober l'Ukraine, puis la Pologne et demain attaquera l'Allemagne.

Avec cette propagande, ils ont réussi à faire accepter les livraisons d'armes à l'Ukraine et des investissements massifs dans l'armée allemande, à commencer par une dépense exceptionnelle de 100 milliards d'euros à cette fin. Alors que l'armée et les dépenses militaires étaient généralement mal vues jusque-là, on entend maintenant : « C'est nécessaire. Il faudra bien pouvoir se défendre. »

Quasiment tous les partis politiques et syndicats participent à cette propagande ; les plus vatt-en-guerre sont d'ailleurs les Verts, autant vis-à-vis de la Russie que désormais vis-à-vis de la Chine.

Les seuls à tenir un peu un autre langage c'est l'extrême droite. Évidemment l'AfD (Alternative für Deutschland) salue elle aussi les dépenses pour l'armée allemande. Mais elle s'oppose aux sanctions écono-

miques contre la Russie... au nom de la défense de l'industrie allemande et de la sécurité énergétique. Cela lui a permis de profiter du mécontentement social qui a commencé à s'exprimer cet automne, suite à la hausse spectaculaire des factures de gaz – la moitié de la population se chauffe au gaz.

Déjà, dans les mois précédents, une partie des classes populaires fut jetée dans la pauvreté par l'explosion des dépenses pour la nourriture et le carburant. Mais, quand en septembre beaucoup de ménages apprirent que leur facture de gaz allait tripler, la peur existentielle toucha pour la première fois aussi une partie des travailleurs qualifiés, dont ceux en CDI dans les grosses boîtes. Et, dans bien des villes d'Allemagne de l'Est, des manifestations contre le prix du gaz s'organisèrent et regroupèrent rapidement jusqu'à 50 000 manifestants.

Ces manifestations étaient plus ou moins ouvertement organisées par l'extrême droite sous le slogan « L'Allemagne d'abord ». Elles revendiquaient que « le gouvernement arrête de sacrifier le peuple et l'industrie allemande pour l'Ukraine ». Concrètement, elles demandaient que le gouvernement cesse les sanctions et les livraisons d'armes, qu'il s'entende avec Poutine et qu'il arrête de dépenser tant d'argent pour les réfugiés ukrainiens.

C'est à ce moment-là que le gouvernement a décidé de mettre le paquet, 200 milliards d'euros, pour faire baisser le prix du gaz et le plafonner. Évidemment, surtout et d'abord pour l'industrie, à qui revient la part du lion. Mais une partie de cet argent servira aussi à plafonner le prix de l'énergie pour les consommateurs.

Ceux-ci payeront désormais le double de l'année dernière, ce qui est toujours une catastrophe pour beaucoup dans les classes populaires. Mais, pour

les autres, ce tampon social a néanmoins calmé – provisoirement – une partie de leurs peurs.

Pour financer toutes ces mesures pour l'armée, les quelques tampons sociaux, et le patronat, le gouvernement va contracter 350 milliards d'euros de nouvelles dettes rien que cette année. Il ne faut pas beaucoup d'imagination pour deviner les conséquences de cet endettement record.

C'est dans ce contexte d'endettement massif et de crise qu'a eu lieu une longue grève dans les six CHU de Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Cette grève contre le manque d'effectifs, organisée par le syndicat Verdi, était une grève minoritaire, avec 2 000 grévistes en moyenne par jour sur l'ensemble des établissements. Mais elle a regroupé beaucoup de catégories différentes : infirmières, ASH, personnel d'administration, kinés, brancardiers, personnel de cuisine et bien d'autres.

Commencée au mois de mai, la grève a duré trois mois sans interruption. Il faut savoir que le syndicat compense une bonne partie du salaire, et tout le monde n'a pas fait grève tous les jours. Parmi les infirmières, une partie étaient astreintes un jour sur deux. Mais les grévistes ont réussi à imposer que des lits et des services entiers soient fermés pour toute la durée de la grève, ce qui a beaucoup facilité la participation des infirmières.

Un fort noyau de toutes les catégories a fait grève douze semaines sans interruption. Grâce à leur ténacité, les grévistes ont finalement obtenu la création d'environ 60 postes par CHU pour les secteurs non soignants, et plusieurs centaines de postes et jusqu'à 18 jours de congé en plus pour le personnel soignant.

Cela étant, le succès principal est la progression de la conscience des grévistes et leur expérience de la démocratie



Grève au CHU de Essen : lors d'une AG de grévistes, un secteur présente ses conditions de travail et ses revendications.

ouvrière. À commencer par une chose quasi inexistante en Allemagne : les grévistes ont eux-mêmes élaboré leurs revendications. Et c'étaient des travailleuses du rang qui parlaient dans les manifestations, dans les médias, lors des rencontres avec la direction et le gouvernement.

Au CHU d'Essen, la grève fut dirigée par un comité de grève élu toutes les semaines.

Déjà lors de la précédente grève, il y a quatre ans, l'élection d'un comité de grève avait été proposée. À l'époque, celui-ci se mit en place sans résistance, car les bureaucrates syndicaux n'avaient pas tout de suite compris ce que c'était.

Cette fois-ci, évidemment, les permanents du syndicat le savaient et auraient préféré l'empêcher. Ils ont fait de la propa-

gande contre. Mais un noyau de militants a lui aussi fait de la propagande, et même obtenu le soutien de plusieurs syndicalistes de base qui avaient commencé à militer il y a quatre ans justement grâce au comité de grève.

Cette fois, le comité de grève élu a regroupé une vingtaine de grévistes, dont la moitié étaient des militants syndicaux, l'autre non. Pour un tiers, c'était même leur première grève. Presque tous y ont participé sur toute la durée des douze semaines. C'était une vraie direction de la grève, sous réserve cependant que c'était dans le cadre d'un mouvement plus large, dirigé quant à lui par le syndicat, qui détient aussi la caisse de grève.

Le comité s'est réuni tous les jours pour discuter de tous les problèmes qui se posaient :

l'évolution du nombre et du moral des grévistes, les manœuvres du camp d'en face, notamment pour diviser les grévistes entre infirmières et autres catégories, la nécessité de faire connaître voire d'élargir le mouvement, la stratégie de la direction syndicale, etc.

Toutes les discussions furent rapportées et votées dans les assemblées générales (AG) quotidiennes auxquelles participaient une petite centaine de grévistes. Grâce à ces AG et grâce aux activités où elles et ils sont allés rendre visite à des travailleurs d'autres branches, ou ont interpellé la direction ou des responsables politiques, beaucoup de grévistes ont appris bien des choses : sur le lien entre la dégradation des hôpitaux et la crise du capitalisme, sur le rôle du gouvernement, sur les intérêts communs à tous les travailleurs au-delà des catégories et des branches, et évidemment sur la démocratie ouvrière.

Et d'ailleurs, contrairement à la grève d'il y a quatre ans, les militants du CHU d'Essen ont pu imposer que ce ne soit pas de fait la direction syndicale qui décide de la fin du mouvement, mais que les grévistes des six CHU puissent discuter librement et décider toutes et tous ensemble s'ils voulaient terminer ou continuer la grève. Après douze semaines, la grande majorité des travailleurs ont décidé d'accepter la proposition finale. Fiers de leur combat, mais aussi avec la conscience que ce ne sera pas la dernière bagarre, qu'il en faudra bien d'autres face à la dégradation de la situation.

Lutte ouvrière (La Réunion)

Ça y est ! Le 28 août, neuf ans après le lancement des travaux, la NRL, la nouvelle route du littoral, a été enfin ouverte à la circulation, du moins partiellement et seulement dans un seul sens. D'après les spécialistes, il faudra attendre 2028 voire 2030 pour que la route réputée

la plus chère au monde, estimée à 2,2 milliards d'euros pour 13 kilomètres, soit terminée. Pour la poursuite des travaux, l'État va mettre 420 millions d'euros supplémentaires, la région autant. Cette nouvelle route a pris la place du projet de tram-train qui était celui de la région, alors

dirigée par le PCR et son leader décédé, Paul Vergès. Ce projet a été enterré par la droite, qui a été aux affaires entre 2010 et 2021. Elle a préféré la NRL, sans doute plus à même d'offrir des profits aux Bouygues, Vinci et à quelques dizaines de petits entrepreneurs locaux et conces-

sionnaires automobiles.

Déjà en 1976, le chemin de fer, qui ceinturait la moitié de l'île, avait été abandonné au profit du tout-automobile. La conséquence de cette gestion absurde du territoire, c'est un réseau routier congestionné par les 475 000 voitures, bus et camions qui y circulent. Ceux qui en pâtissent le plus, ce sont les travailleurs, qui passent des heures dans les embouteillages et surtout qui consacrent une partie importante de leur revenu à l'achat de la voiture, à l'assurance, à l'entretien et au carburant. Et toutes ces dépenses ne cessent d'augmenter.

CATASTROPHE SOCIALE POUR LES TRAVAILLEURS

Le niveau de vie des travailleurs continue de se dégrader. Le chômage touche 18% de la population active, soit 60 000 personnes au sens du BIT. D'après l'Insee, en 2019, 37% des 860 000 Réunionnais vivaient sous le seuil métropolitain de pauvreté et la moitié ont un niveau de vie inférieur à 1 320 euros par mois. La jeunesse est particulièrement touchée par la pauvreté, à commencer par les enfants. En 2019, 110 500 enfants mineurs vivaient dans un ménage pauvre, soit 46% d'entre eux. Les jeunes ont beaucoup de difficulté à trouver du travail. 41 000 jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, soit un jeune sur quatre.

Face à cette catastrophe sociale, des politiciens et des patrons proposent des gadgets bons pour leur communication : les job-dating, les forums de l'emploi ou autres « rdv métiers » organisés par la région, ou les journées portes ouvertes. Et, signe des temps, l'armée se positionne, elle, en caserne ouverte, pour le RSMA, le régiment du service militaire adapté, qui n'existe qu'en outre-mer.



TEMOIGNAGES

Piquet de grève devant le siège de Newrest Réunion (repas pour les compagnies aériennes) à Sainte-Marie. Ces travailleurs sous-traitants ont fait grève du 21 décembre 2021 au 4 janvier pour des augmentations de salaires.

Le RSMA a lancé récemment une campagne de recrutement de 1 400 jeunes, pour les former pendant six à douze mois aux métiers du BTP, du transport, de l'agroalimentaire, etc. L'ex-dirigeante du PCR, présidente du conseil régional, Huguette Bello, n'est pas à la hauteur avec son projet fumeux de « lycée de la mer » qui s'inscrirait dans une « grande politique maritime », à condition que l'État concède à son financement. Par contre, quand il s'agit de soutenir les capitalistes locaux, Bello a du sonnant et du trébuchant. En août, elle a lancé « la nouvelle économie », nom donné au futur schéma régional de développement économique, d'internationalisation et d'innovation (SRDEII). Un panel varié d'aides directes et indirectes de plusieurs centaines de millions d'euros pour près de 6 000 entreprises. Sans compter l'enveloppe des fonds européens dont la région est autorité de gestion, qui s'élèvera à 1,4 milliard d'euros pour la période de 2021 à 2027.

Le pouvoir politique craint la jeunesse et lui jette des os à ronger, un illusoire avenir sous l'uniforme.

Ces dernières semaines, les visites de ministres voulant pa-

rader, se faire connaître ou reconnaître, se succèdent à La Réunion et à Mayotte. Darmanin, le Dark Vador du gouvernement, qui prétend vaincre l'immigration à coups d'unités du Raid et d'intercepteurs maritimes ; Pap Ndiaye, le ministre venu faire son livre d'images dans quelques écoles bien choisies et, comme par hasard, n'ayant pas le temps de répondre aux questions dérangeantes d'un quotidien relayant les préoccupations des parents d'élèves comme des syndicats d'enseignants ; François Braun, l'inconnu du système hospitalier dont on retiendra qu'il va se pencher sur la difficulté rencontrée à La Réunion pour faire établir des certificats de décès, par manque de médecins habilités. Les ministres n'ont pas la tâche facile. D'ici qu'ils demandent la retraite anticipée pour travaux pénibles...

DÉMAGOGIE RÉGIONALISTE

Dans le cadre de la crise économique et sociale et des frustrations qu'elle engendre, la préférence régionale est à toutes les sauces. Politiciens et syndicats défendent la préférence locale à l'embauche, notamment dans

la fonction publique. Mais ils revendiquent aussi la préférence régionale... patronale.

C'est ainsi que l'intersyndicale et une brochette d'élus de gauche et de droite menés par la même présidente de région se sont mobilisées contre le « mariage forcé » de la compagnie aérienne Air Austral, dont l'actionnaire majoritaire est le conseil régional, avec Corsair, pour ne pas servir, dit-elle, « les intérêts des Antillais ». Huguette Bello en appelle au « patriotisme économique », en invitant des investisseurs réunionnais à entrer au capital d'Air Austral; il s'agit essentiellement du groupe privé Clinifutur, qui possède notamment toutes les cliniques de l'île.

De même, elle est montée au créneau pour se dire opposée au rachat des grandes surfaces de l'enseigne Run Market par le groupe mauricien IBL, au prétexte que « ce serait un mauvais signal pour les acteurs réunionnais ». Traduction: nos bourgeois réunionnais doivent être encouragés à investir, pour ne pas laisser à d'autres capitalistes l'exploitation des travailleurs et le profit qui en découle.

Ceci n'est qu'une petite illustration du garde-à-vous nationaliste des politiciens, de gauche à droite.

LES GRÈVES

Contre l'exploitation, contre la précarité, les licenciements et pour les salaires, les travailleurs ont fait entendre leur ras-le-bol par des grèves dans plusieurs entreprises:

– À Newrest, une entreprise qui prépare les repas pour les compagnies aériennes, où l'année dernière, quelques jours avant Noël, la quarantaine d'employés se sont mis en grève pour des augmentations de salaire et le 13^e mois.

– À la Semittel, cinq jours de grève.

– À la CANE, une coopérative agricole.

– À Kélonia, un centre de soins des tortues marines, une partie du personnel a cessé le travail pendant neuf jours.

– À l'usine sucrière de Bois Rouge, appartenant à Téréos, les ouvriers ont fait reculer leur direction au tout début de la campagne sucrière et ont gagné une prime de démarrage de 1 000 euros.

– Aux laboratoires d'analyse Reunilab/Inovie.

– À la poste de Saint-Benoît, contre la réorganisation des services et pour réclamer des moyens supplémentaires.

Comme diraient nos camarades de Combat ouvrier, c'est bon pour le moral!

DÉMAGOGIE CONTRE LES MIGRANTS

En revanche, ce qui n'est pas bon pour la conscience des travailleurs ce sont les propos confus, voire xénophobes, tenus par les médias et les politiciens sur les immigrés. Les arrivées successives entre juillet et octobre de quelques dizaines de migrants sri-lankais ont donné du grain à moudre aux réac-

tionnaires et à l'extrême droite, qui déversent leur bile sur les immigrés. Mais, parfois, les positions ambiguës de politiciens de gauche sont de nature à embrouiller la conscience des travailleurs. C'est le cas du député LFI, Jean-Hugues Rateon, qui a interpellé le ministre des Affaires étrangères en lui demandant de se saisir de « *ce grave problème et d'apporter des réponses dans l'intérêt du bien-vivre à La Réunion et de l'ordre public* ». Ce qu'ils appellent « vivre ensemble » ne sert qu'à vendre l'image d'une société mythifiée, où tout le monde serait bon et gentil s'il n'y avait pas d'immigrés fauteurs de troubles. Avec les 60% de Le Pen à la présidentielle, on voit qu'une partie de l'opinion qui s'exprime dans les urnes regarde de ce côté-là. Même si Rateon parle de trafic d'êtres humains entre le Sri-Lanka et La Réunion et s'est indigné du traitement fait aux Sri-Lankais dans le centre de rétention, il a déclaré: « *L'arrivée de ces migrants est de moins en moins acceptée par les Réunionnais* » et « *La Réunion n'a pas les moyens de les accueillir*. » Cela s'appelle souffler sur des braises, alors que les Mahorais de La Réunion s'inquiètent des retombées de la situation à Mayotte et semblent tout prêts d'approuver toutes les mesures policières anti-Comoriens.

Le poison est bien là. Souhaitons qu'il soit expurgé par la conscience que les travailleurs peuvent acquérir dans les luttes contre l'exploitation, au coude-à-coude avec leurs frères immigrés de toutes origines.

Sınıf Mücadelesi (Turquie)

Ces dernières années, on parlait de l'aggravation de la crise économique en Turquie. Cette année, on peut parler de l'écroulement de l'économie.

En effet depuis décembre 2021 les prix, notamment ceux des produits de base indispensables

à la population, ont augmenté de 85,5% d'après les chiffres du gouvernement. Mais en fait, d'après les chiffres des économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (ENAG), ils ont augmenté réellement de 186%. Exemple révéla-

teur, le paquet d'un kilo de pâtes est passé de 3 à 12 livres.

En décembre 2021 l'économie turque s'est effondrée, comme l'a fait l'économie grecque en 2015. Le gouvernement grec de l'époque avait décidé de diminuer les salaires des fonction-

naires et les retraites de plus de 20%. Mais le gouvernement d'Erdogan, ayant peur d'une explosion sociale, a choisi une autre méthode pour obtenir le même résultat : il prend indirectement dans la poche des gens par le biais de l'inflation. Au mois d'octobre, le déficit commercial s'est encore creusé. Et le montant de la dette extérieure est monté à près de 500 milliards de dollars.

Résultat de tout cela, plus de 13 millions de retraités et la grande majorité de la population n'arrivent plus à finir les mois; 24 millions de personnes sont citées au tribunal pour des dettes, des loyers impayés, des chèques sans provision, etc. Tout cela à cause d'une baisse incroyable de leur pouvoir d'achat!

Cet effondrement de l'économie a accru le mécontentement déjà existant. Alors, pour faire peur aux gens, on peut vous arrêter pour un oui ou pour un non. En France, récemment, on a parlé de l'arrestation d'une chanteuse à la mode, et de celle du président de l'association des boulangers d'Istanbul, pour des prétextes bidons. Ceux-là ont été libérés quelques semaines après, mais la présidente de l'association des médecins d'Istanbul, qui avait été également arrêtée sous un prétexte, est toujours en prison.

Autre chiffre révélateur : près de 200 000 personnes sont citées en justice pour insulte à Erdogan. Et, début octobre 2022, Erdogan a fait adopter un projet de loi criminalisant la diffusion d'informations trompeuses. La loi permet de sanctionner très facilement les médias et les journalistes turcs. Et, chaque semaine, des dizaines d'arrestations touchent les nationalistes kurdes, les partisans de Fetullah Gülen (un dissident religieux) et des gens de gauche.

La répression et le flicage se sont étendus aussi à l'Europe. Erdogan a déployé à travers

TURQUIE: LE POUVOIR NE BOUGE PAS!



celle-ci tout un réseau d'information, d'agents du renseignement et même de tueurs à gage pour surveiller et contrôler ceux qui pourraient nuire à son pouvoir.

De plus en plus paranoïaque depuis la révolte de Taksim de 2013 et le retour de la guerre civile avec le mouvement kurde en 2015, puis le coup d'État raté de 2016, le régime d'Erdogan considère toute opposition comme une menace existentielle.

Le parti d'Erdogan, l'AKP, ne cesse de chuter dans les sondages. Selon le dernier en date, fin novembre, les intentions de vote en sa faveur seraient de 36,3% au lieu de 50% en 2011.

Le récent attentat d'Istanbul serait, d'après l'opposition, une mise en scène du gouvernement Erdogan, car il voit d'après tous les sondages qu'il va perdre les élections de juin 2023. Je rappelle que ce gouvernement avait déjà fait ce genre de manœuvre en 2015 et 2016 pour pouvoir gagner les élections. Et là aussi, quelques heures après l'attentat, le gouvernement a interdit aux médias de diffuser des images de la scène.

Le pourrissement du pouvoir

d'Erdogan se reflète, non seulement dans la baisse de son électorat, mais dans l'ensemble de la société, notamment parmi la jeunesse. Depuis plusieurs mois, tous les sondages confirment que plus de 70% des jeunes voudraient quitter le pays, car ils ne voient aucun avenir pour eux en Turquie.

Les séances au Parlement deviennent surréalistes. Par exemple on y a vu le ministre de l'Intérieur traiter d'idiot le maire d'Istanbul, qui appartient à l'opposition. Il a traité un autre député de terroriste. Un député de gauche a interpellé le ministre de l'Intérieur à propos des photos où on le voit avec les parrains de la mafia, disant « Tu vas pourrir en prison », etc.

Au Parlement toujours, une députée du parti pro-kurde HDP a lancé à l'AKP : « Vous avez déjà tout un arsenal qui vous permet d'arrêter toute diffusion d'information dérangeante, mais cela ne vous suffit pas. À quelques mois des élections, vous avez besoin de plus que cela, car vous avez les mains sales et cela se voit. »

En même temps, la dégradation de la société se manifeste par la propagation de l'usage

de la drogue, qui maintenant atteindrait des enfants de 10 ans. Cette emprise de la drogue se voit dans tous les domaines et, de plus, la Turquie devient le quartier général de la mafia mondiale. Il y a quelques semaines, on apprenait que le plus grand parrain de la mafia serbe et un parrain important de la mafia italienne, qui sont recherchés sur la liste rouge, se trouvent en Turquie depuis plusieurs années!

D'un autre côté, Erdogan est devenu un hyper-président, assurant le rôle de président, de Premier ministre et de chef des armées, et aussi de grand décideur de la politique écono-

mique. «L'économie c'est moi», déclare-t-il. Mais il n'a toujours pas montré l'original de son faux diplôme universitaire!

Du côté de la classe ouvrière, le mécontentement se manifeste plutôt par de petites grèves dans les entreprises de taille moyenne, notamment dans le textile. Bien sûr, dans les grandes entreprises, notamment de la métallurgie, ça proteste, mais pour l'instant il n'y a pas de grandes grèves. Très récemment, le 28 novembre, une usine de textile de 4 500 personnes, Yasar Tekstil à Bursa, s'est mise en grève pour refuser les 5 % d'augmentation de salaire proposés. Au bout de

deux jours, ils ont obtenu 42 % d'augmentation de salaire.

Le gouvernement et les patrons surveillent de près ce qui se passe dans les grandes entreprises. Dans les semaines qui viennent, il n'est pas exclu qu'il y ait des réactions de ce côté, et bien sûr c'est notre espoir.

Les prochaines élections doivent avoir lieu en juin 2023 et, s'il ne parvient pas à empêcher qu'elles aient lieu, le parti d'Erdogan pourrait les perdre. Mais, du point de vue des travailleurs, il n'y a rien à attendre de l'opposition politique, si celle-ci gagnait les élections. Nous mettons nos espoirs dans la classe ouvrière.

Lutte ouvrière (Belgique)

En Belgique, nous avons pour l'instant un gouvernement composé de sept partis. Une coalition qui avait déjà eu beaucoup de mal à se mettre en place. Cette coalition, dans laquelle chaque ministre joue en même temps sa carte pour les prochaines élections, semble limiter son ambition au simple fait de tenir jusqu'aux prochaines élections en 2024. Il n'est pas sûr qu'ils y arrivent.

En attendant la crise politique future, voici quelques explications sur l'indexation des salaires, qui existe encore en Belgique.

LES LIMITES DE L'INDEXATION DES SALAIRES

Ainsi, les travailleurs de la métallurgie ont par exemple été augmentés de 8% en juillet. Sans grève. Les employés s'attendent pour leur part à être indexés de 10% en janvier.

Mais, en même temps, l'inflation a frôlé les 13% en octobre, parmi les plus hautes en Europe. Les factures de gaz et d'élec-

tricité ont parfois quadruplé. En fonction des contrats et des fournisseurs, des gens peuvent se retrouver avec des factures de 400, 600, voire 800 euros par mois.

Le simple fait de n'être indexé qu'une fois par an représente un manque à gagner important. Et l'indexation ne correspond pas à l'augmentation réelle des prix.

Et c'est normal, car le contrôle des prix n'est bien sûr pas dans les mains des travailleurs, mais dans celles d'un groupe de spécialistes qui se réunit derrière des portes closes... où ils composent le fameux panier de la ménagère.

Leurs calculs savants se veulent objectifs, voire scientifiques. Aujourd'hui, ce sont des centaines de produits qui sont pris en compte, même des choses aussi indispensables que les chemins de table.

Mais cette composition du panier de la ménagère est en fait très politique. Pour le comprendre, il suffit de dire que les prix des carburants ne sont plus pris en compte depuis 1994. Les loyers, avec le chauffage et

l'électricité, ne pèsent même pas 18% dans la pondération des produits, alors que le loyer moyen, à Bruxelles, atteint désormais 1 000 euros, souvent plus que la moitié d'un salaire.

Et puis, les ouvriers d'Audi ont certes été indexés en juillet. Mais depuis lors ils n'ont quasiment pas connu un mois sans chômage temporaire. Loin de mieux faire face aux factures, ils ont eu plus de difficultés.

Alors, l'indexation des salaires, à quoi nous sert-elle sans la répartition du travail entre tous?

Le fait qu'un tel système d'indexation existe pour une majorité des travailleurs du pays pourrait cependant faciliter les luttes d'ensemble pour les salaires, au lieu de luttes secteur par secteur, voire entreprise par entreprise, comme celles qui ont lieu en France.

Mais voilà comment la FGTB, le syndicat socialiste, vante l'indexation:

«L'indexation des salaires favorise la paix sociale car, sans indexation automatique des salaires, des conflits sociaux pour-



Lors d'une manifestation syndicale.

raient surgir à chaque fois que les prix augmentent.»

Et en effet, en Belgique, les grèves pour les salaires sont très rares. Aujourd'hui, où le problème est clairement à l'ordre du jour, l'idée même de se battre contre les patrons pour leur imposer une augmentation est bien lointaine.

Même le Parti du travail de Belgique, qui se dit à la gauche de la gauche, ne revendique pas des augmentations de salaire. Pour le pouvoir d'achat, il propose de baisser les taxes et d'introduire un bouclier tarifaire sur les prix de l'énergie... Comme en France.

Alors, certes, les organisations syndicales ont organisé plusieurs manifestations nationales, et même une grève générale...

Mais pas vraiment pour imposer une augmentation des salaires, mais pour l'abolition de la loi de 1996. Une loi qui limite la marge salariale, c'est-à-dire l'augmentation maximale que les syndicats peuvent négocier en plus de l'indexation. Marge qui est négociée nationalement tous les deux ans, et qui est proche de zéro depuis 2009, et annoncée à zéro pour les deux ans à venir.

Les directions syndicales prétendent que, sans cette loi, elles pourraient négocier des aug-

mentations plus importantes dans les secteurs où il y a des profits.

C'est la revendication d'un appareil qui est là pour s'entendre avec les patrons. Et prétendre que nos salaires dépendent d'une loi et des négociations, c'est de la poudre aux yeux pour les travailleurs

En tout cas, l'assureur AXA, qui fait notablement partie des secteurs où il y a des profits, vient de montrer ce qu'il en est réellement: au lieu d'augmenter les salaires, il supprime l'indexation pour les salaires au-delà de 5 400 euros par mois.

C'est-à-dire qu'ils sont en train de miner l'indexation automatique, tout en montant les différentes catégories de travailleurs les unes contre les autres.

Car, bien sûr, ce n'est pas parce que l'indexation des salaires a servi si bien à maintenir la paix sociale que le patronat va continuer à la tolérer. Au contraire, plus les travailleurs en ont besoin, plus le patronat monte à la charge contre l'indexation des salaires. Et, déjà, il a obtenu une baisse des cotisations sociales pour le soulager du fardeau intolérable de l'indexation.

Alors, il faudra bien se battre. Et poser la revendication de l'indexation des salaires dans le sens du *Programme de tran-*

sition: c'est-à-dire comme la revendication légitime d'une classe qui défend son droit d'exister et qui se prépare à arracher le pouvoir à la classe capitaliste.

LA GRÈVE DES BUS DE LA RÉGION DE CHARLEROI

Et, en fait, cela peut se poser très rapidement.

En octobre, nous en avons eu un tout petit aperçu: après un jour d'action des syndicats, environ 200 chauffeurs de bus des transports en commun de la région de Charleroi ont continué la grève quatre jours de plus. En plus, ils avaient l'idée qu'il fallait élargir le mouvement pour arriver à un mouvement d'ensemble, car la perte du pouvoir d'achat concerne tout le monde. Ils ont donc essayé d'entraîner des travailleurs d'autres entreprises dans la région.

Ils n'y ont pas réussi. Pas tant parce que les travailleurs des autres entreprises ne voulaient pas les rejoindre. Mais parce qu'ils n'étaient pas suffisamment préparés et déterminés pour résister à leur délégué, qui s'est chargé de les en décourager.

Avec plusieurs grévistes, les camarades ont pu discuter de la démocratie ouvrière, de la nécessité d'un comité de grève.

Ces discussions sont essentielles. Car il n'y a pas que nous qui avons remarqué le potentiel de cette action des chauffeurs de bus. Depuis quelque temps, les conseillers de la bourgeoisie se demandent si les syndicats seront en mesure de canaliser la colère des travailleurs.

Eh bien, nous militons pour que les travailleurs se donnent les moyens pour ne pas se laisser canaliser.

L'Internazionale (Italie)

Comme vous le savez, le nouveau gouvernement, qui a pris ses fonctions, à la suite des élections anticipées du 25 septembre, est un gouvernement ouvertement de droite. Ses trois principaux partis sont la Lega de Salvini, Forza Italia de Berlusconi et Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni (l'hymne national commence par les mots *Fratelli d'Italia*, Frères d'Italie).

Ce dernier parti a obtenu le plus large consensus électoral lors d'une consultation qui, il est bon de le savoir, a connu le taux de participation le plus faible d'après-guerre : moins de 64 % des personnes susceptibles de voter l'ont fait.

La presse et les autres médias se sont empressés de décrire le nouveau cadre politique issu de ces élections, en ne prenant en compte qu'une partie de la vérité. On a dit du parti de Meloni qu'il avait obtenu un « triomphe », une « avalanche de bulletins », etc. On a parlé aussi d'un désastre pour le PD, le Parti démocrate, et d'une remontée du Mouvement 5 étoiles.

Le PD et son invertébré de secrétaire, Enrico Letta, se sont immédiatement alignés sur le jugement que d'autres ont porté sur leur parti. Letta a même annoncé sa démission du poste de secrétaire et promu un congrès extraordinaire.

En fait, par rapport aux précédentes élections générales, en 2018, le résultat n'était pas si mauvais pour le PD, qui n'a perdu que 800 000 voix, à comparer aux 6 millions perdues par le Mouvement 5 étoiles et aux plus de 5 millions perdues par Forza Italia et la Ligue réunis. Mais ces deux derniers sont apparus comme les vainqueurs, et c'est en vainqueurs qu'ils se présentent en toute occasion, ayant bénéficié du succès de Meloni avec qui ils avaient passé un accord électoral, même si les électeurs votaient aussi pour

chacun des partis participants.

Quels changements les élections du 25 septembre indiquent-elles vraiment ? En résumé, la liste qui a gagné est celle du seul parti qui était dans l'opposition au précédent gouvernement dit de « salut national » dirigé par Draghi, c'est-à-dire Fratelli d'Italia. Les voix perdues par la Ligue et Forza Italia correspondent à celles gagnées par le parti de Meloni. Ainsi, au sein d'un électorat de droite ou de centre-droit déjà existant, les voix se sont déplacées d'un parti à l'autre.

L'autre fait important est la croissance de l'abstentionnisme, surtout dans les couches sociales les plus populaires. Le désintérêt pour la politique a, dans ce cas, une explication évidente et immédiate, comme le montrent bien les statistiques sur l'augmentation du nombre de pauvres en Italie.

Le parti de Meloni plonge ses racines dans l'histoire du fascisme. Beaucoup se sont demandé si l'Italie ne se dirigeait pas vers un régime fasciste. Le fait que la mise en place du nouveau gouvernement ait eu lieu presque exactement cent ans après la Marche sur Rome a rendu les analogies journalistiques avec le passé plus frappantes. Mais les différences avec la situation d'alors sont si nombreuses que la comparaison ne tient pas la route.

Il serait trop long de les énumérer, mais les camarades savent que Mussolini est arrivé au pouvoir, avec le soutien des grands industriels et d'une bonne partie de l'armée et de la police, pour écraser une fois pour toutes un mouvement ouvrier qui avait causé à la bourgeoisie italienne une grande peur pendant au moins deux ans, jusqu'à la défaite de l'occupation des usines en septembre 1920.

Une véritable guerre civile s'est alors déclenchée dans le

pays, les commandos fascistes, presque toujours armés et encadrés par l'armée et les carabinieri ou gardes royaux, incendiant les sièges socialistes et les Bourses du travail, tabassant et assassinant les militants les plus connus du mouvement ouvrier.

Cela dit, le fascisme en Italie, depuis la Deuxième Guerre mondiale, en tant que mouvement, en tant que courant politique et aussi « culturel », a toujours été là. Dans un certain sens aussi, c'est évident, puisque les cadres dirigeants de l'appareil d'État sont passés presque indemnes de la double décennie de fascisme à la « démocratie ».

Les magistrats, les préfets, les hauts gradés de la police et des forces armées, les recteurs d'université, les responsables et les cadres intermédiaires de toutes les administrations d'État ont simplement retiré l'insigne du Parti fasciste de leur veste et continué à exercer leurs fonctions. Cette masse de personnes portait avec elle, à des degrés divers, le bagage idéologique du régime mussolinien et a nourri des partis tels que le MSI (Mouvement social italien) de Giorgio Almirante, qui est l'ancêtre de l'actuel parti de Meloni.

Mais, s'il est vrai que le gouvernement Meloni ne vise pas, du moins dans les circonstances actuelles, à établir un régime fasciste, il est vrai qu'il doit tenir compte d'une partie de son électorat à qui il doit montrer que quelque chose a changé, dans le sens d'une référence explicite aux « valeurs » de la droite. Cela explique le changement de nom de certains ministères, comme le ministère de l'Égalité des chances qui est devenu le ministère de la Famille et de la natalité, ou le ministère de l'Agriculture qui est aussi devenu le ministère de la Souveraineté alimentaire, ou encore le ministère de l'Éducation qui s'appelle désormais Éducation et mérite !



Meloni défilée par un militant des droits des LGBT, lors d'une réunion politique à Cagliari, le 2 septembre.

Même les premières mesures du gouvernement ont manifestement voulu donner le sentiment d'un gouvernement «de la loi et de l'ordre». On l'a vu avec la honteuse affaire du navire Ocean Viking, dans laquelle la vie de quelques centaines d'immigrés a été mise en danger pour montrer que l'Italie sait «se défendre».

On l'a vu aussi avec le matraquage des étudiants qui protestaient contre une conférence néofasciste à l'université La Sapienza de Rome, ou encore avec la proposition de loi anti-rave, dirigée contre les rassemblements non autorisés de jeunes qui, au moins dans le projet initial, prévoyait des peines allant jusqu'à six ans de prison.

Mais les aspects les plus importants sont les aspects économiques. Et là, on continue sur la voie tracée par Draghi. Ces jours-ci, les derniers détails de la loi de finances sont définis. On y trouve le souci de garantir quelques miettes à la petite bourgeoisie commerçante et professionnelle, par le relèvement du plafond des revenus taxés au taux unique de 15% pour les indépendants. S'y ajoutent la possibilité d'effectuer des transactions commerciales en espèces jusqu'à 5000 euros et l'obligation pour les commerçants d'accepter les

paiements par carte bancaire seulement au-delà de 60 euros.

D'autres mesures portent de petites couleurs «sociales», comme la taxation des superbénéfices des entreprises de l'énergie qui se sont enrichies de façon scandaleuse avant même la guerre russo-ukrainienne. Mais une mesure similaire avait été adoptée dans les derniers mois du gouvernement Draghi et s'était soldée par un fiasco total.

Les conditions de la classe ouvrière et des classes défavorisées n'ont cessé de se dégrader ces dernières années et ce gouvernement, comme les autres avant lui, n'a pas l'intention de changer les choses. La pauvreté se répand, comme le confirment toutes les enquêtes statistiques et les rapports des organisations caritatives. Selon les données les plus récentes, 5,5 millions de personnes sont en situation de pauvreté absolue.

Dans cette situation, le gouvernement Meloni propose, conformément à ce qu'elle a dit pendant la campagne électorale, de démolir en grande partie le «revenu de citoyenneté». Cette mesure (sorte de RSA – NDT), instituée par le Mouvement 5 étoiles lors du gouvernement dit jaune-vert qui comprenait aussi la Ligue de Salvini, a apporté à des millions de personnes un revenu minimum de

survie, même s'il est absolument insuffisant et si une grande partie des pauvres n'en bénéficient pas, notamment les immigrés ayant moins de dix ans de résidence en Italie.

La question des salaires, que plus ou moins tous les partis ont fait semblant de s'approprier depuis un an, reste maintenant un laborieux sujet de débat. Tout le monde dit et écrit depuis des mois que les salaires ont perdu en pouvoir d'achat ces trente dernières années; des courbes et des tableaux comparant avec les salaires dans d'autres pays développés, etc. ont paru dans les journaux.

Le résultat a été: rien. Les gouvernements en place n'ont rien fait et les syndicats, pour leur part, n'ont promu aucune lutte, ou plutôt aucun plan de luttes pour un salaire minimum généralisé décent.

Il serait certainement utile à propos du gouvernement et de la politique italienne de parler de la politique étrangère, mais cela serait trop long. Il suffit de dire ici que le gouvernement italien, avec Draghi auparavant et avec Meloni aujourd'hui, est complètement aplati sur les positions de l'OTAN, autant et plus que ses homologues européens. Le PD rivalise avec la droite pour démontrer la plus grande loyauté atlantiste.

Sur ce terrain, il y a un clivage clair entre le sentiment de la population et la quasi-totalité des partis et des grands journaux, qui sont tous engagés dans la croisade antirusse. Même selon les sondages officiels, le pourcentage de la population opposée à l'envoi d'armes au gouvernement Zelensky et, plus encore, à la participation à la guerre, est proche de 50%.

Face aux exigences que la situation impose, nous voulons représenter un point d'appui pour la reconstruction, en Italie aussi, d'une organisation communiste ouvrière et révolutionnaire.

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

Lutte Ouvrière



Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général.
Prix: 1,50 €.

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués... Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail: www.lutte-ouvriere.org

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse: www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix: 2 €.

Les dernières conférences :

L'Ukraine, terrain d'affrontement entre l'impérialisme, et la Russie

(n° 169, 19 novembre 2022)

Les banques, un concentré du capitalisme en crise
(n° 168, 20 novembre 2021)

**L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours
Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser**
(n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871
(n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920: l'occupation des usines
(n° 165, L'Internazionale, septembre 2020)

Toutes les brochures sont à commander sur la page: www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

Georg Scheuer

Seuls les fous n'ont pas peur

Scènes de la guerre de trente ans (1915-1945)

Collection Témoignages

Prix: 15€



Barabara Kingsolver

*Sur les piquets de grève
Les femmes dans la grande grève des mines d'Arizona en 1983*

Collection Témoignages

Prix: 19€

Désiré Nogrette

Vivre heureux en luttant

Prix: 13,50 €



Roland Szpirko

Passage de témoin

Prix: 17,50 €



Paul Palacio

Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt

Prix: 9 €

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN – ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeidersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 – SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>